

Economie+ Gabon



Henri-Claude Oyima, l'idéaliste de l'excellence

Rencontre avec le directeur général du Groupe BGFIBank. Un homme qui place les ressources humaines au premier plan des atouts de son entreprise.

Lire p. 16

POUR NOTRE PLANÈTE, PRÉFÉRONS LA PEINTURE À L'EAU.

Seigneurie
LA PEINTURE À L'EAU

33 Orinda - SF 2012
Lipovina - GABON
Tel 00 241 79 02 34
Fax 00 241 79 02 44

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OP

L'ESSENTIEL

DOSSIER

Financer son entreprise



La principale difficulté à laquelle une PME en création ou en développement se heurte, est de trouver des financements. Pourtant, il existe de nombreuses institutions financières qui peuvent soutenir ces projets. Quelques pistes à suivre... Lire p. 18

RÉGION

Lambaréné



Un bout de rêve entre le fleuve Ogooué et le lac de Zilé au nord-est... La capitale du Moyen-Ogooué est une destination aux nombreux atouts pour attirer les touristes. Lire p. 26

PAYS

Burkina Faso



Un vent nouveau souffle sur l'économie du Burkina Faso. Agriculture, agroalimentaire, infrastructures de transports : passage en revue des nombreux chantiers en cours qui sont autant d'opportunités en termes d'investissement. Lire p. 32

MÉDIA

La TNT débarque au Gabon

Digital TV, société gabonaise, fait une entrée remarquée dans le paysage de la télévision numérique terrestre. Ses offres, très compétitives, menacent la suprématie des grands groupes internationaux. Lire p. 36

CONSOMMATION

Voyage d'affaires

Paris, une destination incontournable Lire p. 44

Le boom de la téléphonie mobile

SECTEUR

Le secteur de la téléphonie mobile s'est considérablement développé ces dix dernières années au Gabon. Ouvert en 1999, le marché a véritablement explosé en 2000 dépassant de très loin toutes les prévisions faites à moyen terme. Depuis lors, il n'a cessé de croître.

Ouvert en 1999, le marché a véritablement explosé en 2000 dépassant de très loin toutes les prévisions faites à moyen terme. Il n'a cessé de croître, depuis lors, en termes d'abonnés. En 1999, le Gabon comptait 8 221 abonnés à la téléphonie mobile. En moins d'un an, ce chiffre a été

multiplié par 10 avec 83 120 abonnés. Dix ans plus tard, le cap de 1,5 million d'abonnés est franchi. Ce qui fait dire aux spécialistes des télécommunications, qu'aujourd'hui le marché gabonais est considéré comme le plus dynamique de la sous-région. Et le pays dispose encore

d'une marge de progression exceptionnelle. Mais il faut toutefois relativiser entre les ventes de cartes SIM et le nombre réel d'utilisateurs effectifs. Le phénomène des doubles et des triples abonnements fausse les estimations réelles du nombre d'abonnés.

Suite p. 10

LASER

Les nouveaux métiers du web



La révolution de l'Internet bouleverse tout, y compris les univers professionnels. De nombreux métiers prenant en compte cette donne nouvelle ont vu le jour depuis quelques années. Lire p. 6

Accueillez les nouveaux Châteaux de notre famille !

Sovingab
Les vins du Gabon

CASTEL

Appeler moins cher à l'international devient votre sport favori



* Le prix le plus bas du marché vers la France • ** Le reste du monde concerne tous les pays, hors pays à coûts spécifiques et les satellites
Cet article promotionnel valable à compter du 1^{er} avril 2010, suscite de votre modeste sans préavis

Libertis, toujours plus proche

Infoline : 222

EDITO

Chère lectrice, cher lecteur,

C'est avec enthousiasme que nous vous présentons ce premier numéro de *Economie Gabon +*.

Actualités économiques, secteurs d'avenir, opportunités d'affaires, tendances actuelles à découvrir à travers des articles courts pour s'informer efficacement, et des dossiers plus étoffés pour une lecture en profondeur. Car avec vous, nous partageons la conviction qu'une information économique fiable et innovante peut susciter l'envie d'entreprendre, d'investir, et par conséquent de générer de nouveaux emplois.

Le Gabon est la locomotive et le leader de la Cemac et mérite un vecteur d'informations économiques de premier plan. Nous avons fait le pari de la proximité. Pour cette raison, les informations locales occuperont une place privilégiée dans notre publication car c'est l'actualité économique gabonaise qui intéresse en priorité nos lecteurs. L'activité économique nationale foisonne de potentialités, notre démarche consiste à en révéler les richesses.

Pour autant, l'économie a un caractère global et l'ouverture au monde ne sera pas négligée puisqu'une bonne partie du contenu éditorial sera dédiée à l'actualité économique internationale, et notamment africaine.

Enfin, les contenus priment sur tout. Ce qui suppose une rédaction étoffée et respectueuse de la déontologie journalistique. Ainsi, le choix de ce format nous permet de valoriser les compétences de rédacteurs indépendants et proches du terrain plutôt que de mettre en avant une vitrine en « papier glacé ».

Economie Gabon + est d'ailleurs amené à se développer grâce au recrutement de journalistes gabonais qui rejoindront notre équipe.

Nous attendons avec impatience votre courrier pour mieux connaître vos attentes et partager avec vous cette aventure.

Bonne lecture.

Sommaire

Laser

Investir dans la filière maraichère, une bonne idée ?	p. 4
L'agrément Cemac, un préalable pour les industriels gabonais	p. 5
Les nouveaux métiers du Web	p. 6
Rapprochement des deux bourses des valeurs de la Cemac	p. 8
Réforme du système de paiement et de règlement en zone Cemac	p. 9

Secteur

Le boom de la téléphonie mobile au Gabon	p. 10
Des ordinateurs à la portée de toutes les bourses	p. 12
L'Internet mobile, un marché en devenir	p. 12
Naviguer sur Internet et gérer son compte bancaire via son mobile	p. 12
Les missions de l'Artel	p. 14
A l'ère du téléphone intelligent	p. 14

Rencontre

Henri-Claude Oyima, l'idéaliste de l'excellence	p. 16
---	-------

Dossier

Comment trouver des financements	p. 18
BGFIBank partenaire des PME	p. 22
BAD : encourager la croissance à travers le secteur privé	p. 23
La BEAC injecte et ponctionne les liquidités	p. 24
La BHG : des crédits à des taux bonifiés	p. 25

Région

Lambaréné, un vaste potentiel mal exploité	p. 26
L'hôpital Albert-Schweitzer, un label international	p. 27
Où se loger, se restaurer et se distraire à Lambaréné ?	p. 28
Le pétrole, le bout du tunnel ?	p. 30

Pays

Burkina Faso : le temps du renouveau	p. 32
Des secteurs qui ont le vent en poupe	p. 34

Média

La TNT débarque au Gabon	p. 36
--------------------------	-------

Immobilier

L'immobilier au Gabon	p. 38
-----------------------	-------

Emploi/Formation

Le MBA, un passeport pour gravir les échelons	p. 40
---	-------

Conso

Séjour dans l'UE : transit temporaire ou location de véhicule ?	p. 42
Voyage d'affaires : Paris, une vocation internationale	p. 44

Chopard & Ciribelli
chopardciribelli@live.fr

-15% sur toutes les Collections du 1^{er} juillet au 31 août 2010

Possibilité de ventes privées sur rendez-vous

VAN DER BAUWEDE GENEVE
BAUME & MERCIER GENEVE 1830
Dior HERMÈS PARIS

Hôtel Laico Okoumé Palace - ☎ 73 26 19 - 73 21 85 - Poste 0149 Mob. 04 17 20 00 - 03 30 00 33 - Fax : 74 29 07

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Philippe Chandezon
pchandezon@yahoo.fr

Secrétaire général de la rédaction : Didier Bras

Rédacteur en chef : Nelto Nargongar

Directeur artistique : Jean-Noël Dubois

Maquettistes : Aurélie Landeau et Nathalie Pointlanc

Ont participé à ce numéro : Nargo, Nono, Dégoto, Louis-Gustave Essono Mba, Manassé, Déhé, Franklin Issiémou, Nelto Nargongar, Louis De Dravo Odenot, Tiégo Tiémoré.

Crédit photos Afrikimage.com

INFORMATIONS LÉGALES
Mobility Media Africa Sarl au capital de 20 000 000 FCFA
Gérant : Philippe Chandezon +241 05 31 70 00
pchandezon@yahoo.fr
Siège social : immeuble BICP, Quaben BP 4562 Libreville Gabon
Site Internet : www.gabon-economie.com
RC en cours - Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010
Impression : Groupe Riccobono, 115, chemin des Valettes, 83490 Le Muy, France - Tirage : 10 000 exemplaires

Société MOBILITY MEDIA AFRICA
RCM N°2010B09428 (Registre de commerce) - Numéro statistique: 071619 R

Investir dans la filière maraîchère, une bonne idée ?

Soucieuses de limiter le poids des importations sur le plan alimentaire, les autorités gabonaises ont mis en place des mécanismes de soutien et des programmes de formation en vue de booster l'activité. Etat des lieux d'un secteur où nombre de travailleurs étrangers apportent leur force de travail.



A l'image de l'ensemble de l'activité agricole, la production maraîchère est insuffisante pour répondre aux besoins locaux (ici, la culture du folong).

Pays à vocation minière, le Gabon est, de tous les anciens territoires d'Afrique française, celui dont la production agricole est la plus faible. Depuis 1960, il importe pratiquement tout ce qu'il consomme. Selon les données publiées par les services statistiques, il ressort que notre pays dépenserait plus de 240 milliards de francs CFA par an pour les produits alimentaires importés : riz, légumes, tubercules et dérivés, fruits, volailles, céréales, viandes, etc. Il serait hasardeux d'évaluer le coût de ceux émanant des pays voisins qui fournissent le taro, l'igname, la patate, la banane plantain, l'arachide, la pomme de terre, etc., dont les statistiques précises sont difficiles à établir. Toutefois, la situation s'est beaucoup améliorée depuis

deux décennies avec l'arrivée en force de centaine d'immigrés de la sous-région et d'Afrique de l'Ouest. En décembre 2008, la Commission nationale pour la sécurité alimentaire et le développement agricole a publié un tableau qui faisait le point sur nos productions et qui quantifiait nos besoins pour l'année qui précédait. Il ressortait de cette étude que nous n'avions produit que 77 000 tonnes de manioc – qui est notre alimentation de base – alors que nos besoins s'élevaient à 220 000 tonnes. Soit un déficit de 143 000 tonnes et un taux de couverture de 35%. La production de légumes, qui s'élevait à 13 000 tonnes, se révélait également insuffisante au regard des 31 109 tonnes dont notre population a besoin. Là aussi, on pouvait noter un taux

différentiel de 18 109 tonnes. Un résultat considérable et quelque peu alarmant.

Des formations adaptées

Pour palier à cette dépendance, les autorités gabonaises ont mis en place des mécanismes de soutien et de suivi des populations rurales afin de les aider à produire davantage pour le marché local. De même, elle a obtenu la collaboration de certains partenaires au développement comme l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) dont le rôle est d'accompagner les jeunes désœuvrés de nos villes et campagnes limitrophes. Par ailleurs, l'Institut, par la mise en œuvre du Projet d'appui à la formation professionnelle, offre des formations agricoles et para-agricoles qualifiantes à tous les Ga-

bonais sans emploi âgés de 16 à 25 ans. Cette initiative, soutenue par le ministère de l'Enseignement technique, est financée par le neuvième Fonds européen de développement.

Les formations se déroulent dans les filières du maraîchage, de la polyculture vivrière, de l'élevage (poules pondeuses, porcs et moutons), de l'entretien des espaces verts et des pépinières florales et arboricoles. Malheureusement, seuls quelques courageux se sont mis à leur compte au terme de leur formation. La majorité des jeunes Gabonais estime en effet que le travail de la terre est trop difficile et qu'il n'est pas valorisant. Pourtant, l'Igad n'a pas failli à sa mission. En dix ans, selon son directeur général M. Christian Renardet, il a formé aux techniques agricoles, plus de 1 000 agriculteurs gabonais en 2007.

Attirés par ces dispositifs, des travailleurs étrangers ont saisi l'opportunité. Aujourd'hui, ils sont des milliers, inégalement répartis sur le territoire national. La plupart ont choisi de s'installer dans les zones urbaines périphériques des grands centres urbains que sont Libreville et Port-Gentil, où il existe un marché important. Toute la ceinture de Libreville – qui renferme les trois cinquièmes de la population de notre pays – est prise d'assaut. Dans les bas-fonds, très riches en limon, ces travailleurs cultivent en toute saison

Le rôle de l'Igad

Créé en juin 1992 par l'Etat gabonais et Total Gabon, l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) dispose d'une assistance technique de l'Organisation non gouvernementale française Agrisud et d'une expertise du Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Selon les dernières statistiques, on enregistre à ce jour 257 nouvelles exploitations – 150 en maraîchage, 91 en vivrier et 16 en élevage. L'origine des financements est diverse : 5,9 millions d'euros sur prêt provenant de l'Agence française de développement (AFD); 1,1 million sur fonds propres de l'Etat gabonais et 500 000 sur subvention MAE (assistance technique). On note que 5,8 millions d'euros sont consacrés à la formation, à l'installation et au suivi et l'organisation des bénéficiaires et 1,7 million est destiné à la recherche agronomique. En juillet 2007, l'Institut a obtenu de la Coopération française un soutien financier de 7,5 millions d'euros (environ 4,5 milliards de francs CFA) pour poursuivre le Projet d'appui au développement de l'agriculture péri-urbain (Padap).

la laitue à 100 FCFA le pied (elle était vendue il y a vingt ans sur le marché local jusqu'à 1 000 FCFA le pied), la tomate (à 500 FCFA le kg), le piment, les aubergines, l'oseille, le chou, la carotte, le navet, le poivron, etc., qu'on trouve en quantité dans les marchés municipaux. En saison sèche, les prix s'emballent. Un sac de 50 kg d'aubergines locales qui vaut entre 7 000 et 10 000 FCFA en saison des pluies est vendu entre 25 000 à 35 000 FCFA. Le piment antillais ou jamaïcain est le plus onéreux, vendu seulement dans des sachets d'emballage et pesant à peu près 10 kg. Son prix de vente aux commerçants de détails des marchés municipaux est 55 000 à 80 000 FCFA si la saison est marquée par un manque d'eau notable. Pratiquement tous les produits enregistrent une hausse spectaculaire.

Un marché gagnant-gagnant

Ainsi donc, des travailleurs étrangers, à qui des Gabonais nantis ont confié leurs domaines situés pour la plupart dans la périphérie aux fins de les entretenir, en profitent pour les mettre en valeur : Bikelé, Essassa, Nkoltang, Okolassi, Donguila, Zamaligué pour ce qui concerne l'axe ouest et le petit campement, Malibé, Santa-Clara, Le Cap pour l'axe nord. Partout, le même spectacle d'immenses plantations verdoyantes de légumes, de maïs, de carottes, de tomates, de navets, accroche le regards. Isaac, un jeune Ghanéen rencontré dans une grande plantation située à Massika (à 6 km de Ntoun,

sur la route de Donguila) nous confie : « Les Gabonais ne savent pas ce qu'ils perdent. Je gagne mieux qu'un haut fonctionnaire. Si la récolte n'est pas bonne je n'empêche pas moins de 1 500 000 FCFA par mois. Quand le temps se fait moins capricieux, c'est le jackpot. » Combien a-t-il dépensé pour s'installer ? « 250 000 FCFA remboursables à partir du cinquième mois », s'empresse de préciser Isaac, en avouant toutefois qu'il a dû emprunter cette somme à un taux d'intérêts de 35% par mois chez des compatriotes présents des mois avant lui sur le terrain. Cet argent lui a permis d'acheter notamment des intrants à La Gabonaise de chimie, de s'équiper en outils de travail constitués essentiellement de deux machettes et de deux hoes, un sac de couchage et un petit ravitaillement pour sa popote. « C'est une affaire très rentable », poursuit Isaac, qui regrette que la profusion des insectes et l'acidité des sols soient ses pires ennemis. En effet, le tiers de ce qu'il gagne est dépensé dans les produits de traitement du sol et de lutte contre les insectes. Une activité qui marche prometteuse puisque tout le monde semble y trouver son compte...

Contact :

Institut gabonais d'appui au développement (IGAD)
BP. 20423 Libreville
Tél. : 74 52 47 - 06 25 38 87.
Fax : 74 52 47.
E-mail : igad@inet.ga

L'« agrément Cemac », un préalable pour les industriels gabonais

Le marché de la Cemac est porteur incontestablement. Le nombre des Etats qui le composent ainsi que celui de ses consommateurs l'attestent toutefois les industries implantées dans la sous-région sont soumises à une réglementation bien définie pour commercialiser leurs produits dans cet espace. Il faut savoir que l'« agrément » ou l'« autorisation d'exercer » que nous délivrons aux industries gabonaises ne permet pas directement de vendre sur tous les marchés de la Cemac sauf bien entendu sur le marché domestique. Les industriels qui ambitionnent de conquérir ce marché doivent produire la preuve de l'origine de leurs produits via une demande d'« Agrément des produits industriels originaires Cemac » déposée auprès du Comité national d'agrément.

Les principales missions de ce comité sont les suivantes :

- proposer au Comité de l'origine de la Cemac, des produits fabriqués par les entreprises industrielles locales en vue de bénéficier du Tarif préférentiel généralisé (TPF) ;
- transmettre les dossiers retenus à la Commission de la Cemac un mois au moins avant la tenue de chaque session du Conseil des ministres de la Cemac ;
- émettre des avis techniques sur les litiges portant sur les questions de l'origine des produits soumis à son appréciation.

Les entreprises qui sollicitent l'Agrément Cemac doivent présenter un dossier au Comité national d'agrément en vue de l'obtention de son « visa » ou de sa « caution », indispensable à la présentation du dossier à la Commission. Le dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- un formulaire présentant les informations indispensables sur l'entreprise ;
- les caractéristiques de des produits fabriqués pour lesquels est sollicité l'agrément à savoir l'énumération des produits dans les termes de la nomenclature de la Cemac, leur détail, les marques de fabrique et labels de vente.
- Les renseignements sur la production notamment la description sommaire du processus de production, les matières premières mises en œuvre pour l'obtention des produits fabriqués, les emballages utilisés pour le conditionnement des produits fabriqués, la fiche pour la détermination de l'origine des produits entièrement obtenus, la fiche pour la détermination de l'origine des produits basée sur le changement dans la classification tarifaire et la fiche pour la détermination de l'origine des produits basée sur la valeur ajoutée. Le formulaire et les autres fiches de renseignements sont à retirer au secrétariat de la Direction générale du Commerce.

LOUIS GUSTAVE ESSONO MBA
Directeur général du Commerce

LIBREVILLE : Z.I. d'Oloumi - B.P. 1018 - Tél. : 76 82 16 - Fax : 74 18 24 - POG : Centre ville - B.P. 84 - Tél. : 56 09 18

Les nouveaux métiers du Web

La révolution de l'Internet bouleverse tout, y compris les univers professionnels. De nombreux métiers prenant en compte cette donnée nouvelle ont vu le jour depuis quelques années. Petit tour d'horizon (non exhaustif) des professions d'aujourd'hui et de demain.

Les techniciens et ingénieurs

Les ingénieurs spécialisés en informatique ne font plus seulement de la gestion des systèmes d'information, de la mise en place de réseaux ou de la programmation sur des applications professionnelles. Ils sont au cœur de la Toile, à travers une galerie de métiers bien spécifiques. Il y a des intégrateurs, qui donnent vie aux options arrêtées par le chef de projet Web. Ils doivent maîtriser le HTML, langage de base de l'Internet.

Quand on monte en puissance, on retrouve le développeur Web. Il doit être capable d'écouter les clients, d'analyser leurs besoins et de bâtir pour eux des sites personnalisés, correspondant à leurs attentes. C'est lui qui choisit la solution technique indiquée, veille à la « propreté » du codage, supervise les tests, assure la formation et le support technique durant toute la vie du site. Quelques développeurs maîtrisent certains

langages, comme le Flash. De plus en plus, des options de spécialisation dans des plateformes particulières comme celles d'Apple (Iphone et Ipad), d'Android (Google) ou de Symbian (Nokia) apparaissent dans les pays développés.

En haut de la « hiérarchie », on retrouve des architectes Web, qui doivent se distinguer par leurs efforts de concentration et d'abstraction, anticiper les très rapides évolutions des technologies, avoir un sacré nez pour renifler les tendances et les intégrer dans le travail actuel et futur des équipes.

La galaxie des créatifs et des artistes

Internet est de plus en plus un « lieu de vie », et il faut qu'il soit agréable. Certains s'y attellent. Le Web-designer, par exemple, a pour rôle essentiel de rendre le site beau, ergonomique, clair et aisé à parcourir, à feuilleter. Il doit donc avoir le sens de la belle

image, mais également être très à l'aise avec le « code » et les contraintes informatiques. Certaines fois, le Web-designer se spécialise dans des technologies très exigeantes comme Flash.

L'illustration 3D va plus loin que le simple Web-design. L'illustrateur 3D est un pro du dessin et de l'image. Il n'est plus question de crayon, mais d'ordinateur. Alors qu'il était cantonné aux deux dimensions de la feuille de papier, il peut désormais se mouvoir dans trois dimensions. L'illustrateur 3D est libre de travailler pour différents types de supports. Site Internet oui, mais aussi extranet, jeux vidéos, publicité...

Les communicants et « marketeurs »

Le Web est un aussi un média et un espace marchand. C'est ainsi qu'il y a des spécialistes du référencement, dont le travail est d'augmenter la visibilité d'un site Internet à travers un certain nombre de techniques visant à « influencer » les moteurs de recherche mais aussi les internautes, au moyen d'un certain nombre de mots-clés évoluant en fonction des requêtes habituelles. Le référencement utilise aussi des techniques avancées de *search engine optimization* (SEO), une nouvelle « science » assez complexe.

Le Web-marketer élabore et met en œuvre la stratégie commerciale et marketing de l'entreprise en ligne. L'acheteur d'espaces Web, qui peut se trouver dans une régie, dans une agence Web ou au sein d'une entreprise, choisit les espaces de publicité les plus pertinents. L'analyste de trafic, quant à lui, permet aux promoteurs d'un site de bien connaître ceux qui le visitent et de savoir s'ils correspondent à la cible qu'ils avaient identifiée au préalable.

Les rédacteurs et des animateurs

Un site Internet statique, qui manque d'intérêt et n'est donc pas visité, est le cauchemar des spécialistes du Web. Du coup, un certain nombre de métiers qui existent offline se développent en ligne, avec leurs spécificités. Les journalistes et rédacteurs Web doivent écrire des textes alertes, plus courts que sur papier. Ils doivent utiliser toutes les possibilités de la vidéo et du son (podcasts).

Les animateurs de sites Web (« Web-masters » en anglais) assurent la mise à jour de leurs espaces, leur cohérence par rapport à la charte graphique et à la ligne éditoriale. Ils sont les « metteurs en scène » de l'Internet. Les animateurs de communautés en ligne (« community managers » en anglais) existent parce qu'Internet est avant tout participatif. Leur rôle est de fédérer des communautés de contributeurs, de modérer les commentaires, de « vendre » leur marque au sein des réseaux sociaux, de participer à la « conversation » autour des contenus et des thèmes produits par leur marque ou relatifs à elle.

L'archivage des données

Internet est la plus grande bibliothèque du monde. La Toile abrite tant de données que la sélectionner, les classer et les utiliser au mieux est désormais un métier. Certains services en ligne nécessitent des responsables de base de données. Des entreprises d'une certaine taille ont besoin d'un responsable de l'archivage Web ou d'un « knowledge manager », qui travaille à la capitalisation et à la mutualisation des connaissances disponibles dans les univers numériques internes ou externes à l'entreprise.

M. D.

Vous avez une **vision** pour votre entreprise...
... nous avons les **solutions** pour vous accompagner.

**PERFORMANCE
FIABILITE
ACCOMPAGNEMENT**

Votre partenaire solutions N°1!

CFao TECHNOLOGIES
Intégrateur de solutions

Le meilleur des services et solutions informatiques
Choisissez le leader de l'industrie informatique

Solutions d'impression
LEXMARK

Gestion de documents
SHARP

La meilleure des solutions de communication
SIEMENS

Des outils innovants et efficaces

Optimiser la protection de vos équipements
MGE

Une gamme exceptionnelle d'onduleurs

• Architecture serveurs
• Réseaux et infrastructures télécoms
• Sécurité physique
• Energie
• Middleware
• Monétique
• Radiocommunications
• Audiovisuel
• Solutions applicatives
• Sécurité logique
• Téléphonie d'entreprises

AXIS COMMUNICATIONS
CISCO SYSTEMS
MOTOROLA
ORACLE
ORTRONICS
ANDATEL
24/7 radio communications
THALES

74 73 00 - Fax : 72 13 55 [Zone Industrielle oloumi] ctgabon@cfao.com

azur

Parce que chaque seconde compte

2 francs / sec
vers Azur

3 francs / sec
vers les autres réseaux
et vers 30 pays

des tarifs exceptionnels!
avec la tarification à la seconde d'Azur,
payez exactement ce que vous avez consommé.

www.azur-gabon.com
service clientèle 300 / 03 00 93 10

Rapprochement des deux Bourses des valeurs de la Cematic

Chronologie d'une fusion annoncée

La tâche est rude pour trouver un consensus acceptable par tous afin de bâtir un espace économique Cematic plus prospère.

L'implication directe des chefs d'Etat de la zone économique décidera du sort de l'une des deux places boursières ou de leur spécialisation.

Un peu plus de dix ans après la réalisation de l'étude de faisabilité du marché financier dans les six Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cematic), qui concluait à la faisabilité et à la rentabilité dudit marché en Afrique centrale, l'heure est aujourd'hui au bilan. Car la mise en place de ce marché financier n'a pas suivi les conclusions de cette étude, qui recommandaient une architecture unifiée et intégrée.

C'est ainsi que les Etats de la Cematic ont été impuissants à remettre en cause la création d'une architecture éclatée où coexistent deux Bourses de valeurs ; l'une régionale, la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) à Libreville et l'autre nationale, la Douala Stock Exchange au Cameroun. Comme pour renforcer ce grand paradoxe sous-régional, deux autorités de régulation ont également été créées ; l'une régionale, la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) et la Commission des marchés financiers du Cameroun (CMF). Malgré ce dualisme, les deux Bourses ont démarré et lancé des opérations d'appel public à l'épargne sous forme de cessions de parts et d'émission d'emprunts obligataires, mais avec des fortunes diverses. Cependant, après moins d'une décennie de fonctionnement effectif, le bilan est en deçà des attentes, d'où la communication sur l'état de fonctionnement du marché financier cematicien – présentée par le président de la Cosumaf, Alexandre Gandou à l'endroit des chefs d'Etat concernés – lors du huis clos de la dixième session ordinaire de leur conférence qui s'est déroulée à Bangui, en République centrafricaine, du 16 au 17 janvier 2010.

Dans son rapport, M. Gandou a précisé qu'au cours de dix années de son existence, le marché financier de la Cematic a contribué pour seulement 174 milliards de francs au financement des économies des pays membres. Or, pour permettre un développement efficace du marché sous-régional, il est nécessaire de rapprocher les deux



L'existence actuelle de deux bourses des valeurs au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cematic) va à l'encontre des préconisations qui privilégient une architecture unifiée en la matière.

places boursières et les doter des moyens financiers conséquents. Il ressort donc de cette allocation que les chefs d'Etat ont non seulement pris acte de la situation du marché financier mais également donné mandat au régulateur d'entreprendre des actions permettant d'harmoniser les procédures des deux marchés financiers existants dans notre sous-région.

Implication des bailleurs de fonds
A cette nouvelle orientation donnée par les chefs d'Etat de la Cematic se sont joints

les bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque mondiale, le FMI, la BAD etc., qui suggèrent de manière récurrente la nécessité impérieuse de rapprocher les deux Bourses. Car la coexistence des deux places boursières fait perdre à l'ensemble de l'espace économique de la zone Cematic les avantages d'économie d'échelle qu'aurait procurée leur consolidation. Déjà, lors de la vingtième session ordinaire du Conseil des ministres de la Cematic de Bangui, le 11 décembre 2009, il avait été instruit une Commis-

sion de la Cematic pour accompagner la Cosumaf dans la démarche entreprise, excluant ainsi de facto la Commission nationale des marchés financiers du Cameroun (CMF) présidée par M. Ejangue. Mais des écueils subsistent quant à une fusion pure et simple des deux Bourses tant la Douala Stock Exchange du Cameroun comme la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) ont des arguments solides pour défendre leurs intérêts. La première s'accroche à la puissance économique

du Cameroun soutenue par un dense réseau d'entreprises majors et des PME/PMI, alors que la seconde met en avant ses opérations boursières qui ont généré à ce jour environ 170 milliards de francs avec à l'horizon, la cotation de l'emprunt obligataire de 7 milliards de francs de la société Petro Gabon, leader dans la distribution de gaz butane et second dans la commercialisation de produits pétroliers après Total Gabon. Mais pour le président de la Cosumaf, la coexistence dans l'espace économique de la Cematic

de deux marchés financiers se fera à la condition que leur fonctionnement soit régi par des règles communes, afin que les investisseurs et les émetteurs ne soient pas confrontés à une juxtaposition des textes réglementaires différents, au risque de créer des dysfonctionnements, des coûts supplémentaires, voire une insécurité juridique.

La solution de rôles spécifiques

L'autre alternative pourrait être la spécialisation de chacune des deux places

boursières. L'une spécialisée en cotation des actions et des obligations, alors que l'autre se spécialiserait en Bourse des matières premières – comme la bourse cacaoyère de la Côte d'Ivoire qui coexiste avec les bourses du Ghana et du Nigeria – d'autant que le Cameroun est un pays hautement agricole et que les pays de la zone Cematic sont potentiellement riches en gisements miniers et pétroliers.

Enfin, l'on pourrait épouser le schéma d'une Bourse des valeurs mobilières

régionale à Libreville notamment par l'imposition de la BVMAC ; et au Cameroun la constitution des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) pour la zone Cematic, comme ceux qui existent au Maroc, en Tunisie et dans les pays de l'Uemoa. Pour en arriver là, il faudrait nécessairement une concertation globale entre tous les acteurs du marché financier de la Cematic pour trouver un consensus acceptable par tous.

NONO DÉGOTO

POINTS DE REPÈRES

Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC)

La BVMAC est une société anonyme investie à titre exclusif de la mission de service public d'organisation, d'animation et de gestion du Marché financier régional. L'Assemblée générale constitutive de la BVMAC s'est tenue à Libreville le 27 juin 2003. Le capital social de la société, 1,779 milliard de FCFA intégralement libéré, est réparti entre 25 actionnaires (banques, compagnies d'assurances et autres entreprises de la sous-région). A la suite du conseil d'administration du 28 juin 2004, M. Henri-Claude Oyima a été désigné président dudit conseil et Mme Mouliom Roosalem Marlyn a été nommée directrice générale de la société.

- Les organes chargés d'assurer la gouvernance sont l'assemblée générale des actionnaires, le conseil d'administration, la direction générale.

- La BVMAC s'est engagée à promouvoir une bonne gouvernance d'entreprise qui permettra de générer les dividendes

pour tous les actionnaires, mais aussi d'instaurer un climat serein en son sein, pour une meilleure implication de tout le personnel.

Les textes fondateurs de la BVMAC définissent les attributions dévolues au CA et à la DG pour une synergie optimale.

- Les actionnaires, propriétaires, ont droit à toutes les informations relatives à la gestion courante de l'Entreprise de marché. Le CA définit la politique générale de fonctionnement et les orientations stratégiques. La DG a pour mission de mettre œuvre le plan d'affaires arrêté par le CA.

SES MISSIONS ; organiser et animer le marché financier régional ; favoriser le financement des entreprises et des Etats ; financer les grands travaux et infrastructures trans-régionaux ; promouvoir le marché financier et développer la culture boursière ; soutenir l'intégration régionale, la croissance et le développement économique.

SES PRODUITS : titres de capital ; cotation d'action ; titres de créance ; cotation d'obligation ; part des Organismes de placements collectifs des valeurs mobilières (OPCVM) et

d'autres instruments financiers.

SERVICES OFFERTS ; gestion du « Trading » (carnets d'ordres) ; gestion des « market-market » (sociétés de Bourse) ; gestion du « clearing » et du « settlement » (règlement/livraison) ; codification et conservation des titres ; diffusion de l'information financière.

FISCALITÉ APPLICABLE AUX OPÉRATIONS BOURSÈRES

- Pour les émetteurs : IS de 20% (au lieu de 35%) pour les sociétés introduites à la cote de la BVMAC.

- Pour les investisseurs : IRVM de 10% (au lieu de 20%) sur les dividendes distribués et des plus-values réalisées. IRVM de 5% sur les intérêts versés au titre des emprunts obligataires des sociétés privées.

CONTACT BVMAC ; place de l'indépendance, BP 2165, Libreville. Tél. : (241) 77 4845. Fax : (241) 77 38 95. Mail : info@bvm-ac.com – Internet : www.bvm-ac.com

N. D.

Réforme du système de paiement et de règlement en zone Cematic

Comment restaurer la confiance des usagers ?

La mise en œuvre de cette réforme répond à la nécessité, pour les Etats membres de la Cematic et de la BEAC, de relever le défi majeur de la globalisation dans un contexte marqué par l'internalisation de normes régissant les systèmes de paiement et de règlement.

Le système de paiement et de règlement de la Cematic, repose sur différentes structures nationales et régionales⁽¹⁾. L'architecture globale de la Réforme des systèmes de paiement se compose de quatre sous-systèmes :

(RBTR) ou Système de gros montants automatisé (Sygma) est un système de paiement traitant des ordres de gros montants pour leur montant brut, selon une procédure de file d'attente. Il est dédié aux opérations de politique monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), aux opérations interbancaires, aux opérations clientèle de plus de 100 millions de francs, aux opérations urgentes quel que soit leur règlement, au règlement des soldes multilatéraux de compensation des systèmes de paiement de masse et des bourses des valeurs, et aux transferts internationaux avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et l'Union européenne. Ce système sous-régional, supervisé et géré par la BEAC, est ouvert en permanence, sauf les week-ends et certains jours fériés communs à l'ensemble des Etats membres. D'où la mise en place par les banques, d'un service minimum en dehors de ces jours afin d'assurer les transactions interbancaires. Participent au RBTR, la BEAC, les Trésors publics, les établissements de crédits agréés, les institutions financières de développement et les services financiers de la poste.

(SNPM) ou Système de télécompensation en Afrique centrale (Systac) traite des opérations de volumes importants ne présentant pas un caractère d'urgence et dont le montant

est inférieur à 100 millions de francs. Dans ce système, la BEAC est désignée comme le seul centre de compensation par pays représenté par chaque direction nationale dans les différents Etats membres. Le système comporte deux compartiments que sont les centres de compensation nationaux logés au sein de chaque direction nationale de la BEAC et le centre de compensation régional.

Ce système est d'autant plus efficace qu'il présente un gain de temps et d'économie dès lors qu'il permet aux banques de ne plus déplacer les chèques dans la sous-région pour effectuer les opérations de compensation. Ces chèques sont numérisés et transmis au centre national ou régional de compensation. D'où l'uniformisation et la sécurisation des formules des chèques de l'ensemble des banques de la sous-région pour faciliter cet échange. Mieux, les instruments de paiement éligibles dans ce système sont les chèques, les virements, les cartes, les prélèvements automatiques et les effets de commerce. Selon les banquiers qui utilisent ce système, il a permis de réduire considérablement le nombre de déplacements physiques des agents pour effectuer les échanges entre banques, supprimant ainsi les risques de perte et de détérioration des effets de commerce. Il est aussi bénéfique pour les opérateurs économiques dès lors qu'il leur apporte un gain de temps important en termes d'encaissements et de décaissements. (SMI) par carte permet le règlement des transactions par carte (retrait, paiement, crédits.). Il s'agit de créer des conditions favorables au développement de l'interbanca-

rité monétique et de distribution automatique de billets. Deux organes sont en charge de la gestion du SMI. L'Office monétique d'Afrique centrale (OMAC) pour les aspects liés à la réglementation et à la supervision. La Société monétique d'Afrique centrale (Smac) dont le siège est à Libreville, s'occupe de la gestion opérationnelle du système. L'architecture opérationnelle est assurée à l'aide de quatre fichiers régionaux subdivisés en six sous-fichiers nationaux disponibles dans chaque Etat membre. (CIP) est un instrument qui permet de lutter efficacement contre le phénomène des « chèques sans provision » récurrent dans la sous-région, de sécuriser les instruments de paiement et de restaurer la confiance des usagers dans le système bancaire. Il est assorti d'un dispositif de prévention et de répression des incidents de paiement. La mise en place effective du CIP sera un atout majeur pour les commerçants et les particuliers bénéficiaires d'un instrument de paiement. Il pourrait enfin vérifier la régularité ou la qualité de la signature instantanément et apprécier raisonnablement le risque d'impayés qu'ils encourent au moment où se réalise la transaction. Cette réforme vise à minimiser les risques associés au fonctionnement des systèmes de paiements et règlements en vigueur dans la sous-région, mais également à accroître la sécurité des paiements, tout en réduisant les délais de paiements et de règlements.

(1) Le Comité ministériel, le Comité régional de suivi, le Comité national de suivi, le Comité de pilotage et l'unité de gestion.

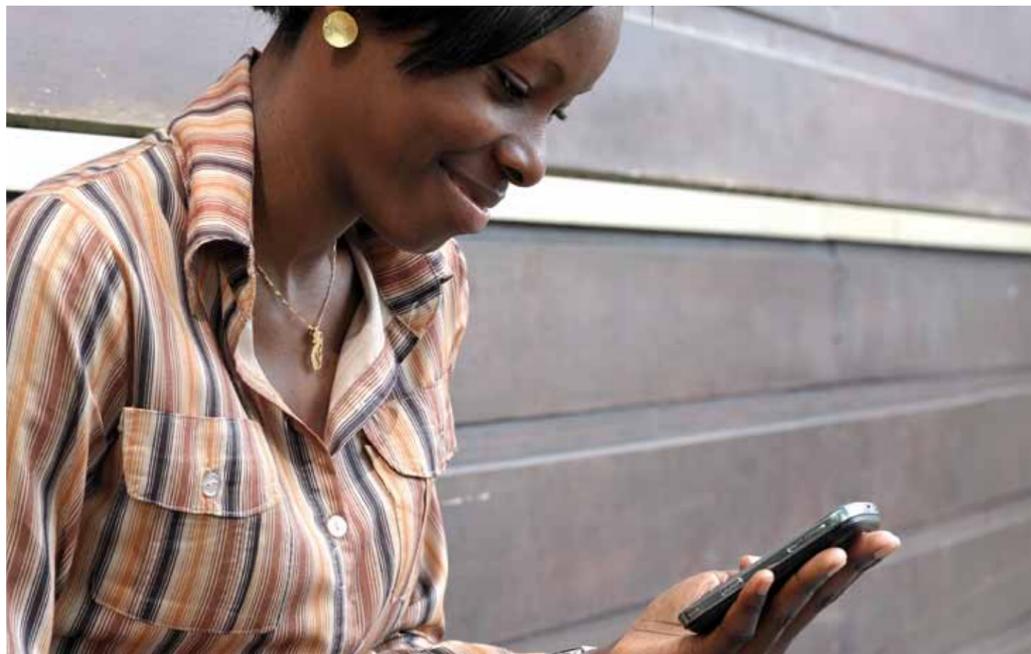
NARGO

Le boom de la téléphonie mobile au Gabon (suite de la p.1)

Selon l'Union internationale des Télécommunications, le Gabon est le premier pays francophone en termes de taux de pénétration du mobile et le troisième en Afrique subsaharienne derrière l'Afrique du Sud et le Botswana. Cette croissance vertigineuse s'explique en grande partie par l'ouverture du marché à la concurrence. Laquelle a considérablement réduit les prix des cartes Sim et des tarifications d'appels. Cette politique a eu pour effet de rendre accessible le mobile à toutes les couches de la population entraînant l'intensification de la connexion des villes de l'intérieur (plus de 90% aujourd'hui). Au début des années 2000, une carte Sim coûtait près de 100 000 francs contre 1 000 francs aujourd'hui. En 2005, le Gabon a basculé à la numérotation à huit chiffres, en raison notamment des nombreuses demandes. Ce passage a permis de multiplier par dix le nombre de lignes téléphoniques disponibles.

Vers des tarifs plus attractifs

De plus, la diminution des tarifs intervenue dès la fin de l'année 2004 – qui s'est intensifiée en 2006 – s'est traduite par une augmentation de la durée des communications. Mais elle reste toutefois l'une des plus élevées en Afrique subsaharienne francophone. En effet, l'interconnexion



Plusieurs opérateurs sont en concurrence sur un marché en pleine croissance et qui s'est ouvert à toutes les couches de la population gabonaise.

Quel opérateur choisir ?

Les coûts de communication et la couverture géographique d'un opérateur constituent, a priori, l'un des choix prioritaires des consommateurs pour s'abonner à un réseau. Si l'on tient compte de ces critères, deux opérateurs sortent du lot. Il s'agit d'Azur et Zain. Le premier offre les coûts de communications les plus

bas et les plus avantageux du marché grâce à sa tarification à la seconde. Soit 2 francs la seconde entre abonnés Azur et 3 francs la seconde en interconnexion. Il n'y a pas mieux sur le marché. Le second, Zain, est le réseau qui couvre le plus de localités dans le pays. Il est implanté dans toutes les provinces. De plus, grâce aux dix-sept filiales africaines du groupe, vous pouvez utiliser votre puce et voyager avec votre portable dans ces

pays où le réseau Zain est représenté. Zain est également le seul opérateur à offrir la navigation sur Internet via son portable ou son blackberry. Cependant, ces deux critères ne suffisent pas uniquement à déterminer le choix de l'opérateur chez les consommateurs. Les promotions et multi-offres sont autant de critères de choix. Le champion toutes catégories est certainement l'opérateur Libertis avec son offre Yes Week-end,

inégalable sur le marché. En rechargeant votre téléphone avec 3 000 francs chaque vendredi à minuit, vous bénéficiez tout le week-end d'appels gratuits illimités vers les abonnés Libertis. En outre, dans la semaine, après deux minutes de communications à partir de minuit, tous vos appels sont gratuits jusqu'à 6h. Le réseau Moov compense également la faiblesse de sa représentation nationale par des offres tarifaires très compétitives.

entre opérateurs coûte encore relativement cher. Elle varie entre 120 francs la minute et 250 francs. L'agence de régulation des télécommunications (Artel), autorité gouvernementale en la matière, envisage de réduire ces tarifs pour les rendre plus attractifs auprès du public.

Aujourd'hui le marché se répartit entre quatre opérateurs : Gabon Télécom, l'opérateur historique privatisé en 2005 au profit de Maroc Telecom, le koweïtien Zain, l'émirat Moov et le saoudien Azur. Ces maisons se livrent une guerre accrue pour la conquête du marché à coup de promotions tous azimuts, d'actions sociales d'envergure ou encore de sponsoring (équipes de football, manifestations culturelles...). Depuis 2008 par décision gouvernementale, elles concourent au financement de la Caisse nationale d'assurance-maladie et de garantie sociale par un prélèvement de 10% de leur chiffre d'affaires – qu'elles se gardent jalousement de dévoiler à la presse... Néanmoins, le chiffre d'affaires du secteur est évalué aujourd'hui à près de 350 milliards de francs. Opérateur historique, Gabon Télécom a longtemps bénéficié d'une position monopolistique sur le marché. Mais l'arrivée en 2000 du groupe Celtel va considérablement modifier la donne. Grâce à une politique dynamique caractérisée par une baisse des prix de cartes SIM et une extension de son réseau aux localités les plus reculées du pays, le groupe Celtel va rapidement s'imposer comme l'opérateur numéro un du pays. Racheté en 2008

OPÉRATEURS	FORCES	FAIBLESSES
ZAIN	- Un réseau qui couvre la totalité du pays. - Possibilité d'utiliser son téléphone portable dans les dix-sept pays africains où le groupe est représenté. - Possibilité de naviguer sur Internet via son portable ou souscrire à un abonnement (blackberry).	- Tarification entre abonnés d'un même réseau le plus cher du marché. Y compris pour l'interconnexion. - Coûts de communications relativement élevés.
LIBERTIS	- Possibilité d'appeler en illimité tout le week-end (abonnés Libertis uniquement) moyennant 3 000 francs (Yes Week-end). - Appels gratuits dans la semaine à partir de minuit, après deux minutes de communication.	- Bien qu'opérateur historique, Libertis ne couvre toujours pas toutes les localités du pays.
Moov	- Appel gratuit le dimanche vers les abonnés Moov, moyennant une consommation de 2 500 francs la semaine. - Réseau bien adapté aux entreprises.	- Couverture nationale insuffisante.
AZUR	- Coûts de communication les plus bas du marché avec la tarification à la seconde.	- Couverture nationale insuffisante.

par le groupe koweïtien Zain, l'opérateur compte aujourd'hui près de 830 000 abonnés. Mais les filiales africaines du groupe devraient d'ici peu passer sous pavillon indien. Le numéro un indien des Télécommunications, Barhi Airtel a racheté pour 8,3 milliards de dollars (4125 milliards de francs) quinze des dix-sept filiales africaines du groupe koweïtien, dont celle du Gabon.

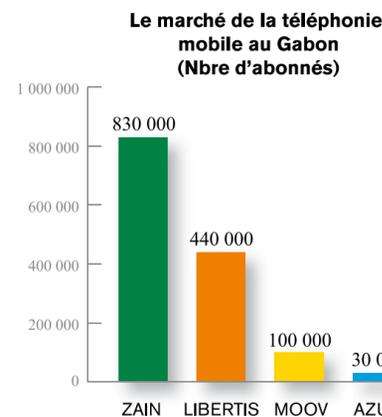
Libertis

Filiale à 100% de Gabon Télécom, elle détient aujourd'hui 34% du marché du mobile, soit 440 000 abonnés. Libertis a une politique dynamique en matière de

couverture des centres urbains de l'intérieur du pays et dessert un peu plus d'une trentaine de localités dans les neuf provinces du pays.

Zain

Zain Gabon (ex-Celtel), au départ, filiale à 80% de MSI Cellular Investments (Pays Bas), a démarré sa commercialisation en juin 2000. En avril 2005, MTC a racheté la maison mère de Celtel Gabon, devenue Zain depuis août 2008. Le réseau Zain Gabon couvre toutes les provinces du pays. Soit 85% du territoire national. Il compte aujourd'hui environ 830 000 abonnés (58% du marché).



Evolution du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile au Gabon

1999	8 221
2000	83 120
2001	168 190
2002	243 000
2003	337 357
2004	475 223
2005	600 377
2006	874 287
2007	1 108 854
2008	1 447 061
2009	1 500 000

MSM/SOURCE : TDB

Quel téléphone pour travailler plus efficacement ?

Le téléphone portable apporte une aide qui pourra bientôt se substituer à un véritable secrétaire. Des modèles hybrides équipés de systèmes d'exploitation (Windows Mobile 5.0, Symbian et Palm OS) sont de plus en plus prisés par les cadres et les dirigeants en Afrique, et au Gabon en particulier. Mais d'une manière générale, le téléphone PDA répond aux besoins des usagers qui prennent le temps de planifier leurs activités dans le souci d'une plus grande efficacité. Ces téléphones à larges écrans nécessitent parfois une longue période d'adaptation pour une utilisation optimale, mais dès que l'habitude s'installe, ils permettent notamment de se débarrasser des innombrables notes sur papier qui encombrer les poches ou les portefeuilles. Le Blackberry Bold, le Nokia, le HTC TyTN, le HP hw6915 sont de véritables agendas numériques intégrant le mode « push mail », la synchronisation et le classement des contacts des notes, des rendez-vous ou des tâches à effectuer. Le détenteur d'un tel mobile est assuré de retrouver ses données, qu'elles aient été saisies sur l'organisateur électronique lui-même ou sur un ordinateur. La possibilité de programmer l'heure précise à laquelle l'utilisateur décide d'être alerté à propos d'une tâche, représente un autre attrait de ce type d'appareil.

Moov

Moov (ex-Telecel) a lancé sa commercialisation en septembre 2000. Elle compte à ce jour 100 000 abonnés, soit 8% du marché. La quasi-totalité des parts de Moov Gabon a été cédée en 2002 par le groupe égyptien Orascom à Atlantic Télécom, un groupe ivoirien qui l'a ensuite revendu au groupe koweïtien Etisalat.

Moov a été le premier opérateur à proposer au Gabon des abonnements « post-paiement ». La part de ses clients « post-paiement » reste très marginale (1%) mais générerait 25% du chiffre d'affaires. Position de challenger sur le marché gabonais de la téléphonie mobile, Moov est plutôt orienté en direction des entreprises.

Azur

Opérateur saoudien basé à Bahreïn et qui exploite déjà des réseaux de téléphonie mobile en République centrafricaine, au Congo (Brazzaville) et en Erythrée, Azur a lancé ses activités au Gabon au cours du troisième trimestre 2009. Cet opérateur vise 6 à 8% de parts de marché pour sa première année d'activité et prévoit d'atteindre les 30% en dix ans. Sa tarification à la seconde est considérée comme la plus avantageuse du marché et séduit de plus en plus d'usagers. Aujourd'hui, l'opérateur compte un peu plus de 30 000 abonnés.

CFAO MOTORS

Service Pièces de rechange Tél. : (241) 74 80 70
Service Atelier Tél. : (241) 74 80 90

B.P. 2181 Libreville
Pôle Automobile - Tél. : (241) 74 80 40 / 60
Fax : (241) 74 00 41

B.P. 344 Port-Gentil
Tél. : (241) 55 21 47
Fax : (241) 55 23 49

Des ordinateurs à la portée de toutes les bourses

La démocratisation de l'outil informatique, moyen d'accès à Internet, a permis à un nombre croissant d'utilisateurs gabonais de se doter d'un ordinateur, grâce notamment au marché de l'occasion.

L'arrivée de l'Internet au Gabon a dopé les ventes des ordinateurs et réduit leurs prix de vente, jadis prohibitifs. Lorsque les ordinateurs sont apparus, en posséder un hissait son propriétaire à un haut standing social et lui conférait un statut de privilégié, partant du principe qu'il fallait appartenir à une famille aisée pour accéder à cet outil de travail, mais aussi de loisirs. Et seuls les gens de haut rang possédaient un ordinateur portable, dont le prix était déjà plus élevé que le PC fixe, accessible à plus d'un million

de francs. Aujourd'hui, ce même outil informatique vaut moitié prix. Il faut reconnaître que la déferlante des ordinateurs d'occasion a contraint bien des surfaces agréées ou magasins spécialisés à revoir à la baisse leurs offres de vente. Les opérateurs économiques œuvrant dans l'univers du Net veulent aujourd'hui tirer profit de l'intérêt de plus en plus prononcé des Gabonais pour la Toile. Panneaux publicitaires, encarts de magazines ou spot télévisé, l'on ne peut plus échapper, par

exemple, à la clé USB Internet de Gabon Télécom ou à un modem de Zain. Ce qui fait dire au chargé de la communication de la branche gabonaise de Africa Salvation, Charlin Kuesta, « *qu'on ne peut parler de l'usage du Net sans évoquer l'outil informatique* » dont il dépend. C'est pour cette raison que Africa Salvation organise à Libreville depuis août 2005, des Foires des ordinateurs. La première édition, qui n'était pour les organisateurs qu'un coup d'essai, a été plutôt un coup de maître, s'étendant sur une durée

de deux mois et permettant à Africa Salvation de vendre 150 ordinateurs. C'est dire l'engouement des Librevillois, notamment les jeunes, pour l'outil informatique. Depuis lors, chaque Foire des ordinateurs permet d'écouler environ 200 postes fixes et portables de seconde main. Un marché de l'occasion porteur qui a permis à de nombreux Librevillois de devenir propriétaires d'un ordinateur portable ou fixe (équipé de microprocesseur Pentium) à 150 000 francs, ou encore d'un Pentium IV à 250 000 francs. Les

marques disponibles sont variées : Dell, IBM, Compaq, Gateway, Acero... Toutes ces machines sont envoyées à Africa Salvation par la maison mère, basée à New York aux Etats-Unis. Pour la section gabonaise de Africa Salvation, le véritable enjeu réside non pas dans le nombre d'appareils vendus mais dans sa contribution à équiper les familles du Gabon qui ne souhaitent pas rester en marge des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

NONO DEGOTO



La gamme de produits présents sur le marché est extrêmement vaste. Le meilleur ordinateur ? Celui qui correspond à vos besoins...

L'Internet mobile, un marché en devenir

Il semble désormais bien loin le temps où le téléphone mobile servait uniquement à passer des appels. C'est aujourd'hui la connexion à Internet qui est au centre de son développement.



Les clés USB data Internet, un moyen bien pratique pour se connecter à la Toile.

Le nombre d'utilisateurs de l'Internet mobile dans le monde va exploser dans les années qui viennent, passant de 400 millions aujourd'hui à près de 3,5 milliards d'ici 2015, selon des prévisions récentes du géant suédois des télécoms Ericsson. Selon l'opérateur scandinave, il y aura autant d'utilisateurs de l'Internet mobile dans cinq ans qu'il y a actuellement d'abonnés à la téléphonie mobile de deuxième génération (voix, SMS) dans le monde. Près de 3,5 milliards de personnes dans le

monde utilisent aujourd'hui la 2G, tandis que la téléphonie haut débit 3G est utilisée par 400 millions de personnes, selon des estimations communiquées par Ericsson à l'AFP. En 2020, le nombre total d'abonnements mobiles devrait être de 6 milliards, toujours selon le groupe suédois. Conséquence du développement de l'Internet mobile, le volume du trafic dédié aux données a atteint l'an passé le même niveau que le trafic utilisé par la voix, et doit le dépasser pour la première fois cette année. « *Nous n'assistons qu'au début d'une explosion du trafic de données, tirées par les smartphones et les autres équipements mobiles* », a commenté le PDG d'Ericsson, Hans Vestberg, à l'occasion d'une journée de conférence avec les investisseurs. « *Il est important pour nous de suivre cette évolution* », a poursuivi le patron du numéro mondial des réseaux mobiles. Les opérateurs de téléphonie mobile, qui ont dans un premier temps attiré les clients de l'Internet mobile avec des offres à prix fixe, doivent désormais décider s'ils poursuivent dans cette voie ou choisissent de développer la facturation suivant le trafic, susceptible d'accroître plus rapidement leurs revenus.

Naviguer sur Internet et gérer son compte bancaire via son mobile

Si la situation de la téléphonie mobile au Gabon reste à développer, certains opérateurs proposent déjà des services supplémentaires tels que la navigation sur Internet ou le SMS-banking.

Il est désormais possible de connaître la position de son compte bancaire via un service dénommé SMS-Banking. Le titulaire du compte peut en faire la demande à sa banque. A chaque transaction, le titulaire est alerté par un message envoyé sur son mobile. A l'heure actuelle, seuls quelques établissements de la place proposent ce service, notamment BGFI, UGB et Ecobank. Pour les inconditionnels de la Toile, Zain Gabon est la seule maison à proposer une navigation Internet sur son mobile à condition que votre portable soit équipé d'une application Web. Son produit le plus développé reste la commercialisation de son « blackberry » avec navigation Internet

en illimité (payant) durant un mois, mais réservé encore à une clientèle aisée. Grâce à ce service vous pouvez accéder à vos comptes bancaires, les gérer, faire des transactions comme le propose déjà le groupe bancaire BGFI avec « BGFI on line ». Depuis mai 2010, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) donne l'opportunité à ses milliers d'abonnés de connaître chaque fin de mois sa consommation d'eau et de courant via son mobile.

Le téléphone mobile est en passe de s'imposer comme l'outil indispensable pour consulter son compte bancaire.



BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

Le leader du conseil immobilier au Gabon

BICP vous propose à la vente de nombreuses parcelles en titre foncier. Achat immobilier ou placement en France. Venez consulter nos produits en vidéo. Interrogez nos spécialistes pour tout type de montage immobilier.



■ IMMOBILIER ■ CONSEIL ■ PROMOTIONS ■
■ EXPERTISE ■ LOTISSEMENT D'ANGONDJE ■

38 ans d'expérience Africaine - 26 ans de présence au Gabon

Bureau International de Conseil & de Promotion
Immeuble BICP, Bord de mer, 1474 Av. G. Pompidou - BP 4562 Libreville
Tél : 73 18 80 / 73 17 55 / 05 31 70 00
Fax : 73 29 30 - E-mail : pchandezon@yahoo.fr - www.bicp.net



Les missions de l'Artel

L'Agence de régulation des télécommunications (Artel) a été créée le 27 juin 2001. Elle est placée sous la double tutelle du ministère des Télécommunications et de l'Economie. Petit rappel de ses prérogatives.

L'Artel est administrée par un Conseil de régulation des télécommunications composé de six membres nommés pour six ans. Sa principale mission est de veiller au strict respect de la réglementation en vigueur dans le secteur des télécommunications. Plus spécifiquement ses missions sont les suivantes :

- faire appliquer la réglementation en matière de télécommunications ;
- veiller au respect des dispositions de l'acte de concession et du cahier des charges entre concessionnaire des droits exclusifs de l'Etat ;

- délivrer les autorisations d'exploitation des services de télécommunication et s'assurer du respect de leurs dispositions ;
- accorder les agréments des équipements terminaux et veiller au respect de leurs dispositions ;
- assurer la gestion et le contrôle du spectre des fréquences radioélectriques ;
- proposer avant tout recours arbitral ou juridictionnel la conciliation et l'arbitrage des litiges nés entre les exploitants des télécommunications et entre ceux-ci et les consommateurs ;
- contribuer à l'exercice des missions de



L'Agence de régulation des télécommunications, une instance indispensable qui veille au respect des réglementations dans ce secteur.

l'Etat en matière de télécommunications. L'Artel gère aussi, pour le compte de l'Etat, le Fonds du service universel. Ses ressources proviennent des redevances de régulation (produit des droits, des redevances et des contributions sur les radiocommunications au titre de l'attribution des licences et de leur usage, des frais de contrôle et de gestion du spectre), mais aussi des redevances au titre de l'usage des blocs de numéros (PQ) ainsi que des subsides de l'Etat, qui lui accorde une contribution annuelle de 500 millions de FCFA par an sous forme de subvention.

Les principales difficultés de l'Artel résident dans l'application des textes réglementaires en matière de télécommunications. En effet, l'organisme souffre de l'absence d'un texte portant organisation et fonctionnement, (texte qui lui confère la mission de faire appliquer les autres textes réglementaires en matière des télécommunications). Les décisions de l'Artel sont exécutoires cependant ; les textes sont muets quant aux recours éventuels contre lesdites décisions, par la tutelle ou les opérateurs concernés.

FRANKLIN ISSIÉMOU

A l'ère du téléphone intelligent



Il est bien révolu le temps où le téléphone ne servait qu'à passer des appels. De multiples fonctions sont aujourd'hui à portée de main.

A l'origine un téléphone servait à téléphoner. Un concept devenu presque ringard face aux milliers d'applications imaginées pour les smartphones et exposées lors du dernier Salon des nouvelles technologies (Cebit) en Allemagne. Dans les halles de Hanovre, au nord du pays, se sont côtoyés les téléphones mobiles les plus modernes. Ultra-légers, ultra-rapides, de moins en moins gourmands en énergie... Les superlatifs ont abondé. Mais on a aussi découvert tout ce qu'un portable permet de faire dans l'univers des « Mondes connectés », grand thème du Cebit cette année. « *Un mobile aujourd'hui, c'est un assistant de vie avec lequel on peut aussi téléphoner* »,

Le dernier Salon des nouvelles technologies de Hanovre, en Allemagne a permis de découvrir des appareils toujours plus performants. Parmi les nouveautés, le téléphone moderne détecte vos fuites d'eau, surveille votre sommeil et votre consommation d'énergie. Mieux, il peut même sauver des vies...

selon le porte-parole du salon, Hartwig von Sass. En effet, le téléphone est aujourd'hui en mesure de sauver des vies. Une école de médecine allemande a développé un système inédit : si le cœur d'un patient cardiaque déraile, la puce électronique de son stimulateur (pacemaker) alerte son téléphone portable, qui va alors contacter les secours ! Le téléphone moderne présente aussi des variantes plus terre à terre : un logiciel détecte une fuite d'eau sous le parquet, prévient le smartphone qui alerte le plombier... et le propriétaire. Avec le programme « Sleep Cycle » de Lexware Labs, le smartphone bichonne votre sommeil. Posé sur le matelas, il capte l'agitation nocturne de son propriétaire et déclenche l'alarme matinale au meilleur moment pour son rythme biologique, dans une tranche horaire impartie. Nombre de fabricants ciblent tout spécialement la clientèle des « travailleurs mobiles », qui devraient être 1,2 milliard d'ici 2013 et représenter un tiers des emplois de la planète, selon les analystes. Aiptek,

par exemple, a créé un projecteur grand comme un étui à lunettes (Pocket Cinema T30) qui, combiné à un smartphone, permet de faire ses présentations murales sans s'encombrer d'un ordinateur.

Un téléphone qui fait gagner de l'argent

Le portable permettra aussi un jour de lire des passeports électroniques, d'ouvrir un compte bancaire, de payer par « carte de crédit immatérielle » logée sur le mobile..., assurent les experts. Dès 2013, il y aura plus de gens se connectant à Internet par le biais de téléphones mobiles que via un ordinateur, selon la société d'études Gartner. Au Cebit une jeune société allemande, Original1, a présenté un système pour lutter contre les contrefaçons, grand fléau du commerce électronique. Un doute sur l'origine ou l'authenticité du produit ? Le smartphone scanne par exemple le code-barres, l'envoie à la plate-forme Internet Original1 qui rend son verdict en donnant l'historique et toutes les caractéristiques.

NELTOH NARGONGAR

BlackBerry.



BlackBerry® Storm2™ 9520 smartphone

solutions BlackBerry® de moov
Un concentré d'applications professionnelles.



Accédez à de nouvelles possibilités avec la Solution BlackBerry de Moov, un concentré d'applications. Désormais partout et en toute mobilité vous pouvez :

- Envoyer et recevoir vos emails professionnels (intranet entreprise) et personnels (Gmail, yahoo ...).
- Créer et synchroniser jusqu'à 10 comptes de messagerie.
- Accéder à vos sites communautaires : face Book, Hi5...
- Télécharger des applications mobiles et multimedia.
- Télécharger et lire vos pièces jointes : Excel, word, PDF...

4 bonnes raisons de choisir la Solution BlackBerry de Moov :

- Accès sécurisé à Internet en conditions de mobilité.
- Accès sécurisé en permanence à ses comptes de messagerie.
- Accès réel à l'Agenda pour chaque utilisateur.
- Lien Internet mobile optimisé.

Contenu de l'offre BlackBerry de Moov :

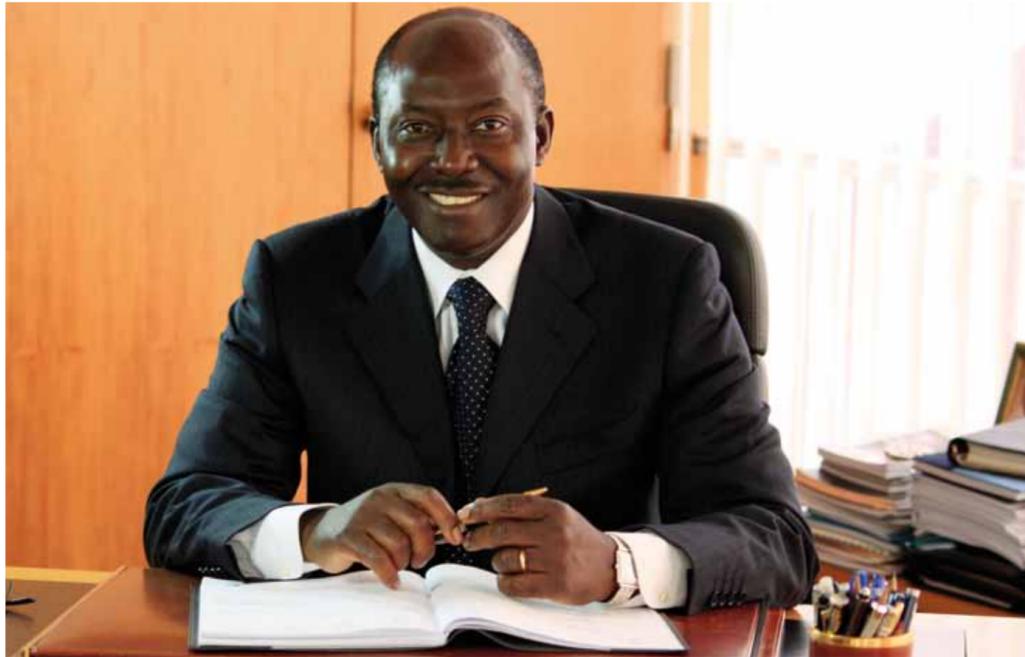
- Abonnement mensuel à 29 000F
- Emission et réception des emails en illimité durant 1 mois.
- Navigation internet gratuite et illimitée durant 1 mois.

BlackBerry®, RIM®, Research In Motion®, SureType®, SurePress™ ainsi que les marques déposées, les noms et les logos qui leur sont associés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont enregistrés et/ou utilisés aux Etats-Unis et dans les pays du monde entier. Utilisé sous licence de Research In Motion Limited.

etisalat
Moov, filiale du groupe etisalat

Henri-Claude Oyima, l'idéaliste de l'excellence

Ancré dans le souci permanent du travail bien fait, le directeur général du Groupe BGFIBank regorge d'idées neuves pour améliorer des résultats déjà probants. Découverte d'un homme qui place les ressources humaines au premier plan des atouts de son entreprise.



Patron des patrons, Henri-Claude Oyima, administrateur, directeur général du Groupe BGFIBank, 53 ans, est un homme à l'allure déterminée et aux pas résolus, animé d'une ambition professionnelle légitime corrélée par une recherche perpétuelle de l'excellence : d'aucuns disent qu'il est un idéaliste de l'excellence. En 2005, au moment du lancement du projet d'entreprise « Ambitions 2010 », très peu, au sein même de son équipe dirigeante, pariaient sur la capacité du Groupe à atteindre les objectifs affichés. En locomotive du train BGFIBank, il a su trouver les bons arguments pour convaincre et redonner confiance en s'appuyant sur le credo maison : « Impossible n'est pas BGFlen ». Humaniste convaincu, il rappelle régulièrement que l'homme est au centre de toutes les réussites et de tous les succès. L'ADG, comme l'appellent affectueusement ses employés, voit dans les ressources humaines du Groupe un puissant levier de gestion qui doit permettre au collectif de BGFIBank de mener à bien et à terme cet ambitieux projet. Et le temps lui a donné raison puisque le projet d'Entreprise Ambitions 2010 a été fort en réalisations, permettant à BGFIBank d'être incontestablement le Groupe financier leader en Afrique centrale et le deuxième en zone CFA par son produit net bancaire de 36 milliards de francs et un total du bilan comptable de 885,7 milliards de francs au 31 décembre 2009.

Mieux, aujourd'hui, le Groupe amorce un tournant décisif dans son organisation en optimisant sa structure via la mise en place d'une holding, structure « tête de groupe » qui lui permettra d'assumer pleinement ses ambitions de développement. L'augmentation de capital de 30 milliards de francs est la déclinaison financière de cette stratégie d'expansion. En un temps record, il a fait d'une banque traditionnellement centrée sur le marché gabonais et à la structure bancaire classique, un groupe financier dynamique,

performant, multi-pays et multi-métiers. Henri-Claude Oyima est parti à la conquête de l'Afrique et le drapeau de BGFIBank flotte désormais fièrement au Congo, en Guinée équatoriale et à Madagascar. L'Europe n'est pas en reste puisqu'un avant-poste de BGFIBank est désormais constitué en France via la filiale BGF International, ce qui laisse présager de belles perspectives pour le futur. Il est aussi le premier acteur financier africain à avoir signé le Pacte mondial des Nations unies visant à promouvoir le développement durable à travers la défense des droits de l'Homme, la préservation de l'environnement et la lutte contre la corruption. Henri-Claude Oyima a le souci de prendre en compte de manière responsable les hommes et leur environnement.

Les ressources humaines, première richesse du Groupe

Aurolé par le succès du projet Ambition 2010 qui a vu l'ensemble de ses objectifs atteints un an à l'avance, il a présenté une nouvelle orientation stratégique dénommée « CAP 2015 », adoptée par le conseil d'administration. Il présente ce nouveau projet d'Entreprise comme un outil qui vise l'optimisation des performances acquises par le Groupe afin de soutenir son expansion géographique et satisfaire la clientèle, qui est au centre de ses priorités. Il l'argumente en ces termes : « Il s'agit pour le Groupe d'anticiper les évolutions du marché et de tout mettre en œuvre pour apporter une réponse adéquate aux attentes de ses clients. » Convaincu de la réussite de ce nouveau challenge, il poursuit : « CAP 2015

va permettre au Groupe de changer de dimension. Ce nouveau défi va nous permettre d'aller au-delà, au-delà de ce que notre imaginaire peut encore considérer comme un rêve ; au-delà des croyances limitatives ; au-delà de toutes nos expériences passées et présentes. Nous allons côtoyer l'excellence, la mériter et la conserver. »

C'est le défi à relever, en synergie avec les professionnels du Groupe. Et Henri-Claude Oyima ne rate pas une seule occasion de mettre en avant les qualités de ses collaborateurs, tous âges confondus, qui doivent faire preuve d'une grande capacité d'innovation, d'anticipation et d'adaptation aux mutations, comme en témoigne le message qu'il leur adresse : « Nous allons réaliser cette noble ambition avec toute la passion, toute la foi et tout le travail qui nous ont animés jusqu'à présent. J'ai foi dans votre capacité à vous dépasser, à privilégier l'intérêt général pour la réussite du Groupe BGFIBank, notre star. Les ressources humaines constituent la première richesse du Groupe. Il doit capitaliser sur la jeunesse et la diversité culturelle comme levier de compétitivité. »

Un parcours complet

La stratégie des ressources humaines est adossée sur un corpus de valeurs managé-

riales fortes qui encadrent la gestion des talents pour préparer la relève par la transmission du savoir et le développement de l'employabilité interne et externe.

La réalisation de tous ces projets est le fruit de sa formation professionnelle et des expériences acquises dans le secteur bancaire aux Etats-Unis et au Gabon. En effet, après un master en Banque obtenu à l'American University de Washington (Etats-Unis) et un passage au sein de Citibank à New-York et à Libreville, Henri-Claude Oyima intègre Paribas Gabon en 1983. Nommé directeur général en 1985, administrateur en 1986, il pilote le développement du Groupe BGFIBank et initie les croissances, tant internes qu'externes. En plus de ses fonctions managériales, Henri-Claude Oyima a de nombreux mandats associatifs, dont celui de président de la Confédération patronale gabonaise depuis cinq ans. En 2008, il a présidé le Club des dirigeants des banques

et des établissements de crédit d'Afrique. Henri-Claude Oyima n'en finit pas d'étonner et gardera encore de nombreux atouts sous les manches de ses costumes taillés sur mesure, le tout à l'image de ce groupe BGFIBank qui lui va si bien.

En un temps record, il a fait d'une banque traditionnellement centrée sur le marché gabonais et à la structure bancaire classique un groupe financier dynamique.

NONO DEGOTO

TO HONOUR

CHIVAS
LIVE WITH CHIVALRY

Pernod Ricard Gabon

BP 6415 LIBREVILLE - BATTERIE IV (FACE EL RAPHA)
Jean-Dominique MARCOIREAU +241 07 07 73 41 - Christian NDONG +241 07 57 38 52 / p.gabon@yahoo.fr
www.pernod-ricard.fr

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

Comment trouver des financements pour développer et créer son entreprise

Le difficile accès des PME-PMI aux crédits bancaires et à la Bourse des valeurs mobilières est avéré. Pourtant, de nombreuses institutions financières publiques ou privées peuvent soutenir les projets de création et de développement des entreprises. Passage en revue des solutions existantes.



Les indicateurs sont au vert pour le secteur bancaire gabonais, mais les PME-PMI peinent encore à trouver les financements de nature favoriser leur développement.

Le marché financier gabonais s'étoffe avec de nouveaux établissements bancaires (Ecobank et UBA) et s'externalise avec la BGFIBank sur des marchés ciblés à fort potentiel de croissance, aussi bien en Afrique centrale que dans le reste du continent ou du monde. BGFIBank par exemple, est présente au Congo, en Guinée équatoriale, en France et à Madagascar. Mieux, le système bancaire de notre pays est réputé « surliquide » (abondance de liquidité) et robuste (solvable). Avec un secteur bancaire aussi robuste, les crédits à l'économie restent faibles. Ce paradoxe relève d'un certain nombre de raisons. La comptabilité tenue par les entreprises n'est pas fiable et les entrepreneurs n'offrent pas de garanties suffisantes aux banques qui rechignent à prendre des risques. Pour les dirigeants des banques tels que le patron de BGFIBank et président de la CPG, Henri-Claude Oyima,

il faut privilégier le court terme au lieu du moyen et long terme, paraphrasant ainsi la théorie de J.M Keynes qui disait : « Il faut toujours privilégier le court terme, car à moyen terme nous sommes tous morts. » Et Claude Ayo Iguendha, directeur général de la BICIG de renchérit : « Prêter de l'argent à des projets bancables oui, mais pas à des projets bancals. » Et pour le directeur général adjoint de l'AFD, financer les pertes, ce n'est pas financer le développement. Cette perception lapidaire des dirigeants des banques s'explique par le fait qu'ils sont d'abord des établissements de dépôts de particuliers et qu'il ne leur revient pas, en dépit de l'abondance de liquidité, de définir le cadre macroéconomique ou d'initier des projets de développement. Le rôle qu'ils peuvent jouer est d'accompagner le gouvernement de la République et les opérateurs économiques et promoteurs gabonais dans leur stratégie nationale de développement.

Des banques qui privilégient le crédit à court terme

Le sens de ce message pertinent est qu'il revient au gouvernement d'utiliser au mieux les disponibilités existantes dans la mise en place de sa politique économique. Toutefois, l'analyse par terme de l'encours de crédit, indique que les crédits à court terme et les découverts ont augmenté de 8,2%, s'établissant à 270 milliards de francs en 2008 contre 249,6 milliards de francs en 2007. Ils ont représenté en moyenne 44,7% du volume global des crédits accordés au cours de l'année 2008, contre 41,1% en 2007. L'importance de ce type de crédit est le reflet de la structure du portefeuille des banques, composé pour l'essentiel des ménages. A l'inverse, les crédits à long terme dont les PME-PMI et les promoteurs ont besoin ont faibli de 6,5% et se sont élevés à 334,6 milliards de francs en 2008, contre 357,8 milliards de francs en 2007. Toute-

fois, leur poids dans l'encours de crédits est demeuré assez élevé comparativement au crédit à court terme, soit 55,3%. Cette baisse est en effet corrélée à la frilosité des banques à soutenir des projets d'investissement et leur souci de rester dans l'intervalle des normes prudentielles. Quant au secteur de la microfinance, le montant global des crédits octroyés en 2008, s'est chiffré à près de 2 milliards de francs contre 1,3 milliard de francs en 2007, soit une augmentation avoisinant 50%. Cette hausse est corrélée à l'élargissement du portefeuille clients et à la diversification des services offerts. En effet, les crédits octroyés sont de plus en plus orientés vers l'ensemble des secteurs d'activités (l'industrie, l'agriculture-élevage, la pêche, le commerce, les services, le social, etc.). Si les banques peinent à financer l'investissement, la Bourse n'offre pas davantage de chances pour les petites et moyennes entreprises en raison des conditions d'éligibilité à la Bourse. Par conséquent, l'Etat reste le seul acteur à prendre des initiatives pour son développement. Nonobstant, il existe d'autres solutions de rechange, à condition de bien s'informer sur les financements alternatifs et de savoir à quelle porte il convient de frapper pour avoir quelque chance de réussite.

Un ensemble d'organismes étatiques pour la promotion des PME-PMI

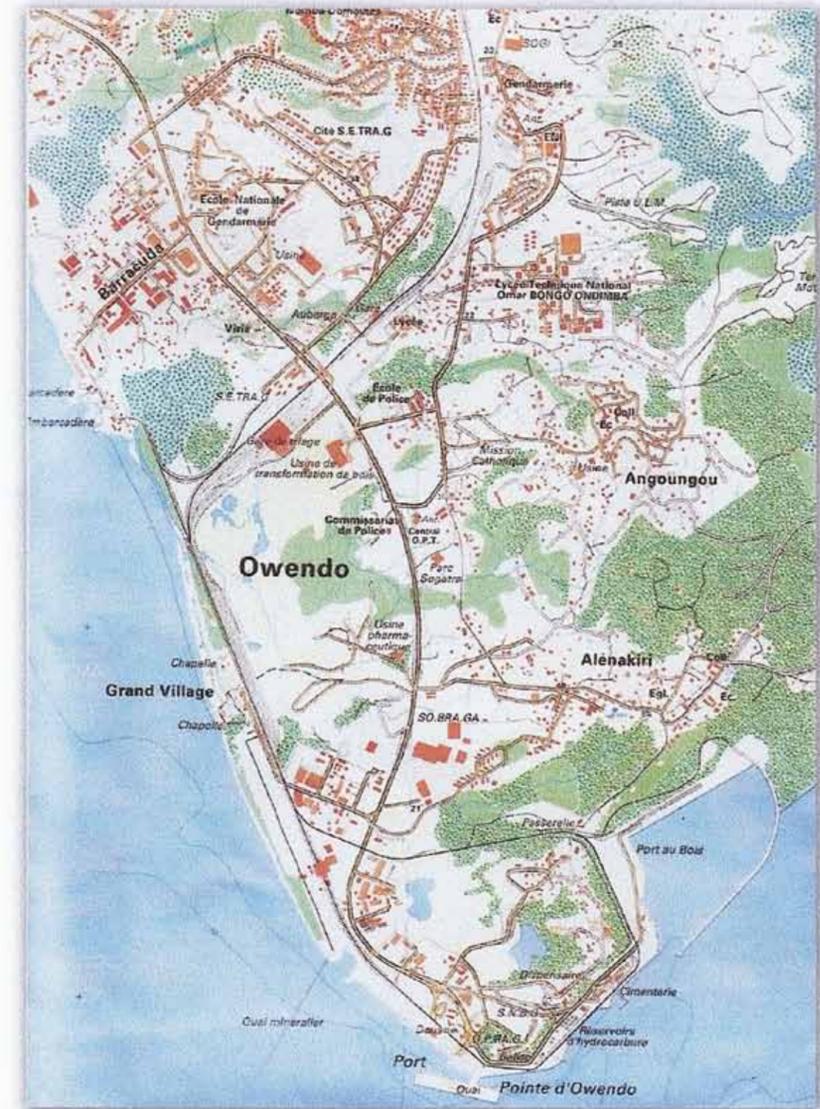
Au niveau national, l'Etat gabonais a procédé au renforcement de la structure de la banque gabonaise de développement (BGD) par le recentrage de ses métiers traditionnels, ainsi que le transfert des missions, des activités et des ressources du Fonds de développement et d'expansion (Fodex) et du Fonds d'aide et de garantie (Faga) aux PME-PMI à la Banque gabonaise de développement. Mieux, pour répondre à sa vocation socio-économique, l'administrateur directeur général a initié des réformes internes en créant un « Centre d'affaires entreprises » logé dans l'immeuble de l'ancien Fodex en plein cœur de Libreville pour accompagner les PME gabonaises dans leur développement et les promoteurs nationaux dans la création des entreprises.

« Avant, la Banque privilégiait le financement du haut bilan, entre autres l'octroi des crédits d'investissement, le renouvellement des équipements... Grâce à la mise en place du Centre d'affaires des entreprises, une nouveauté a été introduite dans notre politique de crédit, à savoir que dorénavant la banque financera également le bas du bilan », reconnaît la hiérarchie de la BGD. L'objectif avéré de cette réforme vise à « proposer à la clientèle actuelle et potentielle, notamment les entreprises de la place, les hommes d'affaires, les associations, les groupements d'intérêt économique, une gamme bien variée de produits », précise un communiqué de l'exécutif. Concrètement, le Centre d'affaires entreprises entend relever un défi majeur, celui de l'amélioration de la qualité du service et surtout les délais de traitement des dossiers en vue de l'obtention de crédits et de paiement. La hiérarchie de la BGD avoue que l'une des faiblesses identifiées tient à la « lourdeur observée quant au délai de traitement des dossiers Entreprises ».

Rappelons qu'auparavant, ces organismes de l'Etat étaient placés sous la tutelle du ministère des Petites et Moyennes Entreprises. Dans le cadre de sa politique publique en matière de promotion des PME-PMI, l'Etat met chaque année à la disposition des



Gestionnaire officiel du domaine de l'OPRAG sise Batterie IV Immeuble BICP Ouverture 7h30 - 15h30



**Bord de mer, Batterie IV
B.P. 20073 Libreville Gabon**

**Tél: (00241) 44.56.16/17
Fax: (00241) 44.56.20**

E.mail: ngpgabon@gmail.com

promoteurs du secteur PME une enveloppe inscrite au budget d'investissement du Faga, destinée à être distribuée sous forme d'aides remboursables. L'objectif visé est d'encourager et de soutenir l'entrepreneuriat gabonais pour la création d'emploi, la lutte contre la pauvreté et la diversification de l'économie gabonaise. Un secteur de la petite et moyenne entreprise dynamique constitue un enjeu majeur pour la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

Une assistance technique pour répondre aux appels d'offres

L'Etat est également en train de s'organiser pour assurer aux petites et moyennes entreprises gabonaises un volume de marché leur permettant d'exister, à défaut de prospérer. C'est le cas notamment du projet « Perfed » qui concerne les PME du secteur BTP. Grâce au soutien de l'Union européenne, celles-ci bénéficient d'une formation afin d'être à même de répondre correctement aux appels d'offres, mais aussi d'être techniquement capables d'exécuter les marchés qui leur sont confiés.

Récemment encore, les patrons des PME/PMI à capitaux gabonais – regroupés au sein du Syndicat national des entreprises et tâcherons du bâtiment et travaux publics (SNET-BTP) – sont allés à la rencontre du ministre de tutelle, Jean Félix Mouloungui. Ces promoteurs gabonais ont réclamé 30% des parts des marchés publics pour toutes les entreprises créées par des nationaux ou à capitaux détenus par des nationaux. Au-delà de l'intervention de l'Etat, le département ministériel en charge des petites et moyennes entreprises exhorte les sociétés majeures à sous-traiter avec les PME-PMI gabonaises. Enfin, les organisations patronales sont aussi interpellées pour jouer un rôle actif dans la promotion des PME-PMI, par la formation et la création des entreprises par leurs retraités ou les départs volontaires.

Une autre initiative de l'Etat en faveur des PME-PMI porte sur le Programme d'appui au développement du secteur privé (PADSP). Ce Programme a été mis en place le 27 mars 2009 grâce à une convention de partenariat entre l'Etat gabonais et le centre de développement des Entreprises (CDE), avec un budget consenti de l'ordre de 2 millions d'euros, soit 311 914 000 francs CFA, dont 25% financés par le CDE et 75% par l'Etat gabonais. L'objectif global du programme est de fournir une assistance technique directe aux PME-PMI existantes et l'assistance à leur création. Mais la seule action de l'Etat ne peut suffire pour développer ce secteur. Les autres acteurs ont également leur rôle à jouer pour enrayer la fragilité et les dysfonctionnements de l'économie gabonaise.

Comment trouver d'autres financements

D'autres institutions bancaires et financières apportent également leur assistance aux PME-PMI. Ainsi, pour renforcer le secteur bancaire de l'Afrique et accroître les prêts aux petites et moyennes entreprises qui ont des difficultés pour accéder au crédit,

la Société financière internationale (SFI), membre du groupe de la banque mondiale, a été le premier emprunteur à émettre en novembre 2009 un emprunt obligataire en francs CFA en Afrique centrale. Les recettes de cet emprunt obligataire soutiendront le prêt aux petites et moyennes entreprises dans les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et renforceront les marchés des capitaux dans la région. D'un montant de 20 milliards de francs (équivalent à 43 millions de dollars), sur une durée de cinq ans, il sera coté à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) à hauteur de 62,8% et à la Bourse de Douala (Douala Stock Exchange) à 25%. Il sera exempté d'impôts dans les six pays membres de la zone Cemac. « Par le biais de cet emprunt obligataire, la SFI contribuera au développement des marchés des capitaux locaux et soutiendra le financement à long terme en monnaie locale pour les sociétés locales », a

déclaré la vice-présidente pour les Finances et Trésorerie de la Société financière internationale (SFI), Nina Shapiro. « Suite à l'émission de cet emprunt, IFC (SFI) poursuivra avec d'autres financements directement avec les clients et en partenariat avec les institutions financières locales. » Dans ce contexte, la SFI a conclu en 2008 un partenariat avec Ecobank, une banque panafricaine qui a ouvert une succursale à Libreville (elle dispose de plus de 500 représentations dans 28 pays). Dans le cadre de ce partenariat, la SFI a fourni à Ecobank un fi-

ancement de plus de 200 millions de dollars pour soutenir l'expansion de la banque dans la région, la promotion des prêts aux petites entreprises et faciliter le flux commerciaux en garantissant les transactions commerciales sous-jacentes des filiales de Ecobank en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. La Société financière internationale envisage un financement supplémentaire à Ecobank pour soutenir son expansion régionale en

LAFD en soutien

Afrique centrale et l'expansion sectorielle dans les secteurs : agroalimentaire, santé, éducation, et les infrastructures en Afrique subsaharienne. C'est l'une des portes auxquelles les entrepreneurs peuvent frapper.

Mais il existe encore d'autres portes qui peuvent s'ouvrir aux promoteurs gabonais notamment celle de l'Agence française de développement (AFD), qui a signé en février 2010 avec la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig), filiale de la BNP Paribas (BNPP), un protocole d'accord préparant la mise en place d'une garantie de portefeuille pour favoriser le financement des investissements de PME au Gabon. Il s'agit d'accompagner la Bicig dans le financement à moyen terme des investissements des PME privées dans notre pays. Ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre de sa stratégie d'appui au secteur privé au Gabon et à travers son dispositif de garanties ARIZ (dénomination commerciale signifiant Assurance pour le risque de financement de l'investissement privé en zone d'intervention de l'AFD). Cet accord de garantie de portefeuille de prêts aux entreprises couvre un volume de concours de 10 millions d'euros (6,56 milliards de francs). C'est le premier accord de la sorte signé au Gabon avec un établissement bancaire local. Rappelons cependant que l'AFD a déjà signé des accords des garanties individuelles au cas par cas, à différents établissements financiers dont la Bicig. En alliant ses moyens et ses forces à celles de l'Agence française de développement, la Bicig souhaite renforcer son implication dans le financement de l'économie gabonaise en élargissant le nombre de petites et moyennes entreprises ayant accès au financement bancaire et en offrant de nouvelles opportunités au secteur privé.



Les aides au financement existent, à condition de savoir frapper à la bonne porte.

conséquent, elle offre des opportunités aux entrepreneurs du secteur des PME-PMI. Elle a financé au cours des deux dernières années des projets pour un montant total de 68 milliards de francs. Pour mieux jouer son rôle d'institution financière au service du développement, la BDEAC portera le niveau de son capital social de 94 milliards à 250 milliards de francs en vue de la poursuite des activités de mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs opérationnels du Plan stratégique 2008-2012. Outre la BDEAC, la BEAC s'associe aussi à cette stratégie d'appui au secteur privé en renforçant le secteur productif, et particulièrement les PME-PMI. Elle a ainsi pris la décision de rendre plus souples les conditions d'accès au refinancement. D'où la décision du Comité de politique monétaire (CPM) de réduire à 4,75% le taux d'intérêt des appels d'offres, de 2,2% les taux d'intérêt sur placements publics pour le fonds de réserve des générations futures et à 2% pour le mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires, de 1,40% pour les dépôts spéciaux. Il a aussi été baissé de 90 points de base le taux d'intérêt sur placements des banques. Ces taux sont restés échangés lors de la première réunion ordinaire 2010 du Comité de politique monétaire qui s'est tenue en mars à Yaoundé. Mais pour la BEAC, l'efficacité de cette politique d'assouplissement monétaire en zone Cemac dépend en grande partie de la capacité des banques à s'inscrire dans les programmes économiques des pouvoirs publics et à faire bénéficier à leurs clients et aux PME-PMI, les modifications de taux intervenues en amont.

Les prêts sans intérêt du FAD

Autre guichet et non des moindres : celui de la Banque africaine de développement (BAD). A travers sa direction du secteur privé, cette institution financière aide les entreprises à se développer et à diversifier leurs activités. En effet, les investissements de la Banque en faveur du secteur privé ont triplé en 2007. La solide réserve de projets et les demandes croissantes de participation du Groupe de la Banque mettent en évidence des possibilités significatives de croissance et de promotion de synergies entre le secteur public et le secteur privé. La mise à jour de sa stratégie pour le secteur privé énonce des engagements spécifiques pour l'avenir. Les transactions du secteur privé seront intensifiées et s'inscriront dans le contexte de stratégies arrêtées d'un

La BDEAC et la BEAC au service du développement

Sur le plan régional, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) à la tête de laquelle les chefs d'Etat de la Cemac viennent de nommer un nouveau président, le Gabonais Michael Adande, poursuit l'exécution du Plan stratégique 2008-2012 notamment le financement du secteur privé de la Cemac. Par

commun accord avec les pays. La Banque s'emploiera activement à tirer parti de sa structure intégrée, alliant les instruments souverains, infra-souverains et non souverains, y compris les ressources concessionnelles du Fonds africain de développement (FAD) pour encourager une croissance tirée par le secteur privé. Elle renforcera l'articulation entre la vocation de développement et les résultats qui ont en droit d'attendre de transactions spécifiques et mettra au point un modèle pour évaluer comme il convient l'impact sur le développement. Sur le plan opérationnel, priorité ira à l'infrastructure, à l'industrie et aux services, à l'intermédiation financière et à la microfinance/PME. S'agissant de la FAD, elle contribue à la promotion du développement économique et social dans 38 pays africains entrant dans la catégorie des pays les moins avancés en mettant à leur disposition des financements à taux concessionnels pour des projets et des programmes ainsi que pour des activités d'assistance technique dans le cadre d'études et d'activités de renforcement des capacités. Les prêts du FAD n'encourent pas d'intérêts ; toutefois, ils sont soumis à une commission de service de 0,75% par an sur les soldes restant à décaisser et à une commission d'engagement de 0,50% par an sur les engagements non décaissés. Les prêts aux projets ont une durée de remboursement de cinquante ans, assortie d'un différé d'amortissement de

dix ans. Les lignes de crédit ont une durée de remboursement de vingt ans, assortie d'un différé d'amortissement de cinq ans. Le FAD, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la BAD a réussi à conclure en décembre 2007 la reconstitution du FAD-11 pour le financement des activités du Fonds pendant la période 2008-2010. C'est ce genre de guichet dont les entrepreneurs des PME-PMI ont besoin pour assurer leur développement et les promoteurs gabonais pour créer des entreprises de petite et moyenne taille. Enfin, la BAD et la SFI envisagent de lancer avec la coopération danoise le Fonds africain de garantie (FAG), destiné à développer le secteur des PME sur le continent. Bon nombre de partenaires au développement, des institutions financières et des décideurs, ont désormais compris que les petites et moyennes entreprises qui constituent le socle des économies des pays industrialisés et émergents sont le fer de lance des économies africaines et en particulier du Gabon. A l'instar des Etats-Unis, de la France, du Canada, de l'Allemagne, de l'Angleterre, la réalité est que plus de 90% des entreprises sont des petites et moyennes entreprises. Un taux qui s'élève même à 99,7% au Japon, deuxième puissance économique du monde dont la reconstruction, après la Seconde Guerre mondiale, s'est bien faite sur la base de la PME...

NARGO

Contacts utiles

- Banque gabonaise de développement (BGD)

Rue Alfred-Marche. BP. 05 Libreville.
Tél. : 76 24 29/89. Fax. : 74 26 99.
Site Web : www.bgd-gabon.com

- Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (BICIG)

BP. 2241 Libreville.
Tél. : 76 26 13/ 77 76 80.
E-mail : bicig.doi@inet.ga
Site Web : www.bicig-gabon.com

- Banque africaine de développement (BAD)

Bureau régional de Libreville : résidence Saint-Georges, Kalikak. B.P. 4075 Libreville.
Tél. : (241) 44 29 52/53.
Fax. : (241) 44 29 51.
Site Web : www.afdb.org

- Banque de l'habitat du Gabon (BHG), filiale de la BGD

Boulevard de l'Indépendance, immeuble Deltassur. BP. 574 Libreville.
Tél. : (241) 77 99 75. Fax. : (241) 77 41 51.
Site Web : www.bhg.bgd.com

- BEAC, direction nationale pour le Gabon

B.P. 112, Libreville. Téléx : 5215 GO.
Tél. : (241) 76 13 52/76 02 06. Fax. : 74 45 63.
- BEAC, Siège, B.P. 1917 Yaoundé, Cameroun
Tél. : (237) 22 23 40 30/22 23 40 60
Site Web : www.beac.int / communication@beac.int

- BDEAC, BP 1177 Brazzaville (République du Congo)

Tél. : (242) 81 18 85/(44) 2079 068 163.
Fax : (242) 81 18 80/(44) 2079 068 161.
Site Web : www.bdeac.org

- Ecobank, la Banque panafricaine.

Libreville.
Site Web : www.ecobank.com

- Banque mondiale, bureau du Gabon, quartier Palais de Justice, BP. 4027.

Libreville.
Tél. (241) 73 81 71/72. Fax. (241) 73 81 69.
Site Web : www.banquemondiale.org

- SFI (Société financière internationale) du groupe Banque mondiale.

96, Flatters Street, suite 305 P.O. Box 4616, Douala, Cameroun
Tél. : (237) 33 42 80 33;
Facsimile : (237) 33 42 80 14.
Site Web : www.ifc.org

- AFD (directeur Eric Baulard). Agence régionale du Gabon et de Sao Tome et Principe, boulevard de l'Indépendance, B.P. 64 Libreville.

Tél. : (241) 74 33 74/74 54 45.
Fax. : (241) 74 51 25.
Site Web : www.afd.fr / www.afd-gabon.org

- IGAD : Institut gabonais d'appui au développement

(association à but non lucratif). BP. 20423 Libreville.
Tél. : (241) 74 52 47/07 53 19 44.
E-mail : igad@inet.ga

- Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et des mines du Gabon.

BP. 2234 Libreville.
Tél. : 72 20 64 Fax. : 72 14 20.

- Fonds d'expansion et de développement de la petite et moyenne entreprise (Fodex). BP. 3896 Libreville.

Tél. : 77 50 33/44 42 31 Fax. : 77 50 34.

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation.

BP. 165 Libreville.
Tél. : 76 37 63.

- Ministère des Petites et moyennes entreprises, des Petites et moyennes industries. BP. 3096 Libreville.

Tél. : 74 54 25.

- Poste d'expansion économique régional de Libreville. BP. 936 Libreville.

Tél. : 74 32 73. Fax. : 74 70 34.
E-mail : promogabon@inet.ga

- Promogabon

BP. 2111 Libreville.
Tél. : 74 89 57. Fax : 74 89 59.



DELTA PRO

Le partenaire des professionnels de l'industrie et du BTP



Nos spécialités

- SOUDURE
- MÉTAUX
- LEVAGE
- MANUTENTION
- SÉCURITÉ & PROTECTION
- EQUIPEMENTS D'ATELIER
- OUTILLAGES
- EQUIPEMENTS HYDRAULIQUE
- PIÈCES & CONSOMMABLES DIVERS
- HYGIÈNE

Nos marques



DELTA PRO - ZI D'OWENDO - BARRACUDA - BP 615 LIBREVILLE
TÉL. : (+241) 70.47.30 / 70.47.31 - e-mail : infos@deltaprogabon.com

BGFIBank

partenaire des PME

Petit tour d'horizon des prestations proposées par la Banque gabonaise et française d'investissement.



Le contrat Odyssee

Les PME gabonaises ne disposent pas nécessairement de fonds propres, d'une trésorerie importante ou encore d'un groupe sur lequel s'appuyer pour prétendre à un crédit dans une banque. De plus, les difficultés liées aux exigences de formalisme, d'ancienneté et de visibilité sont autant de handicaps à franchir pour l'accession au crédit. En réponse à ce constat, depuis quelques années, BGFIBank optimise sa gamme de produits afin de répondre aux besoins spécifiques des PME à fort potentiel. Pourquoi ? Parce que BGFIBank est le partenaire pour l'ave-

nir et incite les petites structures à évoluer fortement pour pouvoir correspondre aux standards d'une entreprise en capacité d'emprunter pour se développer. La volonté de BGFIBank d'accompagner les PME s'est matérialisée en avril 2007 par le lancement du contrat Odyssee dont l'objectif principal est de fidéliser des structures en développement en tissant, à une période charnière de leur croissance, des liens de partenariats étroits.

L'Homme Clé

Outre le contrat Odyssee, BGFIBank se

soucie de la pérennité des PME. Pour répondre à une préoccupation essentielle de ces structures et se prémunir contre la disparition brutale ou accidentelle d'un élément indispensable au bon fonctionnement de la PME, la Banque propose un produit d'assurance décès baptisé « Homme Clé ». Il s'agit d'un produit d'assurance qui a pour objet de compenser les préjudices financiers qui résulteraient, pour une entreprise, de l'arrêt d'activité ou de la disparition soudaine d'un de ses « hommes clé ». Cette assurance est contractée par l'entreprise, elle-même étant la bénéficiaire, sur la tête d'un ou de plusieurs de ses hommes clé. Lorsque le risque survient, l'entreprise perçoit un capital destiné à faire face aux difficultés que peut entraîner sa disparition. L'homme clé est la personne qui, par ses responsabilités, son expertise, son savoir-faire est indispensable au bon fonctionnement et à la réussite de l'entreprise, qu'il s'agisse du dirigeant, d'un responsable commercial particulièrement apprécié par la clientèle ou d'un informaticien.

BGFI Online et le CRC Entreprises

Avec BGFI Online, BGFIBank met à la disposition des PME un outil de gestion à distance qui permet d'améliorer les possibilités de pilotage en introduisant de la souplesse. Avec le CRC Entreprises, en plus de produits dédiés, les PME de BGFIBank bénéficient désormais dans toutes les agences d'une équipe commerciale dédiée chargée de répondre à tous leurs besoins. Cette organisation permet aux entreprises d'avoir un meilleur accompagnement et accroître la qualité de leur relation avec le chargé de relation Entreprises.

BGFI Factor

Ce service libère les entreprises des contraintes liées au recouvrement et à l'encaissement, qui sont ainsi assurées contre le risque d'insolvabilité des acheteurs. Enfin, vos créances clients peuvent être transformées en fonds disponibles sous 72 heures. Cette activité d'affacturage a été créée en avril 2009 et les premiers résultats affichés en 2009 et en trois mois d'exploitation portent à l'optimisme : trois dossiers de crédit accordés pour un montant de 6 700 millions

de francs ; 460 factures financées à hauteur de 4 622 millions de francs ; 246 factures recouvrées pour un montant de 2 381 millions de francs, etc. D'où l'objectif de financement pour l'exercice 2010, qui s'élève à 72 milliards de francs.

Loxia EMF

Il s'agit d'un établissement de microfinance qui offre du microcrédit et de la micro-assurance à destination des TPE/TPI. LOXIA EMF est une société anonyme au capital de 600 000 000 FCFA détenu à 99% par BGFIBank. L'objectif est de porter ce capital social à 4 milliards de francs d'ici à 2011. Le nombre de clients devrait atteindre 5 000 d'ici fin 2010 et multiplié par 10 d'ici à trois ans. L'objectif est d'assurer le financement du développement des TPME TPME, des particuliers, des commerçants et artisans non éligibles aux guichets des banques classiques. Mais également de contribuer à l'élargissement des services financiers de base par l'inclusion financière afin de créer de la richesse et réduire la pauvreté. Loxia EMF est un établissement de deuxième catégorie réglementé par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac).

Finatra BGFIBail

Fait marquant de l'exercice : la décision de fusion (devant être confirmée par la Cobac) sous une appellation unique des sociétés BGFIBail et Finatra, toutes deux filiales de BGFIBank. Elle permettra la mutualisation des compétences et des moyens humains et financiers. En conséquence, Finatra, dont le capital social actuel se chiffre à huit milliards de francs, développera deux métiers et non des moindres : le crédit à la consommation destiné aux particuliers et le crédit-bail destiné aux entreprises. Les chiffres clés de l'activité à la consommation en 2009 : le total bilan s'élève à 25,761 milliards de francs soit +8,47% par rapport à 2008 ; les capitaux propres à 5,102 milliards de francs ; les crédits à la clientèle à 24,414 milliards de francs soit +7,19% ; le produit net bancaire à 3,083 milliards de francs soit une baisse de 2,13% (3,150 milliards en 2008).

Nono DEGOTO

(Source : Rapport annuel 2009)

Profil de la BGFIBank

Groupe financier 100% privé. Près de 900 collaborateurs. Leader sur son marché domestique au Gabon et au Congo. Des filiales bancaires en Guinée équatoriale, à Madagascar et en France. Vingt-sept points de vente (au 31 décembre 2009), sous l'enseigne conjointe BGFIBank/Western Union au Gabon, en République du Congo et en Guinée équatoriale. Clientèle composée de grandes entreprises, de particuliers haut de gamme et de PME/PMI performantes. Certifié ISO 9001 version 2000 au Gabon pour la totalité des activités de la banque commerciale et ISO 14001 pour son système de management environnemental.

LES CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS 2005-2009

- Capital social : 103,853 milliards de francs en 2010.
- Produit net bancaire consolidé : 72,046 milliards de francs en 2009 contre 43,457 milliards en 2005.
- Capitaux permanents : 188,504 milliards de francs en 2009 contre 77,275 milliards en 2005.
- Résultat net part du groupe : 17,844 milliards de francs contre 12,2 milliards en 2005.
- Situation nette : 142,927 milliards de francs en 2009 contre 75,058 milliards en 2005.
- Dépôts clientèle : 634,585 milliards de francs en 2009 contre 430,677 milliards en 2005.
- Crédits clientèle : 470,615 milliards de francs contre 205,757 milliards en 2005.
- Total bilan : 886,683 milliards de francs contre 548,712 milliards en 2005.

RÉSEAU DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

- BGFIBank Gabon

S.A au Capital de 103.853.340.000 francs. 1295, boulevard de l'indépendance. B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 732326 762507. Fax : (+241) 744456. Télex : 5265 GO. Code Swift : BGFIGALI. Ecoute qualité client : eqcg@bgfi.com

- BGFIBourse

S.A. au capital de 700 millions de francs. B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 76 90 26. Fax : (+241) 76 65 35. Télex : 5265. Web : www.bgfibourse.com ; Email : bgfibourse@bgfi.com

- BGFImmo

SARL au capital de 101 millions de francs; B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 76 23 26-76 25 07. Fax : (+241) 74 08 94.

- Finatra

S.A. au capital de 8 milliards de francs Boulevard de l'Indépendance B.P. 8645 Libreville. Tél. : (+241) 77 40 82-77 53 97. Fax : (+241) 77 40 87.

- Loxia EMF

S.A. au capital de 600 millions de francs B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 76 23 26-76 25 07. Fax : (+241) 74 44 56.

- BGFIAsset

S.A. au capital de 500 millions de francs B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 76 90 26. Fax : (+241) 74 08 94.

- BGFIFactor

Immeuble Diamant II, 3e étage. B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 74 07 04. Fax : (+241) 74 07 03.

- BGFIBusiness School

S.A. au capital de 100 millions de francs B.P. 2253 Libreville. Tél. : (+241) 76 90 33/34. Fax : (+241) 76 90 35.

- Western Union Yes

Immeuble Diamant II, 3e étage. Libreville. Tél. : (+241) 77 35 15. Email : eqcwu@bgfi.com

- BGFIBank Congo

S.A. au capital de 10 milliards de francs. Angle rue de Reims (en face Paierie de France). B.P. 14579 Brazzaville. Tél. : (+242) 2814051/52-5051865. Fax : (+242) 2815089/90. Code Swift : BGFICGCG. Email : agence_brazzaville@bgfi.com

- Socofin

S.A. au capital de 1.125.000 francs Avenue Paul-Doumer. B.P. 1 Brazzaville, Congo. Tél. : (+242) 667 10 44/45.

- BGFIBank Guinée équatoriale

S.A. au capital de 5 milliards de francs. Carretera de Luba. B.P. 749 Malabo. Tél. : (+240)096352. Fax : (+240) 096373. Email : agence_malabo@bgfi.com

- BGFIBank Madagascar

S.A. au capital de 19.340.000.000 MGA. Explorer Business Park, Village des jeux Ankorondrana, Antananarivo 101. Tél. : (+261) 0 3315 583 04.

- BGFIBank International

S.A. au capital de 40.000.000 euros. 10/12, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : (33) 1 45626270. Fax : (33) 1 45626272.

N. D.

BAD : encourager la croissance à travers le secteur privé

Présentation des actions menées par la Banque africaine de développement en faveur des petites et moyennes entreprises.

Les investissements de la Banque en faveur du secteur privé ont triplé en 2007. La solide réserve de projets et les demandes croissantes de participation du Groupe de la Banque mettent en évidence des possibilités significatives de croissance et de promotion de synergies entre le secteur public et le secteur privé.

La mise à jour de la stratégie de la Banque pour le secteur privé énonce des engagements spécifiques pour l'avenir. Les transactions du secteur privé seront intensifiées et s'inscriront dans le contexte de stratégies arrêtées d'un commun accord avec les pays. La Banque s'emploiera activement à tirer parti de sa structure intégrée, alliant les

instruments souverains, infra-souverains et non souverains, y compris les ressources concessionnelles du Fonds africain de développement (FAD), pour encourager une croissance tirée par le secteur privé. Elle renforcera l'articulation entre la vocation de développement et les résultats qu'on est en droit d'attendre de transactions spécifiques et mettra au point un modèle pour évaluer comme il convient l'impact sur le développement. Sur le plan opérationnel, priorité ira à l'infrastructure, à l'industrie et aux services, à l'intermédiation financière et à la microfinance/PME.

Le Fonds africain de développement (FAD)

Créé en 1972, le Fonds africain de développement (FAD) est entré en activité en 1974. Il est administré par la Banque africaine de développement et est constitué d'États participants (les pays donateurs) et les pays bénéficiaires. Son principal objectif est de réduire la pauvreté dans les pays membres régionaux (PMR) en fournissant des prêts et des dons. Le FAD contribue à la promotion du développement économique et social dans 38 pays africains entrant dans

la catégorie des pays les moins avancés en mettant à leur disposition des financements à taux concessionnels pour des projets et des programmes ainsi que pour des activités d'assistance technique dans le cadre d'études et d'activités de renforcement des capacités. L'Accord portant création du FAD désigne le Conseil des Gouverneurs comme l'organe suprême chargé de l'élaboration des politiques du Fonds. Le Conseil des Gouverneurs se réunit au moins une fois par an. Le conseil d'administration du FAD comprend six administrateurs issus de pays autres que des PMR—les administrateurs sont désignés par leurs mandants—et six administrateurs représentant la BAD. Le Conseil d'administration supervise le fonctionnement général du Fonds. Les ressources du Fonds sont reconstituées tous les trois ans par 26 pays donateurs. Durant les consultations pour la reconstitution les pays donateurs sont représentés par leurs plénipotentiaires du FAD. Les prêts du FAD n'encourent pas d'intérêts ; toutefois, ils sont soumis à une commission de service de 0,75 % par an sur les soldes restant à décaisser et à une



commission d'engagement de 0,50 % par an sur les engagements non décaissés. Les prêts aux projets ont une durée de remboursement de 50 ans, assortie d'un différé d'amortissement de 10 ans. Les lignes de crédit ont une durée de remboursement de 20 ans, assortie d'un différé d'amortissement de cinq ans. Le FAD, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a réussi à conclure en décembre 2007 la reconstitution du FAD-11 pour le financement des activités du Fonds pendant la période 2008-2010. Pour cette période, les plénipotentiaires du FAD se sont accordés sur un niveau record de 5,9 milliards d'UC. Les priorités stratégiques essentielles du Fonds pour le FAD-11 sont l'infrastructure, la gouvernance, les États fragiles et l'intégration régionale.

MARGO



AUTOMOBILE, RESPONSABILITÉ CIVILE,
DOMMAGES AUX BIENS, HABITATION, PERTES D'EXPLOITATION,
TRANSPORTS, PLAISANCE, ACCIDENTS CORPORELS,
PROTECTION JURIDIQUE, BANQUE ASSURANCE, SANTÉ, ASSISTANCE, VIE

Besoin des meilleurs conseils en assurances ?

Professionnels ou particuliers,
le bon réflexe c'est


GRAS SAVOYE GABON
Courtier d'assurance toutes branches

Libreville
(01) 74 48 14

Conseiller votre vie au quotidien.

Port-Gentil
(02) 55 28 82

Le marché monétaire dans la Cemac

La BEAC injecte et ponctionne les liquidités

La politique monétaire consiste à mettre à la disposition de l'économie des moyens de paiement en quantité nécessaire et suffisante pour favoriser la croissance et le plein-emploi, dans la stabilité des prix et tout en veillant à la parité externe de la monnaie. La BEAC, dont la mission est d'assurer la mise à la disposition de l'économie des moyens de paiement, utilise le canal du Marché monétaire pour réguler la liquidité bancaire.



Dans le fonctionnement du Marché monétaire, la BEAC joue un double rôle qui consiste simultanément à injecter et à ponctionner les liquidités, conformément aux objectifs de la politique monétaire définie par son Conseil d'Administration. Le Marché monétaire se définissant comme le lieu immatériel où s'échangent les liquidités entre demandeurs et offreurs de capitaux

à court terme. Le marché monétaire de la Zone BEAC a démarré ses activités en juillet 1994 et son fonctionnement a été progressivement réaménagé afin de rendre l'action de la Banque Centrale plus efficace, tant en ce qui concerne les injections que les ponctions de liquidités. D'où l'organisation à deux niveaux du système de refinancement de la BEAC. Le niveau 1 correspond au compartiment interbancaire. Le marché interbancaire

est un compartiment spécifique du marché monétaire sur lequel un nombre limité d'intervenants échangent entre eux des liquidités en compte à la Banque centrale, à des conditions de montant (en millions de francs CFA), de taux, de durée et éventuellement de garantie librement débattues sans l'interférence de l'Institut d'Emission. Ce compartiment a une vocation nationale mais les participants sont libres d'effectuer des prêts transnationaux à l'intérieur de la zone d'émission. Les taux sur le Marché interbancaire s'établissent à des conditions librement négociées, suivant la loi de l'offre et de la demande. Le Taux interban-

caire moyen pondéré (TIMP) est calculé chaque jour par la Banque centrale, pour les différentes durées des opérations. Quant au niveau 2, il se rapporte aux interventions de la BEAC effectuées à travers deux guichets (A et B), en faveur des établissements de crédit éligibles. Compte tenu des orientations de politique monétaire et de crédit d'une part, et de l'évolution des facteurs de la liquidité bancaire d'autre part, la BEAC peut être amenée à intervenir pour refinancer le système bancaire. L'accès aux guichets de la Banque Centrale dans le cadre du marché monétaire est réservé aux établissements

de crédit éligibles (pour les avances) et à ces mêmes établissements plus certains organismes financiers (pour les placements).

S'agissant des interventions proprement dites, les concours de la Banque Centrale aux établissements de crédit empruntent deux canaux : le guichet A ou canal principal et le guichet B ou canal spécial institué pour tenir compte des crédits à moyen terme irrévocables (anciens et nouveaux) et des avances assimilées.

Le Guichet A

Il correspond à la sphère du Marché monétaire où sont traitées toutes les opérations d'injections (opérations sur crédits à court terme et opérations sur crédits à moyen terme révocables) ainsi que les opérations de reprise de liquidités. Ces interventions se font sous formes d'opérations sur appel d'offres à l'initiative de la Banque centrale et de prises en pension de deux à sept jours à l'initiative des établissements de crédit. Si la BEAC peut injecter de la liquidité quand elle le juge nécessaire, elle peut aussi en retirer pour les besoins de la politique monétaire, en offrant aux établissements de crédit, qui ne portent aucun engagement sur elle, la possibilité de souscrire aux certificats de placement (ou bons Banque centrale), dans le cadre des appels d'offres négatifs.

Le Guichet B

En raison du caractère irrévocable des crédits qui y sont mobilisés (la BEAC ne peut revenir sur les conditions de taux, de durée ou de refinancement), celui-ci se caractérise par une multitude de taux d'intérêt.

Depuis l'entrée en vigueur du Marché monétaire, le 1^{er} juillet 1994, les interventions de la Banque centrale tiennent compte de l'Objectif de refinancement de chaque pays membre, arrêté par les autorités monétaires à la faveur d'un exercice de programmation monétaire qui s'effectue annuellement. Les objectifs monétaires et de crédit, arrêtés à cette occasion pour l'année à venir, sont révisables semestriellement.

L'Objectif de refinancement est spécifique à chaque pays et désigne le potentiel de refinancement que l'institut d'émission est susceptible d'accorder aux établissements de crédit d'un Etat, sans remettre en cause les grands équilibres macro-économiques. En principe, les avances de la BEAC au titre des Guichets A et B cessent dès lors que leur montant cumulé atteint l'Objectif de refinancement, au-delà duquel les concours de l'institut d'émission prennent la forme des interventions ponctuelles d'une durée maximale de 48 heures.

NARGO

ALIOS FINANCE
notre monde
vous est ouvert :
Rejoignez
le mouvement !



RacXham

Burkina Faso - Cameroun - Côte d'Ivoire - Gabon - Kenya - Mali - Sénégal - Tunisie - Zambie

www.alios-finance.com

ALIOS
FINANCE
GABON

Plus proches pour aller plus loin

Comment se financer au Gabon : Alios finance Gabon, un acteur majeur

Alios Finance Gabon a été créée en 1966 sous le nom de SOGACA et fut le premier établissement financier non bancaire à ouvrir au Gabon.

La société a su se positionner dans le panorama financier gabonais comme un acteur majeur de complémentarité, de dynamisme et d'innovation dans l'approche personnalisée offerte au tissu économique gabonais. Plusieurs entreprises (PME/PMI) ont pu se créer ou se développer en ayant recours aux financements Alios Finance.

Partenaire financier incontournable, Alios Finance Gabon appartient au Groupe panafricain ALIOS FINANCE, leader du crédit-bail en Afrique Subsaharienne (hors Afrique du Sud), implanté dans neuf pays sur le continent.

Le crédit-bail en tant que produit phare du Groupe est un outil de financement moderne et structurant qui offre la possibilité à l'entreprise de devenir pro-

priétaire de ses moyens de production.

Alios Finance Gabon propose également le produit « Alizé » qui offre un package réunissant le financement et l'assurance tout risque. Son atout réside dans l'accès à des tarifs privilégiés et la mensualisation du paiement. C'est un exemple concret des évolutions possibles du crédit-bail. De

la même façon, Alios Finance Gabon propose aux entreprises gabonaises un produit locatif, plus connu sous l'intitulé « LLD » qui permet à l'entrepreneur d'externaliser la gestion de son parc véhicules, engins, camions et informatique.

Alios Finance Gabon, c'est aussi une offre complète à destination des particuliers fonctionnaires et salariés (crédit personnel, équipement et automobile).

Alios Finance Gabon a optimisé son organisation afin de répondre rapidement et avec une grande flexibilité aux besoins des acteurs économiques gabonais.



Lambaréné, un vaste potentiel mal exploité

Blottie entre le fleuve Ogooué et le lac de Zilé au nord-est, la capitale du Moyen-Ogooué offre un charme que l'on ne retrouve dans nulle autre ville de notre pays.

Un bon tout-terrain loué dans une agence de location de voitures à Libreville. 247 kilomètres de routes à peu près correctes pour rallier les deux villes situées de part et d'autre de la ligne de l'Equateur. Une forêt dense qui, à vue d'oiseau, ressemble à un champ de persils à l'infini. Un spectacle des plus enivrants offre au visiteur un voyage au bout du rêve qui achève de vous emballer à chaque étape.

Etonnamment, cinquante ans après la proclamation de l'Indépendance, le Gabon demeure toujours une terre inexplorée, une terre encore inconnue, même de ses propres habitants. Lambaréné. Rien que la simple évocation du nom de cette ville vous oblige d'abord à regarder dans le rétroviseur de notre histoire contemporaine. Une histoire faite de larmes, de douleurs et de misères. Une histoire marquée aussi par la vie extraordinaire d'un homme qui s'est sacrifié pour l'Humanité. Une histoire enfin de découvertes chaque fois renouvelées, aussi étonnante les unes que les autres. C'est pourquoi, Lambaréné vaut le détour, aussi bien pour les chercheurs que pour ceux qui, l'espace d'un week-end, recherchent le repos, le farniente et les sensations fortes.

Première image forte quand on emprunte la route nationale 1, c'est la ligne imaginaire de l'Equateur qui traverse le pays de part en part à Ekouk, petit village créé par les forestiers à 123 km de Libreville. Première escale, premières photos pour fixer les souvenirs. Le voyage se poursuit cahin-caha. Autre image du Gabon profond qui peut choquer la vue des défenseurs et protecteurs de la faune ; au bord de la nationale et face à chaque case pendent des gibiers : singe, porc-épic, gazelle fumée, potamo-chère, poisson-chat fraîchement sorti de l'eau ou gigot d'antilope-cheval abattu tôt le matin dans la forêt. Image de carte jaunie qui rappelle que de tout temps, les Gabonais tirent l'essentiel de leur survie de la forêt : fruits, légumes, racines, tubercules, poissons, viandes, etc.

Un melting-pot de populations

Destination finale, Lambaréné, au terme de trois heures de route. Ici, les premières images de la ville vous plongent tout de suite dans un univers plutôt caraïbéen. Les maisons entièrement en bois indiquent qu'on est réellement au cœur de la forêt vierge et qu'ici, le bois est roi. Le premier pont passé, on est déjà au centre de la ville, le quartier administratif. Le vent qui souffle, faiblement en ce début de saison sèche, dégage un parfum colonial. A près de 1 500



Une population à l'hospitalité légendaire, des visites touristiques à ne pas manquer et des infrastructures d'hébergement prêtes à vous accueillir sont autant de bonnes raisons de découvrir Lambaréné.

mètres d'altitude, on y découvre de vieilles maisons en bois – propres et coquettes, entourées d'hibiscus, de rosiers et d'ylang-ylang – au style anglo-saxon témoignant du passage en ces lieux des missionnaires américains et anglais, ainsi que des exploitants forestiers européens qui ont fait fortune et... souche. La population métisse en témoigne. De même, le melting-pot de peuples venus d'horizons divers confirme le caractère hospitalier des Migovéens.

A Lambaréné, il y a l'incoutournable visite à l'hôpital Albert-Schweitzer, situé sur la rive gauche, au quartier Adouma (ethnie du sud-est du Gabon venue s'implanter là au début du XX^e siècle). Un tour au centre-ville permet d'admirer et d'apprécier les riches demeures des forestiers, aujourd'hui occupées par leurs descendants métis. Une balade dans le quartier populaire d'Isaac, situé de l'autre côté (rive droite de l'Ogooué), achève de meubler une visite qui marque. Là-bas, on peut prendre son déjeuner dans l'un restaurant tenu en majorité par des femmes. Le menu est presque partout le même : bouillon de carpe, carpe fumée au « ngnymbwè » ou à « l'odika », crocodile au vin de palme, python à la bière, sanglier

au chocolat, silure chat à l'étouffée, et bien d'autres curiosités qui valent la peine de découvrir. Les plats sont servis au tarif unique de 3 000 FCFA (moins de 5 euros !). Aucun problème pour se loger. Lambaréné est sans aucun doute la ville la mieux pourvue du Gabon en chambres d'hôtel. Les prix varient selon que l'on choisit de loger à l'hôtel Schweitzer ou à l'Ogooué Palace (appartenant au groupe Laico), ou encore chez des promoteurs gabonais. La nuit, les amateurs de la bonne musique peuvent faire une virée dans les nombreux night-clubs du centre-ville. Ou boire une bonne bière locale dans les bars environnants.

Des parties de pêches inoubliables

Enfin, le must des musts pour le touriste, c'est la visite des nombreux lacs situés en aval du fleuve et répartis inégalement au sud de la cité. Pour le visiteur qui fait le déplacement pour un aller-retour ou un séjour de vingt-quatre heures, il vaut mieux se rendre au lac Zilé, à un jet de pierre au nord-est. En quelques heures, il découvrira plusieurs îlots autour desquels les populations ont tissé de folles légendes : l'île interdite où nul n'a le droit de pénétrer sous peine de ne plus y

revenir. Avec un peu de chances, armez vos flashs, un hippopotame peut surgir des flots. En milieu d'après-midi, on est souvent invité à participer à la pêche à la senne, très prisée par les autochtones, ou dépouiller le trémil. Solidarité oblige, chacun reçoit sa part de poissons au terme de cette pêche où l'on réalise combien la faune aquatique est riche dans le Moyen-Ogooué.

Autre possibilité : louer une pirogue à moteur et s'engager sur la voie d'eau qui mène à l'embouchure de l'Ogooué, à Port-Gentil. D'intéressantes découvertes là aussi vous attendent : la station de la mission évangélique de Ngomo, qui a donné nombre de hauts cadres au pays ; les hameaux au passé glorieux tel que Achouka, Nombedouma, Ntyatanga, Izolowé, Oguemoué, etc. Non seulement la navigation au fil de l'eau vous enchantera, mais la découverte de ces lieux chargés d'histoire est une invitation à la méditation et à l'évasion. Malheureusement tout ce potentiel touristique est mal exploité. Et Lambaréné et sa région vivent dans une espèce de coma artificiel, attendant que des opérateurs économiques viennent leur redonner vie.

LOUIS DE DRAVO ONDENOT

L'hôpital Albert-Schweitzer, un label international

Dans de nombreux pays du monde, notre pays est associé à la réputation de ce grand humaniste qui s'est dévoué pour mener à bien sa mission humanitaire au Gabon

La scène se passe en France, à Reims, dans le département de la Marne, au cœur de la Région Champagne-Ardenne. Une vieille dame Française qui avait gardé d'excellents souvenirs des tirailleurs sénégalais (qui, en fait, étaient tous des ressortissants des colonies françaises d'Afrique occidentale et du Centre) ayant participé à la Seconde Guerre mondiale nommait avec insistance un étudiant gabonais en tant que « congolais » d'abord, ensuite « sénégalais » et enfin « malgache »...

Dans son esprit, tous les étudiants africains – même ceux originaires des Etats anglophones – ne pouvaient provenir que de ces trois pays. Une conviction qui irritait le jeune étudiant gabonais et avait fini par le convaincre que les Français dans leur majorité connaissaient très peu la géographie de leurs anciennes possessions d'Afrique. Heureusement, un ancien étudiant qui passait par là comprit vite le sujet et résolut rapidement cette équation : « il fallait tout simplement dire à cette brave femme que tu venais de Lambaréné. Un point, un trait et tu aurais vu que les choses seraient rentrées dans l'ordre », lui conseilla-t-il avant d'ajouter en concluant « qu'il n'était pas nécessaire

de perdre tout ce temps. » Ce qui fut fait.

Dans la plupart des cas, c'était ainsi au XX^e siècle. Le Gabon était identifié à Lambaréné. Et Lambaréné, c'était le Gabon. Partout, on connaissait cette ville et tous les Gabonais se devaient d'en être originaires. Le fait de dire que vous veniez de Lambaréné attirait immédiatement les regards sur votre personne, au point de devenir un objet de curiosité. En France, en Suisse et en Allemagne, les gens avaient en tête cette belle cité blottie le long du fleuve Ogooué, au cœur même de la forêt vierge, où Albert Schweitzer a servi l'humanité. Car cette renommée du chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué est due à l'hôpital que le Dr Albert Schweitzer a fondé en 1922, face à la grande île de Lambaréné. A un endroit stratégique du fleuve pour permettre aux populations du Gabon et de tout l'empire colonial se faire soigner dans son établissement.

Un voyage dans le temps

Visiter Lambaréné et le paysage enivrant de ses nombreux lacs et lagunes sans faire le détour de l'hôpital Albert Schweitzer n'aura aucun sens. Là-bas, vous ferez la découverte du site, du vieil hôpital – qui est en fait la reproduction à l'identique du village gabonais où l'on a du mal à distinguer le malade du parent venu lui tenir compagnie. Car Albert Schweitzer a très tôt compris que

la guérison du malade africain a plus de chances de succès quand on le loge dans son environnement culturel. Cette approche de la médecine traditionnelle est probablement l'un des succès de cet hôpital.

Ensuite, il y a sa modeste résidence à visiter, avec vue imprenable sur l'Ogooué. Grâce à Mme Sylvia Dikambi Nyoundou⁽¹⁾ qui vous guidera tout au long de cette visite dans le temps et l'espace, vous apprendrez tout sur la vie et l'œuvre du « Grand Docteur ». Tout est encore en place comme s'il s'était simplement absenté de chez lui : dans sa chambre, le lit est bien dressé ; au mur, trône la photo de son épouse, Hélène Bresslau ; sur la table de nuit, sa brosse à dents, son peigne,



et bien d'autres objets de toilette ; au-dessus, la moustiquaire. Dans une autre salle d'exposition, vous effectuez un voyage dans le temps à travers l'exposition des photos qui ont marqué les grands moments de sa vie. Enfin, le fameux piano qu'il n'a jamais quitté depuis sa ville natale de Strasbourg jusqu'à sa terre d'adoption, Lambaréné.

Respectueux de ses dernières volontés, ses héritiers ont non seulement perpétué son œuvre mais surtout continué à entretenir ses passions : le parc zoologique comprenant plusieurs espèces d'animaux, notamment une antilope-cheval, un « situntunga ». Puis parmi ses autres souvenirs entretenus, vous pouvez admirer un couple de pélicans.

Formule "Séjour en France"

Pour un séjour sans soucis, choisissez le meilleur tarif tout compris

- Kilométrage illimité
- Rachats partiels des franchises collision et vol (CDW, TPC)
- Assurance des personnes transportées (PAI)
- Surcharge aéroport / gare
- Participation au coût d'immatriculation (PCI)
- Retour gratuit dans une agence différente de celle de départ (France continentale uniquement)
- Suppression totale des franchises pour les locations de 14 jours et plus (Pack protection *)

Informations & réservations :

LIBREVILLE
ZI Oloumi - BP 7661
Tel : 74 58 45 / 74 58 46
mpedone@cfaog.com

PORT GENTIL
Av. Sarvognan de Brazza
Tel : 56 15 44 / 56 16 10
dboyer@cfaog.com

We try harder.

C'est dire à quel point le Dr Albert Schweitzer avait déjà à son époque le souci de la préservation de la riche faune et flore du Gabon sur laquelle il a d'ailleurs consacré plusieurs études scientifiques.

Mais avant de quitter ces lieux mythiques chargés d'histoire, il est tout de même intéressant de visiter le nouvel hôpital financé pour moitié par le gouvernement gabonais et par des organisations non gouvernementales allemandes, suisses, françaises, américaines et des fonds privés. Extraordinaire juxtaposition d'images entre ces deux mondes d'architecture qui se côtoient sans complexe. Au terme de la visite, chacun exprime sa préférence tout en emportant des souvenirs pleins dans la tête ; des sentiments qui s'entrechoquent et vous invitent à la réflexion sur le dévouement de certains dont l'action s'inscrit à jamais dans la mémoire collective.

De nombreuses récompenses

Bienvenue donc à l'hôpital Albert-Schweitzer et allons à la découverte de son fondateur. Qui était donc cet homme mystérieux qui a préféré abandonner les cours de théologie et de philosophie qu'il dispensaient à l'université de Strasbourg pour voler au secours des populations de la

lointaine colonie d'Afrique équatoriale française ? Albert Schweitzer est né le 14 janvier 1875 à Kaisersberg (Haut-Rhin), alors territoire allemand devenu français après la Première Guerre mondiale. Passionné de musique, à 8 ans, il peut remplacer l'organiste de l'église. Il mène simultanément des études supérieures de théologie, de philosophie et de musique à l'université de Strasbourg. Très jeune, il est nommé maître de conférences à l'Institut de théologie de cette même université.

Mais en 1904 le destin va sonner à sa porte sous la forme d'une revue de la mission évangélique de Paris distribuée dans les universités protestantes, montrant les conditions inhumaines des malades en Afrique noire et demandant des volontaires. Il est touché au plus profond de son être et décide de s'engager en faveur de ces déshérités en acceptant de tout sacrifier : le confort, la douceur de vie en France, la famille et les amis. Mais, il n'est pas médecin. Alors il s'inscrit en faculté de médecine et entame de difficiles études pendant huit ans, toujours à l'université de Strasbourg. Il est en même temps étudiant et enseignant. Une fois son parchemin en poche, il embarque le 13 avril 1913 accompagné de son épouse - Hélène Bresslau, devenue entre-temps infirmière pour le seconder - et

remonte avec elle l'Ogooué jusqu'à Lambaréné. Le couple s'installe à la mission protestante d'Andendé et commence aussitôt à soigner les malades dans un ancien poulailler mis à leur disposition. L'hôpital Schweitzer est né. Mais il doit arrêter ses activités pendant la Première Guerre mondiale et les reprendra que plus tard, sur le site actuel mondialement connu. Durant sa vie, il a reçu plusieurs distinctions dont le prix Goethe en 1928, le prix de la Paix des libraires allemands. Il fut également docteur *Honoris Causa* de grandes universités à travers le monde, membre de l'Académie française, médaille Paracelse, etc. Puis le couronnement vint lorsqu'il obtint le prix Nobel de la Paix, décerné en 1952. Le Dr Albert Schweitzer s'est éteint dans son hôpital le 4 septembre 1965 à l'âge de 90 ans. Avant sa mort il manifestait une certaine inquiétude quant à la continuation de son œuvre. Il peut se reposer en paix : Quarante-cinq ans après sa disparition, son établissement perdure avec l'aide du gouvernement gabonais et de plusieurs organisations non gouvernementales.

(1) Pour visiter le musée Albert-Schweitzer, contacter Mme Sylvia Dikambi Nyondou. Tél. : 07.77.21.00. Mail : directeur.fondation@schweitzer.org

L. DE DRAVO ONDENOT

Où se loger, se restaurer et se distraire à Lambaréné ?



Quelques bonnes adresses pour découvrir Lambaréné dans les meilleures conditions possibles.

Hébergement

- **Hôtel Schweitzer** : situé au centre-ville. Sécurité garantie. Au cœur de la ville, il a une vue panoramique sur l'Ogooué. Le visiteur a intérêt à solliciter une chambre qui donne sur le fleuve, où il peut observer le ballet incessant des piroguiers. Vingt-deux chambres, toutes climatisées, sont disponibles. La cuisine est européenne et africaine.

- Chambre avec TV : 20 000 FCFA, sans TV : 15 000 FCFA.

- Contact : Mme Olivia Anaket : 04 13 20 20/07 71 32 60.

- **Ogooue Palace** : situé au quartier Adiafa (actuellement en travaux de réfection). Aujourd'hui, l'hôtel a été racheté par un groupement d'intérêts gabonais. Construit en matériaux locaux, il a les pieds dans l'eau. Un quai a été aménagé pour accéder faciliter aux bateaux. Les clients peuvent louer des pirogues ou des bateaux à moteur et entreprendre une balade en amoureux sur l'Ogooué. Soixante chambres de haut standing dont deux suites junior, une piscine, un grand parking, des agents de sécurité SGS. Cuisine raffinée européenne et africaine.

- 20 chambres de haut standing : 55 000 FCFA ;

- 38 chambres standard : 45 000 FCFA.

- Contact : 58 16 64.

- **Motel-bar-restaurant « Les Délices des lacs »** : situé au quartier SNI à Atongwanga (au sortir du premier pont après Adouma). Ce motel a la réputation d'accueillir des personnalités « sélectes ». L'accueil du propriétaire est à l'image de

la gentillesse des populations « galwa » de l'Ogooué. Les mets, raffinés, sont préparés par des mains de chef. Ici, le client est choyé, il peut même commander à l'avance un menu qu'il aurait auparavant concocté lui-même. Toutes les cuisines sont disponibles : européennes, créoles et africaines. Bien entendu, la cuisine gabonaise, notamment celle de l'Ogooué, est recommandée. Possibilité d'acheter quelques carpes et autres poissons d'eau douce comme le « yara » au débarcadère en face. Seulement cinq chambres climatisées sont disponibles.

- Tarif : 20 000 FCFA.

- Contact : Mme Claire Rashiwa : 07 91 88 87/07 73 30 96.

- **Résidence hôtelière « Les Sirènes G. & B. »** : situé au quartier Mbole, sur la route du Sud après l'aéroport de Lambaréné, il appartient à des Gabonais. Aménagé dans un cadre agréable au bord de la partie la plus méridionale du lac Zilé, outre deux grandes piscines, il permet au client de choisir l'évasion vers le lac ou la forêt environnante. La nationale 2 qui s'enfonce et mène vers le sud du pays est également l'occasion de découvrir les nombreux villages en bordure de cet axe où vous sont proposés des objets d'art : masques, statues rituelles, vannerie, etc. Cuisine bien soignée, à dominance gabonaise et européenne. La carpe constitue le menu principal avec d'autres mets typiquement gabonais, notamment à base de gibiers et de poissons d'eau douce pêchés à proximité de l'hôtel, dans le lac. Vingt chambres climatisées, toutes dotées de TV à écran plasma, dont quatre suites.

- Tarif suite : 70 000 FCFA ; chambre simple : 35 000 FCFA.

- Contact : Mme Victoria : 06 05 07 41/ 07 00 57 00/53 05 56/77 23 87.

Fax : 74 48 19.

- **Auberge « Le Saint-Georges »** : situé au quartier Evouang sur la rive gauche de l'Ogooué. Gîte construit à l'occasion des Fêtes tournantes de l'Indépendance en 2009. Il est donc récent. Rare centre d'hébergement qui propose à ses clients une salle de réunion. Et une balade sur l'Ogooué en pirogue. Vue directe sur le centre-ville situé de l'autre côté du fleuve. Par ailleurs, à moins de cinq minutes, on peut accéder au marché local et au débarcadère des pêcheurs. Ainsi qu'aux nombreux bars et gargotes qui proposent des repas gabonais à des prix défiant toute concurrence. Bonne cuisine africaine et européenne. Dix chambres climatisées avec eau chaude et TV.

- Tarifs : entre 17 500 et 22 500 FCFA.

- Contact : Mme Yvonne Tchizenga : 07 82 32 27/06 26 86 54.

- **Hôtel Ozigo** situé au quartier Isaac sur la nationale 2 non loin de la gare routière. Très récent, les chambres sont spacieuses. Deux formules sont disponibles. La première, c'est le classique logement en chambre d'hôtel. La deuxième, c'est la formule de guest-house. C'est l'idéal pour ceux qui se déplacent en famille. Ils ont le choix entre l'appartement ou le studio pour passer leurs week-ends en toute autonomie. Vingt chambres climatisées dont quatre avec TV.

- Tarif chambre avec TV : de 22 000 FCFA à 25 000 FCFA ; sans TV : 20 000 FCFA.

- Appartements de 2 chambres, salon, cuisine et douche : 60 000 FCFA.

- Studios de 1 chambre, salon, cuisine et douche : 35 000 FCFA.

- Contact : Mme Nancy Arlette Nyingone : 07 54 45 61.

Où se distraire ?

- **Bar dancing « Le beau rivage »** : situé à

Isaac, quartier très populaire de Lambaréné, est très prisé des étrangers, notamment des Américains. Le prix des boissons est à la portée de toutes les bourses. A côté, les femmes font des brochettes et grillent la carpe qu'on peut savourer au « pili-pili ».

Le contact est facile et les dernières nouvelles du pays sont obtenues gratuitement. La musique est bien choisie. Et on peut écouter aussi bien les derniers opus des groupes nigériens, congolais que gabonais.

- Night club « La pléiade », quartier Isaac.

- Night club « Lambao », quartier Ste-Thérèse.

- Night club « Ogegeni », quartier Grand-Village (Paulin et Angèle peuvent vous renseigner sur les jours et les heures d'ouverture du club, contact : 07 36 88 25).

- Contact : 07 36 88 25.

- **Où s'évader ?** Rêka Tourisme propose plusieurs formules aux touristes : excursion sur l'Ogooué, la région des lacs et randonnées pédestres, en bateau de plaisance, en rivière aménagée et sécurisée, moteur de 40 à 90 CV.

- **Circuit Rivière pélican, lac Evaro, Mission de Ngomo** : vision faune et flore, sites historiques, pique-nique sur banc de sable fin, visite guidée sur site.

- Tarif : à partir de 95 000 FCFA (groupe de 6 personnes).

- **Circuit lac Zilé, musée Schweitzer, Pont des chauves-souris** : vision faune et flore, site historique (musée du Dr Albert-Schweitzer), randonnée pédestre au village Saint-Martin, pique-nique en forêt, visite activités économiques rurales, guide sur site.

- **Circuit Duèguèliè** : sensations fortes, rapides sur l'Ogooué. Pique-nique sur banc de sable fin, partie de pêche, etc.

- Tarif : à partir de 45 000 FCFA.

- **Circuit Samkita-île Samory Touré**. Site historique (Mission de Samkita, Eglise évangélique du Gabon et île Samory Touré). Pique-nique sur l'île de Samory Touré, visite guidée sur site.

- Tarif : à partir de 85 000 FCFA (groupe de 6 personnes).

- **Circuit des rapides de l'Ogooué, embouchure de l'Ivindo à Njolé**. Vision flore et paysage (nappe de pierres, rapides sur l'Ogooué et l'Ivindo, pique-nique sur banc de sable fin, surf en pirogue sur les rapides).

- Tarif : à partir de 95 000 FCFA.

- Contact : A. Laurent Ngowemadjji. Tél. : +(241) 07/41/40/17 ou clein@yahoo.fr

LOUIS DE DRAVO ONDENOT

SIAT GABON

100% naturel

www.siatgabon.com

SIAT GABON - PARTENAIRE EN AGRO-INDUSTRIE - VOTRE PARTENAIRE EN AGRO-INDUSTRIE

Cuisin'Or SANS CHOLESTÉROL

Pursavon SAVON DE MARSEILLE

PURSAVON SAVON DE MARSEILLE

AD

Le pétrole : le bout du tunnel ?

Située à 247 kilomètres de Libreville, la capitale de la province du Moyen-Ogooué occupe, sur le plan géopolitique national, une position stratégique. Elle commande en effet les nœuds routiers et fluviaux qui permettent l'accès aux huit autres provinces de la République. Avec l'Estuaire, la province du Moyen-Ogooué (autrefois, sous l'administration coloniale française, le Bas-Ogooué) constituait pendant toute la période coloniale et les trois décennies de l'Indépendance, la première zone d'exploitation forestière, véritable poumon économique qui a fait pendant près d'un siècle la principale richesse, sinon la seule, de notre pays. Le pays « Galwa » est béni des dieux disent certains observateurs. Ses paysages d'une beauté féérique en auraient fait une destination de rêve pour les touristes en quête de sensations fortes et de découverte d'une nature d'une pureté qu'on ne trouverait pas ailleurs. Il y a bien entendu le fleuve Ogooué, épine dorsale qui recèle dans ses eaux une abondante et diversifiée richesse halieutique. De même, son sol très généreux a très tôt alimenté, par le biais de l'Eglise évangélique américaine, une agriculture de rente. Après l'expérimentation de vergers et autres épices tropicales pendant des décennies, c'est au tour d'un consortium français de production d'huiles végétales, Agro Gabon, de se lancer dans la palmeraie.

D'Agro Gabon à SIAT Gabon

Confrontée aux différentes crises conjoncturelles, la société Agro Gabon, fleuron de l'industrialisation dans le Moyen-Ogooué, a dû prendre des mesures drastiques pour éviter la banqueroute. D'où les licenciements massifs, au milieu des années 90, de l'encadrement technique et des ouvriers de la plantation de Makouké. Puis l'usine a été fermée par manque de rentabilité. L'aventure du groupe français, comme on le voit, a fait long feu. Il a fallu chercher des repreneurs. Malgré plusieurs milliards investis par des intérêts indonésiens pourtant aguerris, la société Agro Gabon piqua du nez. C'est alors que les Belges, déjà présents au Ghana depuis des lustres, vinrent au chevet du malade et le baptisèrent SIAT Gabon. Un traitement de cheval, avec les conséquences que l'on sait, lui fut appliqué avec rigueur et vigueur. La machine des mis en congé se remit en marche de plus belle. Lambaréné, habitué à ne plus espérer sur les grands projets, accepta stoïquement la situation. Sa seule richesse, c'était finalement son développement humain, matérialisé par un melting-pot des différentes communautés nationales et étrangères. Ces difficultés ont d'ailleurs forgé un esprit « migovéen » qui se traduit par une ténacité

extraordinaire de tous ces peuples face à la réalité de la vie.

En 1956, il y eut la découverte du pétrole dans la province sœur de l'Ogooué-Maritime. Situation qui reléguait au second plan Lambaréné au profit de Port-Gentil. L'espoir, c'était évidemment cette ville située à plus de cinq heures de navigation de l'embouchure où l'Ogooué se jette dans l'océan Atlantique. C'était la grande époque de la ruée vers l'or noir. Toutes les forces vives du Moyen-Ogooué déménageaient en masse de leurs villages pour Port-Gentil, devenue l'Eldorado. Conséquence : la pêche, principale activité du Bas-Ogooué, qui fournissait les 80% de la richesse de la province, n'avait plus de main-d'œuvre pour l'exploitation des ressources de ses lacs. Cette période s'était même caractérisée par des famines sporadiques, notamment en saison d'hivernage.

Lorsque le cœur du Moyen-Ogooué et sa capitale cessent de battre, c'est tout le Gabon qui plonge dans un coma profond. Aujourd'hui, avec la découverte et l'exploitation du pétrole, l'espoir renaît et les Migovéens se plaisent à rêver.

de minutes à vol d'oiseau à l'endroit même où la Ngounié, l'un des principaux affluents de l'Ogooué, vient à sa rencontre. Des opérateurs économiques attirés par la mise en valeur de ce gisement ont commencé à s'installer. Malheureusement, très vite, l'effervescence est retombée. Le montant des investis-

teurs ont fait leurs valises. Heureusement, depuis le 5 mai 2008, avec la mise en exploitation au lac Ezanga (lac nord) du gisement de pétrole par le consortium Maurel et Prom, Lambaréné s'est remis à espérer. Ses populations croient maintenant dur comme fer que le bout du tunnel pointe à l'horizon.



La présence du groupe Maurel et Prom est déterminante pour l'économie du Moyen-Ogooué dans (ici les champs de production Onal et Onko).

Des grumes au pétrole et au niobium

Mais on était convaincu que le sous-sol recelait d'immenses richesses minières. La première leur d'espoir eut lieu dans les années 1990 avec la mise à jour d'un grand gisement de niobium à Mabounié à l'est de Lambaréné, à une dizaine

de kilomètres des infrastructures pour le démarrage effectif des travaux d'exploitation du minerai donnait pourtant le vertige : plus de 2 500 milliards de francs CFA ! Mais un à un, les opéra-

tions furent exclues d'exploitation accordée par les autorités gabonaises au Groupe sur le champ d'Onal, situé au Lac Ezanga, a été saluée par la population. Parmi

les réserves du Groupe – qui ont été certifiées au 1^{er} janvier 2008 par un organisme indépendant, le cabinet américain De Golyer & Mac Naughton – figure bien entendu le gisement Onal du Moyen-Ogooué. La production prévue est de 15 000 barils par jour. Optimiste, le Groupe est convaincu que cette production ira crescendo et le montant de l'investissement est de 513 millions de dollars américains, pour une durée d'exploitation de vingt ans.

Favoriser l'emploi des riverains

Répondant aux préoccupations des populations quant aux retombées financières, le PDG du Groupe Maurel & Prom, M. Jean-François Henin (qui ne communique pas les chiffres qui y pourraient être affectés), estime que « le concept de développement durable adopté par son Groupe peut être décrit comme étant l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques de l'entreprise à l'ensemble de ses activités et de ses relations avec les parties prenantes ». Cela veut dire tout simplement qu'il s'agit de mettre en œuvre quotidiennement les valeurs développées dans l'ensemble des filiales et de prendre en compte le devenir des populations locales.

Ce discours nouveau d'un dirigeant ne laisse personne indifférent dans la province du Moyen-Ogooué. Répondant aux préoccupations premières de la population, le PDG du Groupe promet qu'il va favoriser l'emploi des riverains ainsi que ceux de la région. Et, parallèlement, il s'engage à développer des programmes sociaux à travers sa fondation. Il est évident que nous avons là une société citoyenne qui entend rechercher des solutions aux problèmes touchant les sociétés au sein desquelles elle évolue et qui ont pour nom : pauvreté ; absence des structures sociales ; développement économique insuffisant ; mécanismes de participation médiocres et, enfin, manque de ressources renouvelables. Nul doute que des jours meilleurs s'annoncent pour une population qui a trop souffert de la précarité. Déjà, dans le contexte particulier de la province du Moyen-Ogooué, Maurel & Prom Gabon a déjà pris les devants en portant son action notamment dans le canton des Lacs du Sud. Des centaines de millions de nos francs ont été engloutis pour le forage de puits destinés à la fourniture de l'eau potable aux populations et à la réouverture et la réhabilitation des écoles primaires. Il en est de même dans le domaine d'aides aux plus démunis dans le cadre de la santé primaire. Cette présence du Groupe Maurel & Prom se fait sentir à Lambaréné, qui est la ville du Gabon possédant le plus grand parc hôtelier et le plus grand nombre de restaurants au kilomètre carré. Chaque jour des bâtiments sortent de terre, des routes et des pistes s'ouvrent pour désenclaver les quartiers de Lambaréné. Quand le bâtiment se développe, l'économie se porte bien disent les économistes.

LOUIS DE DRAVO ONDENOT

**Avec EXCILLIS FINANCES
Allégez vos transactions financières
en toute simplicité, VOYEZ LOIN**

SERVICES	DEVICES
Compte chèque DAT Virements	Transfert d'argent : Maroc Cameroun Allemagne Belgique
Crédit à la Consommation Crédit Immobilier Crédit Assurance Crédit Rentrée Scolaire Crédit Etudes	Dans 2 mois 30 pays supplémentaires dans notre réseau
Ventes de devises	
Particuliers - Agents de la fonction publique - Entreprises	

Siege social : Boulevard du Bord de mer, avant le Carrefour Maringa
BP 920 Libreville / Gabon. Tel: 00241 44 50 58/59/62 / Fax: 00241 44 50 57
Web: www.excillisfinances.com

Burkina Faso : le temps du renouveau

Dans la presque totalité des secteurs économiques, le pays fourmille de nombreux chantiers et fait les yeux doux aux investisseurs. De l'agroalimentaire à l'agriculture en passant par les infrastructures de transport et le climat des affaires, tout bouge au Pays des hommes intègres.



De nombreux projets locaux tendent à encourager les opportunités d'investissement. Le Burkina fait définitivement le pari de la croissance.

En poste depuis juin 2007, le Premier ministre Tertius Zongo a fixé deux objectifs prioritaires : atteindre une croissance de plus de 6% et réduire le taux de pauvreté à 35% en 2015. La création de l'Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI) et d'un Conseil présidentiel des investissements ; la révision de l'impôt sur le revenu des entreprises et du secteur informel ; la poursuite des efforts pour réduire les délais et les coûts relatifs à la création d'entreprise ; le renforcement de la lutte contre la fraude et la corruption sont, pour bon nombre d'observateurs, autant d'indices qui témoignent de la volonté du Burkina de progresser dans cette voie. Avec la fin de l'accord triennal auprès du FMI (2007-2010) et la réforme fiscale en

cours, l'année 2010 est incontestablement celle des grands défis pour l'économie burkinabé.

Priorité aux investissements

Pour atteindre les objectifs fixés, les autorités locales s'attachent à promouvoir un ensemble de programmes économiques qui tendent vers un même but : valoriser les opportunités d'investissement. C'est le cas notamment du vaste projet d'aménagement de la Zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) de Ouagadougou, sur une superficie de 46 hectares et pour un coût de 32,7 milliards FCFA. En outre, il est prévu un prolongement de la Zone d'activités diverses (ZAD), à Ouagadougou comme à Bobo-Dioulasso, avec l'aménagement de 200 parcelles via-

bilisées pour y implanter des PME/PMI intéressées, notamment dans le domaine de la transformation. Sans oublier les grands



projets d'interconnexion ferroviaire Kaya-Tambao et Ouagadougou-Kumassi (Ghana), les programmes d'électrification de zones rurales pour près de 26,2 milliards FCFA, la construction du nouvel aéroport international de Ouagadougou pour 114 milliards FCFA.

Vers une modernisation de l'abattoir de Ouagadougou

Dans le but de donner un nouvel élan à la filière bétail/viande, le gouvernement burkinabé est à la recherche d'un partenaire de référence pour l'abattoir frigorifique de Ouagadougou. Malgré un fort potentiel en ce qui concerne le bétail, le secteur rencontre d'énormes difficultés pour sortir de l'ornière. Selon le diagnostic effectué par le ministère des Ressources animales, « le pays élève beaucoup d'animaux, mais une bonne partie est vendue sur pied à l'étranger, ce qui entraîne d'énormes pertes pour les éleveurs ». C'est donc pour faire face à ce problème que le Gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur à ce secteur, via la modernisation de cet abattoir. A terme, l'ambition des autorités est de « faire du pays un grand exportateur de viande dans la région ouest-africaine », a souligné Sékou Bâ, le ministre de tutelle. Selon lui, cette ambition se fonde sur l'existence d'une demande régionale soluble en viande, estimée à plus de 60 000 tonnes d'après les dernières études.

Le secteur de l'élevage est un des moteurs de la croissance économique du Burkina Faso, avec une contribution à la formation du produit intérieur brut (PIB) de 12%. En 2004, l'abattoir frigorifique de Ouagadougou avait connu une première réhabilitation à plus de 2,7 milliards de FCFA grâce au financement taiwanais. Selon les estimations, avec un cycle de travail de huit heures par jour, cet abattoir pourrait enregistrer une capacité de 20 000 tonnes de viande par an.

Le barrage de Samandéni va booster l'Ouest

Situé à 40 km à l'ouest de Bobo Dioulasso, le barrage de Samandéni est appelé à devenir le troisième plus grand barrage

du Burkina après ceux de la Komienga et de Bagré. Il alimentera une centrale d'une capacité de 16 gigawatt-heure (GWH) et servira à l'irrigation pour la culture de contre-saison, sur une superficie de 21 000 hectares. Avec 1,5 milliard de mètres cube, des périmètres irrigués, la production énergétique et industrielle, le recalibrage du Mouhoun, l'élevage, la pêche, la pisciculture, les pistes d'accès et la gestion de la biodiversité comme composantes, le programme contribuera à terme, selon ses initiateurs, à 2% au PIB et à 3% à la production nationale de céréales. Les infrastructures annexes permettront une disponibilité annuelle de plus de 300 000 tonnes de produits agricoles et 1 000 tonnes de produits de pêche. Après la mise en eau du barrage, l'écosystème environnant sera favorable à l'élevage, dont le bénéfice chiffré s'élève à 2 000 tonnes de viande et 2 millions de litres de lait. De surcroît, le programme générera une valeur ajoutée de 10 milliards FCFA par an, permettra de créer 96 000 emplois agricoles et d'installer 24 000 familles en paysan. Parmi les bailleurs de fonds, figurent actuellement la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque d'investissement de la Cedeao (BIDC), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), la Banque islamique de développement (BID), le Fonds Abu Dhabi pour le développement, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Fonds koweïtien et le Fonds saoudien pour le développement.

L'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou

Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire envisagent de rechercher ensemble un financement pour la réalisation de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou, qui doit s'étendre sur 1 000 kilomètres. Seront

développement économique arabe (FK-DEA), à la BID, à la BAD, à la BOAD et à l'Uemoa. Une fois réalisé, ce tronçon autoroutier permettra d'endiguer le désenclavement des pays de l'interland et desservira quelques villes phares des échanges commerciaux régionaux.



Les producteurs de fruits et légumes produisent le double de la consommation locale annuelle.

concernés les tronçons Yamoussoukro/Bouaké en Côte d'Ivoire, et Bobo-Dioulasso/Ouagadougou. Sur les possibilités de financement en ce qui concerne l'étude de faisabilité du projet, les deux pays sont convenus de soumettre les requêtes de financement au Fonds Koweïtien de

Une usine de transformation des fruits et légumes

Grâce à un financement de 7,3 milliards de FCFA émanant de la BIDC, la Société de transformation des fruits et légumes (STFL) de Ouagadougou démarrera ses activités courant 2010. D'une capacité de

250 tonnes/jour, l'usine, qui sera installée à Loumbila, à 20 km de la capitale, pourra broyer environ 50 000 tonnes de tomates par an. Le Burkina Faso produit également environ 200 000 tonnes de mangues chaque année. Toutefois, la consommation nationale des produits frais correspond à environ la moitié de la production locale, soit 100 000 tonnes par an, entraînant ainsi d'importantes pertes pour les producteurs.

Le projet Zaca, nouveau visage de la capitale

Lancé en 2000, le projet d'aménagement de la Zone d'activité commerciale et administrative (ZACA) est un programme d'urbanisation de la ville de Ouagadougou, étalé sur la décennie 2004-2014, qui doit apporter une nouvelle physionomie à la capitale. La ZACA – soit une superficie commercialisable de 360 000 m² – a pour mission d'améliorer le cadre urbain pour les activités et les habitants.++ Il organise et réglemente les différentes actions afin de les rendre plus cohérentes, et surtout fonctionnelles au regard de l'envergure des aménagements et des équipements à réaliser. Au coût de 100 000 FCFA le mètre carré, c'est un montant total de 36 milliards FCFA qu'enrangeront le projet à l'issue de la vente des terrains. Dans cet espace ZACA, en plus des bâtiments administratifs (siège de sociétés, banques, hôtels) et commerciaux, bon nombre d'infrastructures socioculturelles et sportives seront également érigées.

TIEGO TIEMORÉ

Le réflexe location c'est

SPLU

La location longue durée :

- * Une solution clé en main
- * Un coût maîtrisé

LIBREVILLE
ZI Oloumi - BP 7661
Tel : 74 58 45 / 74 58 46
mpedone@cfaog.com

PORT GENTIL
Av. Sarvognan de Brazza
Tel : 56 15 44 / 56 16 10
dboyer@cfaog.com

Des secteurs qui ont le vent en poupe

L'exploitation des richesses du sous-sol local, le boom des télécoms ou l'embellie du secteur bancaire sont autant de réelles opportunités de croissance pour l'économie du Burkina.

Avec un climat politique relativement apaisé et une réelle tendance à l'accélération de la croissance, le pays surfe sur une vague d'optimisme, même si la forte demande sociale semble ramener à la dure réalité un pays aux maigres ressources. Mais pourtant, de véritables lueurs d'espoir sont perceptibles. Passage en revue de quelques secteurs qui ont le vent en poupe.

Les belles promesses du sous-sol

Avec un potentiel minier riche et varié en minéraux précieux et de base (or, zinc, plomb, manganèse, cuivre), le Burkina Faso a l'ambition de jouer désormais dans la cour des grands et de devenir un « pays minier ». De 2006 à 2009, le dynamisme du secteur s'est traduit par le lancement de travaux de construction de huit mines. Au total, c'est un investissement d'environ 70 milliards de FCFA qui a été réalisé sur l'ensemble de ces sites. Afin de donner corps à cette ambition, le Burkina Faso a entrepris de courtiser les investisseurs à travers l'adoption d'un nouveau Code minier en 2003 et l'organisation régulière des « Journées de promotion minière ».

Fin 2009, le nombre de titres miniers et autorisations valides s'élevait à 371, dont 252 permis de recherche; 3 permis d'exploitation industrielle; 1 permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée; 88 autorisations d'exploitation artisanale traditionnelle et 27 autorisations d'exploitation de carrières. Selon le ministre en charge du secteur, Kader Cissé, « les revenus fiscaux annuels dégagés de l'exploitation industrielle de l'or devraient atteindre 26 millions d'euros à partir de 2010, où l'Etat prévoit l'extraction de 10 tonnes d'or par an ».

D'ici 2011, le gouvernement burkinabé a décidé de créer un Institut supérieur de formation dans les métiers des mines, avec comme objectif de « répondre aux différents besoins de qualification des sociétés minières, au regard de l'essor que connaît l'activité minière ». Ce sont surtout les perspectives qu'offre le secteur qui ravivent de gros espoirs chez les Burkinabés. En effet, après l'entrée en phase d'exploitation de quatre mines d'or : Taparko, Youga, Mana et Kalsaka ; d'autres comme Inata, Essakane, Guiro et Perkoa sont en construction. Les mines

Un investissement de quelque 70 milliards de FCFA a été lancé pour booster la production minière, via des travaux de construction de huit mines.



Le système bancaire au Burkina est composé de onze banques et de cinq établissements financiers.

d'or d'Inata et d'Essakane entreront en production courant 2010.

Vers une refonte du Code minier

C'est aussi pour accompagner ce regain de vitalité et attirer davantage les investisseurs que le Gouvernement s'apprete à engager une relecture du Code minier, de concert avec les sociétés impliquées dans l'activité. Et dans le souci de réorganiser et de restructurer le secteur minier, le Gouvernement a également entrepris d'adhérer au programme sur les industries extractives (ITIE) de la Banque mondiale. Cette démarche va lui permettre de maîtriser et de contrôler le recouvrement des recettes minières grâce à une meilleure fiscalité, d'assurer un suivi rigoureux de la gestion de l'environnement, mais aussi de former, spécialiser et renforcer les capacités des ressources humaines.

Du mouvement dans le secteur bancaire

Le système bancaire du Burkina Faso est composé de 11 banques et 5 établissements financiers. En 2009, le secteur comptabilisait environ 505 000 comptes, pour un bilan total estimé à 758,09 milliards de FCFA, et fonctionnait grâce au

travail de 2 148 agents. Parmi les banques présentes sur le marché, la Banque internationale du Burkina (BIB), la plus ancienne du pays, occupe la tête en termes de résultats, suivie de la Bicia-B. Les banques ont développé plusieurs produits en partenariat avec le secteur des assurances et de l'immobilier. La presque totalité d'entre elles se sont appropriées les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le souci d'innover, notamment sur le plan des prestations offertes. Ainsi, un serveur vocal permet aux clients d'effectuer des opérations sur leurs comptes ou d'obtenir des informations par téléphone. Le « SMS-banking », quant à lui, permet d'obtenir des informations et d'effectuer toutes les opérations à partir d'un poste Internet, ou encore de consulter son compte par SMS. A travers un pool local, les banques contribuent également au secteur cotonnier, principal pourvoyeur de devises du pays. En lançant un emprunt obligataire de 2 milliards de FCFA en novembre 2006, la Bank of Africa-Burkina Faso est devenue la première banque burkinabé à être cotée à la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'Uemoa. A noter aussi, l'existence d'une Banque de l'habitat du Burkina Faso (BHBF), qui a pour objet principal le financement et la promotion de l'habitat. En décidant de céder aux Nigériens d'United Bank of Africa (UBA) quelque 38% de

ses parts dans la Banque internationale du Burkina (BIB), première banque du pays, l'Etat a provoqué une révolution dans le secteur. Au début du mois d'août 2008, le groupe Ecobank avait de son côté racheté la Banque agricole et commerciale du Burkina (BACB) à hauteur de 90% du capital, soit 8,55 milliards de FCFA. Cette opération de rachat a permis à Ecobank-Burkina de s'installer au premier rang des banques au Burkina alors qu'elle n'occupait auparavant que la quatrième place. Après avoir acquis l'ensemble des filiales africaines de Crédit Agricole France (Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon, Cameroun et Congo), Attijariwafa Bank a pour sa part décidé d'ouvrir une représentation au Burkina Faso au cours du premier semestre de 2010.

L'essor des télécoms

Le secteur a enregistré un coup d'accélérateur depuis ces trois dernières années, contrecoup de l'arrivée du mobile en 2000. Le nombre d'abonnés aux réseaux de téléphonie mobile a connu une croissance de 82,7%, passant de 1 016 605 en 2006 à 1 858 039 en 2007, puis à 2 700 000 en 2009. La forte concurrence entre les trois opérateurs qui occupent le marché – Telmob, Celtel-Zain et Telecelfaso – a fait chuter le prix moyen de communication de 240 FCFA/min à 140 FCFA/min fin 2009 et entraîné la mise sur le marché de produits innovants. Au début de l'année 2010, on dénombrait plus de 3 millions d'abonnés au mobile. Avec ce nombre, la téléphonie mobile couvre 248 localités contre 308 pour le téléphone fixe.

Après son entrée le 30 avril 2009, avec 12 000 titres vendus, à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'Uemoa, l'Office national des télécommunications du Burkina (Onatel SA) a intégré l'indice BRVM 10 regroupant les dix sociétés les plus actives du marché boursier régional dans le dernier semestre 2009. Grâce à un emprunt obligataire d'un montant de 16 milliards de FCFA, l'Office disposera supplémentaires, d'ici 2011, de 125 728 lignes fixes et de 550 937 lignes pour le mobile. A l'évidence, cette performance vient confirmer son embellie de l'exercice 2009, avec une croissance des revenus consolidés de +5,5% et une progression généralisée du parc du groupe. Avec plus de 990 000 clients, le parc actif du mobile a enregistré une hausse de 73% par rapport à l'année dernière. Quant à Zain Burkina Faso, il couvre actuellement une centaine de localités et domine le marché du mobile. Déjà, 80% des villes exi-

gées par le Gouvernement dans le cahier des charges ont accès au réseau, selon les autorités burkinabés. Depuis son implantation, Zain Burkina Faso a investi environ 31 milliards de FCFA et créé près de 200 emplois directs et 3 500 indirects. Telecelfaso reprend de son côté du poil de la bête après ses déboires dus à la mésentente entre ses actionnaires. Désormais, la société dirigée par Moussa Sanfo, ancien patron de l'Onatel, est sur une pente ascendante et vient de lancer en février 2010 son produit mobile, Navitel, après Zain Mobile et Mobilis de Telmob-Onatel. La filiale du groupe Planor, qui compte plus de 700 000 abonnés et qui couvre déjà plus de 70% du pays, s'attend naturellement à un flux de nouveaux clients et entend rester l'opérateur qui propose la meilleure offre qualité/prix.

Bientôt un quatrième opérateur

Le Gouvernement a décidé, en février dernier, de procéder au renouvellement des licences des opérateurs de télécommunication mobile. A partir de mai 2010, les trois opérateurs devront déboursier 26 milliards FCFA pour avoir une licence au Burkina. Les précédentes licences, délivrées en mai 2000, arrivent en effet à expiration le 30 mai 2010. Ces nouvelles modalités d'acquisition de licences d'établissement et d'exploitation des réseaux de téléphonie fixe, mobile et d'Internet au Burkina proposent des licences globales donnant la possibilité de fournir les services de téléphonie fixe, mobile et de l'Internet, cou-



vrant une période de dix ans.

Le Gouvernement a également autorisé un appel à candidature pour la délivrance d'une quatrième licence qui verra l'arrivée d'un autre opérateur qui devra être « un vrai professionnel du métier des télécommunications avec une expérience indiscutable dans le domaine ».

Des produits immobiliers spéciaux pour séduire la diaspora

Dans le souci d'encourager la population émigrée à soutenir le développement économique du pays à travers un investissement immobilier, le Centre de gestion des cités (Cegeci) s'est engagé à mettre à la disposi-

tion des compatriotes vivant à l'étranger un cadre d'investissement à travers son Projet diaspora investir au pays (PDIP). Celui-ci offre aux Burkinabés de l'étranger des possibilités d'achat de villas déjà construites par la Cegeci, la construction d'une maison dans son village et la mise en location. Le projet a séduit plusieurs Burkinabés de l'étranger qui ont pu acquérir des villas et des parcelles. Mais la demande étant plus forte que l'offre, la Cegeci n'arrive pas à satisfaire toutes les demandes, car à l'exception de certaines zones exclusivement réservées au projet PDIP, les demandes de la diaspora sont traitées de la même manière que celles des locaux. Quant à la Société

nationale d'aménagement des terrains urbains (Sonatur), elle favorise également l'acquisition et l'aménagement de terrains urbains ainsi que la commercialisation de parcelles viabilisées. Pour soutenir une telle politique, d'autres initiatives sont en cours : le prolongement de la Zone d'activités diverses (ZAD) avec l'aménagement de 200 parcelles viabilisées, le programme Migration pour le développement en Afrique (MIDA), le projet ZACA, ainsi que le projet Dakolé qui concerne l'aménagement d'un périmètre irrigué dans le Sud-Ouest pour y installer des ouvriers agricoles qualifiés de la diaspora.

TIEGO TIEMORÉ

BRIDGESTONE
RENAULT TRUCKS
BOMAG
nexen
JCB

CFAO MOTORS

B.P. 2181 Libreville - Tél. : (Pôle Equipements) : (241) 77 16 62 - Fax : (241) 74 00 41
(Pôle Pneumatique) : (241) 76 10 66 - Fax : (241) 74 00 41
B.P. 344 Port-Gentil - Tél. : (241) 55 21 47 - Fax : (241) 55 23 49

La TNT débarque au Gabon

Nouveau venu dans le paysage de l'audiovisuel gabonais, la société Digital TV, à travers sa marque TNT Africa dont la majorité des capitaux est détenue par des Gabonais, fait une percée remarquable tout en menaçant la suprématie de certains groupes puissants du monde de la télévision cryptée.

TNT AFRICA LA TÉLÉVISION NUMÉRIQUE POUR TOUS

ABONNEMENT à partir de **2 500 FCFA** PAR MOIS

FONCTIONNE SANS PARABOLE
Contact : 06.66.36.66 / 04.10.72.29

TNT Africa propose des bouquets de programmes de télévision qui s'adressent à toutes les couches de la population et à des tarifs particulièrement attractifs.

Morgan Juteau, directeur exécutif de la Télévision numérique terrestre (TNT) Africa, marque du Groupe Digital TV, est un homme très heureux. En l'espace de six mois seulement, sa structure a enregistré plusieurs milliers d'abonnés à ses produits. De quoi faire pâlir de jalousie, notamment en ces temps de sécheresse financière, des leaders du monde des affaires en Europe et en Amérique. C'est qu'en Afrique, il y a encore des espaces où l'on peut tirer son épingle du jeu. Et le monde de la télévision numérique terrestre en est un. Aujourd'hui, Digital TV, jeune société gabonaise à vocation panafricaine, à travers sa marque, le TNT-Africa, a eu du flair. Sur son passage, rien ne lui résiste et elle bouscule les « gros », les habitudes et le paysage.

Des bouquets de programmes à des tarifs accessibles

Son directeur exécutif, look de jeune premier, allure d'homme pressé et verbe incisif est à l'image du dynamisme de la jeune structure. Homme des temps modernes, volubile, il ne manie pas la langue de bois. Il ne cache pas l'évolution exponentielle d'une entreprise à laquelle il a toujours cru : « Nos premiers résultats démontrent

que nous avons répondu à une réelle attente des Gabonais », laisse-t-il tomber, en agitant un document sur les statistiques d'abonnement.

Morgan Juteau a en tout cas toutes les raisons d'afficher sa confiance. Sur le marché librevillois, Digital TV propose à ses clients des prix défiant toute concurrence. Tenez, par exemple, elle offre gratuitement en clair à ses abonnés toutes les chaînes nationales (RTG1, RTG2, Télé Africa, RTN, etc.). Le bouquet de base obligatoire, appelé « Bouquet Mbolo Basic » comprend toutes les chaînes nationales africaines (pas moins de vingt-cinq télévisions francophones et anglophones) et ne coûte que 2 500 FCFA ! Le coût des autres bouquets, au choix, ne dépasse pas 2 500 FCFA. A ce titre, la société propose des bouquets « Musique », « Cinéma », « Sports » (notamment Sport+ et Eurosport), « Information/Généraliste » et, enfin, « Jeunesse/Découverte ». Soit près d'une cinquantaine de chaînes TV. C'est dire si la formule est largement à la portée de toutes les couches sociales, auxquelles elle s'adresse en priorité. « Il ne faut plus limiter l'accès aux grandes télévisions, aux grandes émissions, à la découverte du monde et à la connaissance,

en un mot à la culture aux seuls privilégiés africains », indique-t-il.

Un pari sur l'avenir

« Grâce à la télévision numérique terrestre (TNT), explique le directeur exécutif, c'est pratiquement la révolution des médias qui s'opère chez nous. » En effet, cette nouvelle technologie de réception et de diffusion des images par satellite en matière télévisuelle offre de nombreux avantages. D'abord, en ce début de XXI^e siècle de globalisation, l'Afrique se doit d'être au rendez-vous de l'économie, de la technologie, du culturel et même de la politique à l'échelle du monde. Depuis vingt ans, le monde francophone africain est résolument installé dans le multipartisme et la démocratie intégrale. Elle a donc besoin d'être informée sur la marche de l'humanité. Elle ne voudrait pas occuper la dernière place, c'est-à-dire rester à l'arrière-plan du mouvement général. Des arguments qui recommandent aux gouvernants du continent de suivre la marche. Les motivations des dirigeants de la Société Digital TV cadrent donc parfaitement avec ce choix de la télécommunication pour l'avenir. Aussi a-t-elle pris conscience de l'enjeu du moment et relever le défi sur

une mise en orbite du continent pour rattraper le retard pris sur les autres pays de notre planète. Pour Morgan Juteau, c'est un challenge à relever pour sa société, décidée à apporter à son principal partenaire, l'Etat gabonais – à travers le ministère de la Communication et des Technologies de l'Information – son expertise dans ce domaine par le réseau TNT. Lequel réseau va lui faciliter de nombreuses améliorations dans sa mission. Ainsi, l'Etat pourra mieux maîtriser, à travers la comptabilité internationale (standard IUT), tous les décodeurs TNT fabriqués dans le monde et présents dans les nouveaux téléviseurs susceptibles de recevoir le signal de la TNT gabonaise. Puis il sera à même de vérifier si la qualité numérique de la diffusion permet une valorisation des contenus, en particulier des chaînes gabonaises. La TNT représente un outil de diffusion numérique accessible à tous ; Morgan Juteau invite donc tous les créateurs de contenus gabonais à contacter Digital TV. Ensuite, il s'agit de voir comment le réseau TNT – qui doit permettre la libération des fréquences UHF – va entraîner, explique-t-il avec force et détails, l'arrivée de nouveaux opérateurs des télécommunications,

de nouvelles technologies et de nouveaux services. Le directeur exécutif de TNT Africa conclut en précisant que l'harmonisation de l'espace urbain (réduction du nombre de pylônes et des champs d'antennes) et une diminution de la pollution visuelle sont autant de réponses à la dynamique nationale d'innovations technologiques souhaitée par les autorités politiques de chaque pays. Autrement dit, la société Digital est complètement en phase avec les préoccupations du Gouvernement.

Vers des zones de réception étendues

Il ajoute une autre raison d'opter pour cette nouvelle technologie. Celle notamment d'être en phase avec les dernières recommandations de l'Union internationale des télécommunications (UIT) dont le Gabon est membre à part entière, et qui a programmé pour 2015 la fin de la diffusion analogique terrestre. Or, à ce jour, seuls trois pays africains (l'Afrique du Sud, le Kenya et le Maroc) sont en cours de migration vers la TNT. Mais, le Gabon, grâce à l'expertise de Digital TV, est le quatrième pays en Afrique à se doter d'un réseau TNT et le premier en Afrique centrale. En bon manager soucieux d'élargir son horizon, il se fait convaincre en présentant les avantages qu'offre l'abonnement à son système. Sans sourire, il estime que c'est la population de Libreville et de ses environs qui tirera grand profit du réseau TNT. D'abord, la première cible, les couches populaires, notamment les foyers raccordés avec une simple an-

tenne « râteau ». Il ne se trompe guère car du point statistique ceux-ci représentent dans les villes africaines plus de 90% de la population urbaine. Excellente cible, donc, pour recevoir les bouquets de chaînes publiques ou privées, nationales ou internationales, payantes ou gratuites. Second avantage, le procédé de la TNT permet surtout de capter toutes ces chaînes avec un son stéréo et une image de qualité numérique.

Enfin, Morgan Juteau ne voudrait s'arrêter en si bon chemin. Des idées, il en a plein la tête. De quelques milliers d'abonnés recensés en quelques mois, il aimerait bien que TNT Africa soit un des leaders sinon le seul dans le paysage audiovisuel gabonais. Premier objectif, étendre la couverture de la réception des produits sur un rayon de 60 kilomètres (au-delà du périmètre urbain de la ville de Libreville en arrosant les localités de Ntoum où s'établiront le nouvel aéroport international de Libreville et un grand poste de contrôle de gendarmerie, ainsi qu'un autre destiné à la brigade de Chasse et de l'Environnement) et éventuellement Cocobeach, ville stratégique frontalière avec la République de Guinée équatoriale située au nord-ouest. Mais Digital TV ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Forte du succès qu'elle

remporte sur le terrain, elle s'installera à Port-Gentil, capitale économique, en juillet 2010, et à Franceville capitale minière au sud-est. « Les solutions techniques indispensables à notre expansion ont déjà été arrêtées. » Enfin, m'attirant vers lui, il me lance en guise de confiance : « Notre ambition est de s'implanter dans d'autres pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. L'Afrique poursuit-il, a aussi ses leaders. Et nous ne laisserons plus le terrain libre aux autres, notamment à ceux du Nord pour s'imposer aussi facilement qu'auparavant. Ce temps est désormais révolu. L'Afrique a des compétences capables de rivaliser aussi bien avec les Américains, les Asiatiques et les Sud-Américains. » A bon entendeur, salut. Les concurrents ont intérêt à bien chausser leurs gants car la guerre des télévisions sur le continent s'annonce particulièrement rude et... impitoyable.

Contact : Digital TV S.A., siège social : Descente de Louis, BP 7331, Libreville. Morgan Juteau (directeur exécutif TNT Africa), tél. : (241) 07.34.42.63 / 06 66 36 66. Mail : morgan@juteau.fr

LOUIS DE DRAVO ONDENT

Economie Gabon
Le périodique des dirigeants et leaders d'opinion

Inscrivez-vous à la newsletter gratuite en consultant notre site

www.economie-gabon.com

Comment tirer des financements au Gabon pour développer et créer son entreprise ?

DU 15 AVRIL AU 11 JUILLET 2010

POUR LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA, NOS EXPERTS S'INVITENT CHEZ VOUS.

TOUS LES MATCHS SUR CANAL+ ET +SPORT

KIT MATERIEL A 49 900 FCFA

VIDEO PALACE (Centre-ville) DISCOVERY (Esplanade Majestic) Infoline : 76 20 16 06 76 11 51/52/53

L'immobilier au Gabon

Cerner ce sujet demande que l'on puisse répondre à deux problèmes conséquents : celui du déficit en termes de logements et celui du Code des investissements immobiliers.



Les programmes de construction doivent être développés pour résoudre le problème du déficit de logements, mais sur la base d'études préalables.

La question du déficit de logements ne saurait être résolue sans un encadrement physique réel des problèmes concernant l'habitat ; toute tentative de réponse par des programmes de construction anarchique serait vouée à l'échec : le logement est un produit de première nécessité et son caractère de produit lui impose une étude de marché chaque fois qu'il doit se développer pour une couche de population déterminée. Trop de promoteurs locaux ont oublié cette définition en amont du « produit logement », préalable à toute démarche de construction. Quant au second problème, il s'avère désormais impératif que le secteur public, au sein d'une commission interministérielle, se concerte avec le secteur privé afin de mettre en place un cadre suffisamment précis, efficace, mais désormais souple qui permette de réglementer et diriger les investissements immobiliers. Cette dernière réglementation aurait comme objectif de faciliter les correspondances entre secteur public et investisseurs privés.

Définir un mode d'urbanisation

Dans un premier temps, que pouvons-nous constater en termes de déficit de logements sociaux ? M. Adrien Nkoghé Essingone, ministre de l'Habitat, du Cadastre et de l'Urbanisme soulignait en 1991 qu'il faudrait environ quinze ans – avec la création de 8 000 logements par

an – pour rétablir une situation normale dans le domaine du logement. D'autres sources, plus optimistes, parlaient de 3 000 par an pour combler le retard. Dans les deux cas de figure, l'effort nécessaire semblait colossal. Aujourd'hui, soit dix-neuf ans plus tard, on parle d'un retard de 160 000 logements. En effet, pas un seul programme immobilier d'envergure n'a pu voir le jour au Gabon malgré les nombreuses tentatives émanant de Français, Canadiens, Américains, Chinois, Espagnols, Italiens, etc. D'autre part, il serait hasardeux de penser qu'un tel problème pourrait se résoudre en connectant financement, terrain et constructeur. De nombreux exemples sont là pour signaler l'incidence du choix du terrain à bâtir et du prix au mètre carré dans le succès d'une réalisation immobilière.

Une procédure d'étude d'urbanisme s'impose : il est en effet difficile de penser que Libreville s'étende de manière tentaculaire au gré des années, surtout si ce développement n'est pas contrôlé. Nous assisterions à une « banlieusardisation » dont les effets pervers sont stigmatisés dans les pays occidentaux. Il va donc être important, dans un terme très proche, de définir un mode d'urbanisation de Libreville et des autres villes du pays afin de prévenir tout développement anarchique du logement qui accentuerait la dégradation du climat social entre le centre et sa

périphérie.

Libreville, en particulier, doit faire appel à ses experts afin de se doter d'un SPU (Schéma préliminaire d'urbanisme) collégialement adopté par les institutions publiques et para-publiques concernées par le problème de l'habitat. Un SPU aurait déjà permis de déterminer s'il était préférable de faire de l'urbanisme intégré ou périphérique. Des facteurs comme les transports et les salaires mettent en évidence qu'il est difficilement concevable de construire du logement social à la périphérie s'il n'existe aucun autre moyen de transport que le taxi. Il en va de même pour la viabilisation. Si l'on peut concevoir la création de logements à la périphérie où le coût du terrain est relativement faible, la mise en valeur des terrains et la viabilité sont, elles, excessives.

Un impact économique certain

L'urbanisation intégrée a aussi pour avantage de ne pas créer de zones de ségrégation sociale entre les couches de population active dont les fourchettes de salaires sont comprises entre 150 000 et 300 000 francs d'une part, et 300 000 francs et 600 000 francs d'autre part. Il semble, aujourd'hui qu'il y ait une véritable volonté politique de création de logements. Mais des règles doivent être instruites afin que le circuit financement, administration, construction, accession

soit enfin limpide et produise les effets escomptés d'une réglementation des investissements dans le domaine de l'immobilier.

Le produit logement demande aussi une définition propre au Gabon. Car s'il existe une politique du logement au niveau de l'Udeac, cela ne signifie pas pour autant qu'elle soit la meilleure pour le Gabon, si l'on se réfère à la disparité des PNB/habitant au sein de l'Union. Cette définition nous semble impérative pour déterminer ce qu'est le logement social, celui de moyen standing et celui de grand standing, en termes de coûts et de normes qualitatives en se référant au PNB/habitant gabonais. Une harmonisation pourra alors se faire ultérieurement au niveau de l'Union, mais elle ne pourra s'établir que si elle n'est pas une entrave à la politique du logement sur le plan national.

Le thème du logement induit, d'autre part, d'autres facteurs positifs. En effet, si l'on s'en tient à une juste politique de redressement du déficit en logements, le Gabon devrait logiquement enregistrer une forte poussée de l'emploi. La fonction immobilière, dans un très large spectre, pourvoit à la santé de l'emploi, ainsi qu'à la croissance et au maintien des ressources financières des industries et des institutions qui s'y rattachent : banque, société de gestion, de construction, d'aménagement intérieur, etc. Autre facteur de poids : le mieux-être social. Il est notable, au Gabon d'aujourd'hui, qu'un individu ne se satisfait plus d'un logement, mais souhaite « son » logement. Ce sentiment de propriété est développé par le besoin de se retrouver socialement dans quelque chose de stable, de rassurant, à son image. Cela est flagrant lorsque l'on compare le climat social des quartiers où l'urbanisation est anarchique, les normes sanitaires négligées et la promiscuité rendant impossible toute intimité, au calme des quartiers résidentiels. C'est une évidence. Elle a son intérêt lorsqu'un tel climat est reproductible dans un programme de logements sociaux dans le cadre de ZAC (Zone d'aménagement concertée).

D'autre part, la poussée démographique (3% de progression annuelle) doit laisser entrevoir que c'est aujourd'hui que doivent se résoudre les problèmes de logements, en termes quantitatifs et qualitatifs. En définitive, si le Gabon se lançait un défi dans le domaine immobilier, ce serait certainement celui de construire au moins 10 000 logements en deux ans, dont le coût d'acquisition pour l'accédant ne dépasserait pas 18 000 000 FCFA, pour une villa avec trois chambres, décente et solide, dans une zone parfaitement viabilisée et urbanisée. Ceci tout en proposant des formules de crédit à long terme et à taux bonifiés. L'objectif étant de résorber l'habitat insalubre, où vivent 70% des habitants de Libreville.

PHILIPPE CHANDEZON
Expert immobilier et foncier
Près la Cour d'appel de
Libreville. Directeur de BICP



**VENTE GESTION
LOCATION**



www.agencesn1.com



VENTE DE BIENS EN FRANCE



Montagne Sainte
B.P. 144
Libreville
Gabon

Tél. : (241) 74 51 51 51 / 77 41 55 / 74 58 00
05 24 51 51 / 06 78 51 51 / 07 64 51 51
Fax : 72 47 64
e-mail : agencen1_gabon@yahoo.fr

Le MBA, un passeport pour gravir les échelons

De plus en plus de cadres d'entreprise allient travail et études. Objectif, booster leur carrière. Et la voie royale pour le faire est sans conteste le MBA. Découverte d'un diplôme qui fait rêver.



Le MBA est un accélérateur de carrière dont le contenu est une revue détaillée de différentes compétences managériales.



Le Masters of Business Administration (MBA), véritable accélérateur de carrière, n'est pas ouvert à tous. C'est un diplôme généraliste de management destiné à des cadres ou à personnes de niveau bac +4 ou +5 qui exercent déjà un métier avec en prime une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. Exit donc – normalement – les étudiants sortant fraîchement de l'université et en quête d'une formation complémentaire pour maximiser leurs chances de recrutement. Une formation initiale en gestion ou autres domaines en rapport avec la finance est un atout, mais n'est en aucun cas indispensable. Les médecins, littéraires, géographes... n'ont quant à eux pas de souci à se faire. Une bonne dose de motivation leur sera néanmoins utile pour suivre les cours de remise à niveau. Parce que le programme MBA est par essence un condensé de finance, de comptabilité, de droit, de fiscalité, de ressources humaines, de langues et de gestion. En somme, une revue détaillée des compétences managériales. Pourquoi faire un MBA ? Où faire son MBA ? Bon à savoir avant de se lancer.

Pourquoi faire un MBA ?

Chacun y va de son inspiration, ce qui rend difficile l'établissement d'une liste complète des motivations pour suivre un MBA. Mais le charme du MBA réside incontestablement dans son statut international. Les cours se font pour la plupart en anglais et intègrent les règles de gestion universelle. Ce qui permet d'avoir une vision réelle de la conduite des affaires. Avec le sésame en poche, le cadre rentre ainsi dans un réseau international, prêt pour tous les challenges. Un atout fort apprécié par les recruteurs qui connaissent la valeur des diplômes estampillés de ces trois lettres d'or. Au sein de l'entreprise employeuse, le détenteur du MBA met toutes les chances de son côté pour gravir les échelons et atteindre les objectifs fixés en se formant. Envie de réorienter une carrière un peu morose et de briser le carcan de la formation initiale ? Le MBA vous ouvre également des portes à la mesure de vos ambitions. Avec en prime une hausse du salaire, parce que le MBA permet de gravir plus rapidement les échelons au sein d'une entreprise et d'atteindre des postes à responsabilités. Pour ceux qui rêvent de créer leur propre entreprise, acquérir les compétences managériales les plus modernes proposées par les programmes MBA sont un atout indéniable, voire incontournable. Le tout est de faire le bon choix.

Où faire son MBA ?

Si décider de faire un MBA n'est pas chose aisée, choisir le type de MBA l'est encore moins. En cause, la floraison de MBA aux quatre coins du monde. Presque toutes les universités et grandes écoles s'essaient à former des cadres d'élite, mais le contenu des programmes n'est pas toujours au rendez-vous de la qualité. Les recruteurs ne sont pas dupes. La renommée de l'école est importante. Mais au-delà, il faut traquer les labels de qualité comme Equis (label européen créé en 1997), Aacsb (label américain institué en 1916) et Amba (label britannique accréditant les seuls programmes MBA). De bons indicateurs pour jauger le sérieux

des différents MBA. Les classements des journaux économiques comme le *Financial Times* (voir encadré ci-contre) ou le *Business Week* servent aussi à séparer le bon grain de l'ivraie en ce qui concerne le prestige des écoles. Les critères de classement sont entre autres la progression de salaire et de carrière, le nombre d'enseignants et d'étudiants étrangers et l'insertion professionnelle des participants. En règle générale, les universités américaines comme l'Université de Pennsylvanie, Harvard Business et l'Université de Standord tiennent le haut du pavé, suivies de très près – souvent supplantées – par les européennes qui leur tiennent la dragée haute. Au nombre de celles-ci, la London Business School (Royaume-Uni), Insead (France), IE Business School (Espagne). Il y a aussi les pays émergents comme la Chine et l'Inde qui font leurs preuves. Et le coût de la formation dans tout ça ? Les prix ne sont pas uniformes. Chaque pays et chaque école ont leurs réalités. En moyenne, prévoir entre 10 000 et 40 000 euros par an. A titre d'exemple, en France, la fourchette varie de 17 000 euros à 45 000 euros (Insead) par an. Aux Etats-Unis, les prix peuvent s'envoler jusqu'à 150 000 dollars pour les MBA de prestige.

Le classement 2010 multicritères du Financial Times :

1. London Business School (Royaume-Uni)
2. Université de Pennsylvanie (USA)
3. Harvard Business School (USA)
4. Université de Stanford (USA)
5. Insead (France/Singapour)
6. Columbia Business School (USA)
7. IE Business School (Espagne)
8. MIT Sloan School of Management (USA)
9. Hong-Kong UST Business School (Chine)
10. Université de Chicago (USA)
11. Iese Business School (Espagne)
12. Indian School of Business (Inde)
13. Dartmouth College (USA)
14. Université de New York (USA)
15. IMD (Suisse)
16. Université d'Oxford (Royaume-Uni)
17. Yale School of Management (USA)
18. HEC Paris (France)
19. Esade Business School (Espagne)
20. Duke University: Fuqua (USA)

MBA à distance

Méthode britannique qui connaît une popularité croissante. Il est possible de suivre le contenu d'un programme MBA avec les moyens de communication moderne. Un système répandu aux Etats-Unis.

Les MBA spécialisés

Ils sont dédiés à un secteur d'activité ou à un métier précis. Les élèves sont des cadres de tous les âges et de tous les pays ayant une expérience dans le secteur concerné.

week-end. Cette formule s'adresse aux étudiants salariés. 30 % des programmes de MBA sont des part time. La plupart d'entre eux durent deux ou trois ans, ils proposent les mêmes cours fondamentaux que les autres.

L'executive MBA

Il s'adresse essentiellement aux personnes ayant un minimum de cinq années d'expérience professionnelle. Les programmes de l'executive MBA sont plus courts que les autres. Leur but est de permettre aux cadres d'actualiser leurs connaissances des outils de management.

Lexique

Le full time MBA

C'est le MBA classique qui associe cours théoriques et enseignements pratiques. A noter qu'il existe deux sortes de MBA full time : le MBA à plein-temps en deux ans, à la mode américaine, et le MBA à temps plein correspondant au format européen habituel, à savoir entre dix et 16 mois.

Le part-time MBA

Là, les cours sont en règle générale dispensés le soir et le

Gabon Economie +

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION. POUR ÉTOFFER NOTRE ÉQUIPE NOUS RECRUTONS :

Des journalistes

Libreville et Paris • CDI • H/F

Votre mission est de publier le périodique et d'enrichir le site et la newsletter en contenus éditoriaux : textes, photos et, à moyen terme, sons, vidéos.

Au-delà de vos compétences rédactionnelles, vous maîtrisez les outils informatiques adaptés à l'environnement Web. Vous êtes parfaitement autonome sur les aspects de mise en ligne. Vos qualités personnelles, esprit d'analyse, de synthèse, polyvalence et réactivité sont également importantes.

Profil recherché :

Vous avez une formation bac +3 minimum, formation généraliste en économie, idéalement une école de journalisme. Les postes à pourvoir sont implantés à Libreville et Paris.

Envoyer CV + lettre de motivation à Jean-Pierre Pont, Economie Gabon + • BP 4562 Libreville (jeanpierrepont@gmail.com)

economie-gabon.com

Gabon Economie +

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION. POUR ÉTOFFER NOTRE ÉQUIPE NOUS RECRUTONS :

Un Directeur Commercial

Libreville • CDI • H/F

Vous aurez pour mission de développer le chiffre d'affaires par numéro en ayant une action de vente ainsi que de suivi de l'équipe commerciale. Vous proposerez un plan d'action suivant les cibles clients définies par la direction.

Profil recherché :

Vous avez une formation bac +3 minimum (force de vente, communication, commerce), vous avez le permis B (indispensable) et un véhicule. Nous recherchons une personne d'expérience, 5 ans à un poste similaire (vente d'espaces publicitaires presse et encadrement de commerciaux) avec des compétences : animation d'équipes, de prospection, de négociation et de vente. La connaissance de l'environnement informatique et la maîtrise de Word-Excel est essentielle.

Envoyer CV + lettre de motivation à Philippe Chandezon, Economie Gabon + • BP 4562 Libreville (pchandezon@yahoo.fr)

economie-gabon.com

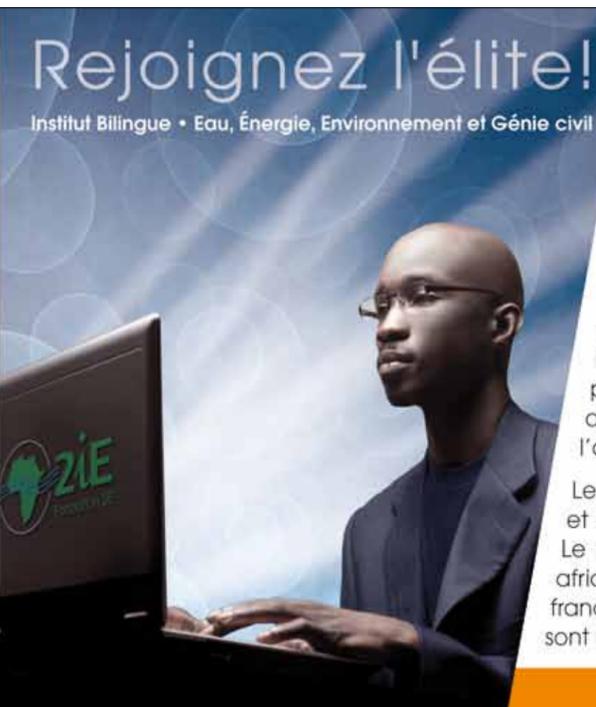


POUR PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI DANS NOTRE JOURNAL, VOUS POUVEZ CONTACTER

Estelle Akouma - Directrice de la publication
akoumaestelle@yahoo.fr



economie-gabon.com



Rejoignez l'élite!

Institut Bilingue • Eau, Énergie, Environnement et Génie civil

Le 2iE, Institut Bilingue français - anglais, un pôle d'excellence à Ouagadougou.

L'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, 2iE, offre de nombreuses opportunités de formations supérieures diplômantes conformes au **standard international** (Bachelor/Master/Doctorat) dans les domaines de l'Eau, de l'Énergie, de l'Environnement et du Génie Civil.

Le 2iE dispose d'une **plateforme scientifique de 110 hectares** équipée de matériels pédagogiques et scientifiques de pointe, des **enseignants chercheurs professionnels** et des **professeurs associés** issus de plus de 20 pays du Sud et du Nord. Il a développé des partenariats avec de grandes entreprises qui lui permettent d'assurer un **emploi à 90% des étudiants** dans les six mois qui suivent l'obtention de leur diplôme.

Le 2iE est **Centre d'excellence de l'UEMOA**, de la **CEDEAO** et du **NEPAD** et est **membre associé à la Conférence des Grandes Ecoles (France)**. Le 2iE est le seul établissement de formation supérieure du continent africain accrédité en Europe via le label **EUR - ACE** de la Commission française des Titres d'Ingénieur (CTI). Les diplômes délivrés à l'institut sont reconnus dans l'ensemble de l'espace européen.

Inscription en ligne www.2ie-edu.org



Pour un avenir professionnel brillant
Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement



Séjour dans l'Union européenne : transit temporaire ou location de véhicule ?

A moins d'apprécier particulièrement le charme des transports en commun dans les grandes villes européennes ou celui de leurs chauffeurs de taxi, l'utilisation d'un véhicule peut vite se révéler indispensable. A cet effet deux solutions s'offrent à vous. Tout d'abord l'achat sous une forme qui présente d'indéniables avantages fiscaux et douaniers : sous l'expression transit temporaire (TT) se cache la possibilité d'être exonéré des droits de douane et de la TVA lors de l'achat d'un véhicule neuf, pour les personnes résidents hors de l'Union européenne. Condition *sine qua non* pour bénéficier de cet avantage : la voiture ne doit pas passer plus de six mois sur le territoire du pays hôte (jusqu'à un an pour les étudiants). Pour profiter de cette disposition fiscale, il vous suffit de déposer une demande d'admission au bénéfice du régime TT après l'achat du véhicule auprès de votre bureau de douane, muni des justificatifs nécessaires (voir encadré page ci-contre). L'administration douanière vous fournira alors un document vous permettant de faire immatriculer votre voiture en TT (plaque avec caractères blancs sur fond rouge comportant la date limite de validité du régime).

Des spécialistes du transit temporaire

Autre solution, vous pouvez faire appel aux branches spécialisées dans le transit temporaire des grands constructeurs. Renault Eurodrive, Citroën Euro Pass, et Peugeot Open Europe vous proposent un système d'achat/rachat, garantissant une reprise du véhicule lors de votre départ, et s'occupent de toutes les démarches administratives. Ces offres incluent généralement un kilométrage illimité, ainsi qu'une assurance tout risque sans franchise et une assistance 24 h/24 et 7 j/7... le rêve ! Une sorte de location à durée déterminée, à des tarifs très compétitifs, et la possibilité de choisir votre modèle. Motorisation, finition, couleur... vous décidez de tout, et depuis n'importe quel lieu ! En effet, vous pouvez obtenir un devis complet, via Internet, sur les sites des constructeurs. Pour les plus sceptiques, sachez que les fabricants y trouvent largement leur compte. Car la voiture quasi-neuve qu'ils récupèrent lors de votre départ devient une star sur le marché de l'occasion, tout comme les voitures de direction. Kilométrage faible, premières mains, ces voitures immatriculées TT sont décidément de bonnes affaires... Si ces offres font des heureux, elles constituent un pavé dans la mare des loueurs de voitures. D'abord parce qu'à quelques exceptions près, les tarifs proposés par les grands loueurs sont supérieurs, ensuite parce que ces derniers ne peuvent rivaliser avec l'étendue de choix proposés par les constructeurs. En effet, les loueurs ne sont généralement

Pour leurs déplacements, les personnes qui résident en dehors de l'Union européenne et qui viennent y séjourner temporairement ont le choix entre la location d'un véhicule et l'achat sous le régime de l'admission temporaire (TT). Passage en revue des avantages de ces deux solutions.



Renault fait partie des grandes marques qui disposent de branches spécialisées dans le transit temporaire.

pas en mesure de vous proposer un modèle en particulier mais seulement une catégorie (compact, éco, familiale...).

Quand les loueurs s'adaptent...

Certaines grandes enseignes de location ont pourtant décidé d'adapter leurs offres. C'est le cas des grandes enseignes que sont Hertz, Avis et Europcar qui tentent clairement de réagir en vous proposant des offres équivalentes au système d'achat/rachat. A partir de trois jours de location, vous bénéficiez des mêmes avantages qu'avec une formule TT, à savoir le kilométrage illimité, l'annulation de la surcharge aéroport et une assurance tout risque sans franchise (à partir de quatorze jours). Ainsi qu'une assistance médicale et technique. (Ces avantages peuvent sensiblement varier d'un prestataire à un autre). Une différence majeure toutefois : le contrat dure au maximum quatre-vingt-dix jours, contre cent quatre-vingt pour l'acquisition d'un véhicule en transit temporaire. Les conditions de location, évidemment plus strictes que pour un achat, sont les suivantes :

être âgé de 21 ans être et être titulaire du permis depuis douze mois. Notez tout de même que les conducteurs ayant passé la conduite accompagnée bénéficient d'une dérogation chez certains loueurs, leur permettant d'emprunter un véhicule dès leur majorité s'ils sont titulaires du permis depuis un jour franc. Et qu'un supplément jeune conducteur est souvent exigé pour les moins de 25 ans. D'autres entreprises se sont logiquement attaquées à ce marché. C'est le cas de TTCAR, spécialiste de la vente de véhicules hors taxe. Mandataires des divisions TT des constructeurs automobiles et réservée aux non-résidents, la société peut proposer des tarifs compétitifs grâce à sa collaboration avec les loueurs internationaux. Une sorte d'intermédiaire entre vous et le prestataire chargé de vous obtenir un bon prix.

Internet pour se renseigner

Que vous choisissiez d'opter pour l'une ou l'autre formule, vous pourrez tout organiser depuis chez vous, via Internet. Et profiter de

vos véhicules dès votre sortie de l'avion... pratique ! L'autre avantage incontestable offert par le Web est la possibilité de comparer les prix en quelques clics, et choisir la formule la plus adaptée à vos besoins. Par exemple, les constructeurs automobiles font appel à des mandataires pour leurs ventes en transit temporaire. Ainsi, les prix peuvent varier selon votre pays de résidence et le moment de l'achat. Enfin, sachez qu'il vous est possible, une fois l'expiration de votre régime TT ou lors du retour, de ramener le véhicule acheté hors taxe. Si vous ne payez pas de taxes lors de la sortie du véhicule, les biens destinés à l'export étant exonérés de TVA, méfiez-vous des conditions d'import dans votre pays de résidence. En effet, certains Etats ont érigé des barrières douanières susceptibles au mieux d'annuler le bénéfice de votre immatriculation en TT dans le pays hôte, au pire de vous coûter un peu plus d'argent ! La location et le système d'achat/rachat sont alors nettement plus appropriés.

Le transit temporaire

Le régime de l'admission temporaire (TT) est une disposition douanière et fiscale particulièrement intéressante qui permet d'acquérir un véhicule neuf exonéré des droits de douanes et de la TVA.

Les conditions

Cette disposition concerne les véhicules de tourisme ainsi que les camping-cars, caravanes, deux-roues... Une des condi-

tions pour en bénéficier est de ne pas séjourner sur le territoire pendant plus de six mois et d'être le conducteur du véhicule (le conjoint, concubin ou les ascendants

peuvent eux aussi conduire sous réserve qu'ils remplissent eux aussi les critères).

Les démarches à effectuer avant l'achat

Il suffit de solliciter le bureau de douane le plus proche pour la délivrance d'un document de type « 846B ». Celui-ci permettra à la préfecture d'établir une immatriculation spécifique du véhicule en « TT ». Sinon, pour éviter la paperasserie, vous pouvez préférer la formule d'achat-rachat en TT : tous les grands constructeurs français possèdent des contrats type incluant assurance tout risque (sans franchise),

kilométrage illimité, dépannage sans oublier la reprise du véhicule.

A savoir sur le TT

Il est important de bien conserver vos justificatifs sur vous en cas de contrôle. Par ailleurs, il est possible de prolonger le délai de séjour suite aux conséquences d'un événement imprévisible et inévitable empêchant le bénéficiaire d'exporter son véhicule à l'expiration du régime. Ceci est exceptionnel. Une autorisation de prolongation est délivrée au bénéficiaire par les services ayant octroyé le bénéfice du régime.

Les conditions d'accès au régime du transit temporaire

1/ BÉNÉFICIAIRES À TITRE COURANT

Pour les touristes et expatriés hors UE séjournant en France :

- Résider en dehors de l'Union européenne
 - Séjourner moins de six mois dans l'Union européenne
 - Ne pas exercer d'activité lucrative pendant le séjour.
- Justificatifs à fournir :** pièce d'identité, documents d'identité établissant votre qualité de résident tiers, justificatif de domicile, certificat de résidence.
- Durée du régime :** six mois non renouvelables.

2/ BÉNÉFICIAIRES À TITRE DÉROGATOIRE

Pour les personnes de retour sur le territoire français mais en attente d'une réaffectation hors UE :

- Etre réaffecté hors de l'Union européenne dans les six

mois à compter du retour en France.

- Ne pas exercer d'activité lucrative pendant le séjour.

Justificatifs à fournir : carte d'identité, n'importe quel document officiel prouvant l'attente d'une nouvelle affectation

Durée du régime : six mois non renouvelables.

Pour les résidents de l'Union européenne en cours d'expatriation imminente, hors UE :

- Etre résident de l'UE et être sur le point de transférer sa résidence dans un pays tiers _ Ne pas exercer d'activité lucrative pendant le séjour
- Justificatifs à fournir :** pièce d'identité, justificatif de résidence, justificatif du changement de résidence.
- Durée du régime :** trois mois non renouvelables.

Pour les étudiants au sein de l'Union européenne dont la résidence normale se situe hors des frontières de l'UE

- Ne pas être résident de l'Union européenne.
 - Ne pas exercer d'activité lucrative durant le séjour.
- Justificatifs à fournir :** certificat de résidence, carte d'étudiant ou certificat de scolarité prouvant l'inscription dans

une université pour l'année en cours.

Durée du régime : douze mois non renouvelables.

Pour les missionnaires et stagiaires au sein de l'Union européenne ayant leur résidence normale en dehors des frontières de l'UE

- Ne pas être résident de l'Union européenne.

Justificatifs à fournir : attestation de votre stage ou de votre mission.

Durée du régime : accordé pour la durée du stage ou de la mission sans excéder douze mois non renouvelables.

Pour les journalistes

- Etre accrédité auprès du gouvernement français.

Justificatifs à fournir : carte de presse ainsi qu'une carte d'accréditation délivrée par le ministère des Affaires étrangères

Durée du régime : accordé pour la durée de la présence en France, accordé par périodes de douze mois renouvelables.

(Source : www.douane.gouv.fr)

La location de véhicule

Plus économique que le taxi, le recours à la location peut constituer une solution adaptée à vos besoins !

Conditions de location

L'âge minimum requis est de 21 ans et varie selon la gamme du véhicule. Le conducteur doit détenir un permis de conduire national depuis au moins un an, cependant un permis européen est prévu dès 2012 pour les habitants des Etats membres. Vous devez présenter celui du pays d'origine accompagné d'un permis international.

Les prestataires

Les sociétés de location mettent une

voiture à votre disposition au départ de l'aéroport, gare ou centre-ville d'arrivée. Pour les enfants en bas âge, renseignez-vous auprès de l'agence afin de savoir si elle peut mettre à votre disposition des sièges adaptés. Même chose pour le GPS si vous êtes dans une ville inconnue. Enfin, réserver en ligne est le meilleur moyen pour bénéficier des offres les plus avantageuses ! Les prestataires proposent un choix de voitures parmi de nombreux

modèles pour une durée de location entre un et trente jours.

Les tarifs ne comprennent pas le carburant, la voiture est livrée avec le plein. Cependant vous devrez la rendre avec le plein d'essence ou payer un surplus pour le carburant consommé. Le contrat de location varie selon les prestataires, lisez attentivement les parties « entretien », « assurance » et « sécurité » car les réglementations en cas d'accident sont très strictes.



Adresses utiles

- **Société Auto Plus :** Libreville BP 3045. Tél. : 77 74 55. Cellulaire : 06 25 39 47/07 71 80 91. E-mail : jwwalker0607@hotmail.com
- **Location Gesparc :** Libreville BP.31, ZI Oloumi. Tél. : 76 81 81. Port-Gentil BP 541. Tél. : 55 02 40.
- **SPLV :** Libreville BP 7661, ZI Oloumi. Tél. : 74 58 45/ Fax. 76 58 46. E-mail : avis-splvgabon@cfao.com
- **AVIS-CFAO Motors :** Libreville BP 7661, ZI Oloumi. Tél. : 72 42 51. Port-Gentil : Tél. : 55 21 68 Fax : 55 23 49.
- **Europcar Gabon :** Port-Gentil BP 1381. Tél. : 55 15 44.
- **SPLV Europcar :** Libreville BP 7661. Tél. : 74 58 45. Port-Gentil BP 1381. Tél. : 56 15 44.
- **Hertz-Gabon Rent Car :** Libreville BP 391. Tél. : 73 20 11.
- **Lo Canto :** Libreville BP 2437. Tél. : 73 57 95.
- **ADA :** Libreville. BP 7918. Tél. : 76 79 26.
- **Calandre Location :** Libreville BP 6058. Tél. : 76 56 60. Fax. : 76 56 61.
- **GSA 241 :** Libreville BP 2961. ZI Oloumi. Tél. : 77 54 61.

Voyage d'affaires : Paris, une vocation internationale

Connue pour ses attraits touristiques, la capitale française est aussi un haut lieu pour les rendez-vous d'affaires, grâce notamment à la centaine de salons professionnels qui y sont organisés chaque année. Visa, transport, séjour sur place, voici quelques renseignements pratiques.



Outre ses attraits touristiques, Paris reste un haut lieu en termes de voyage d'affaires.

Paris FICHE SIGNALÉTIQUE

Superficie : 105 km²
Population : 2 193 000 hab.
Langue : français
Monnaie : euro (1 euro = 656 FCFA)
Fuseau horaire : Gmt + 2h
(28 mars au 31 octobre) / Gmt + 1h
(31 octobre au 27 mars)

La Défense, quartier des affaires par excellence

Premier quartier d'affaires européen, situé à l'ouest de la capitale, il regroupe en son sein près de 1 500 entreprises dont 6 des 50 premières mondiales. Il dispose en outre de 2 600 chambres d'hôtels, des centres commerciaux ainsi qu'un espace dédié aux conférences et aux expositions. Pour s'y rendre en métro, emprunter la ligne 1 et descendre à la station La-Défense ou Esplanade-de-la-Défense. Le RER A vous y mènera à partir du centre de Paris ainsi que 15 lignes de bus.

Paris est au cœur de la Région Ile-de-France qui est la première destination touristique mondiale, avec plus de 38 millions de visiteurs par an (dont 60% d'étrangers). Ce secteur d'activité représente à lui seul 250 000 emplois directs – dont 80% dans l'hôtellerie et la restauration –, pour un chiffre d'affaires de 35 milliards d'euros et 10% du PIB régional. Paris est une « petite » capitale (105 km²), découpée en vingt arrondissements, que l'on peut parcourir à pied du nord au sud en seulement deux heures. Toutefois, les infrastructures de transport ne manquent pas : un réseau de plus de 17 000 taxis, plus de 60 lignes de bus, 14 lignes de métro, 5 lignes de RER (Réseau Express Régional) desservant Paris et sa périphérie, 4 lignes de tramway...

Ville moderne et cosmopolite, elle abrite les sièges de l'Unesco, de l'OCDE, de la Chambre de commerce internationale et est connectée au reste de l'Europe à travers un maillage routier dense ainsi qu'un réseau ferroviaire extrêmement développé qui permet d'accéder facilement aux grandes capitales européennes : l'Eurostar relie Paris à Londres en 2h30 tandis que le Thalys permet de rejoindre

Amsterdam via Bruxelles en 3h15. Deux aéroports internationaux (Roissy-Charles-de-Gaulle au nord et Orly au sud) permettent de rejoindre les grandes villes mondiales. Au départ d'Orly, il est aussi possible de rejoindre les grandes villes françaises (Marseille, Bordeaux, Nice, Toulouse...) grâce à la « navette » Air France qui propose un vol toutes les heures pour ces destinations.

Du départ à l'arrivée

Dans le cadre de missions professionnelles, le Consulat général de France à Libreville, rue Ange-Mba, délivre des visas dits « professionnels ou pour affaires » aux ressortissants non européens qui ont besoin d'un visa pour entrer en France. Les demandeurs de visa sont invités à solliciter un rendez-vous en ligne pour effectuer les démarches nécessaires à sa délivrance. Les délais pour l'obtention d'un rendez-vous sont généralement de une à trois semaines selon les périodes hautes ou basses pour le grand public. Les services « visas professionnels » des chambres consulaires vous aideront dans la constitution de votre dossier et la demande de rendez-vous. La seule ligne directe Libreville-Paris

(11 416 km, 6h40 de vol) est proposée par Air France KLM avec des tarifs promotionnels à découvrir en ligne aussi bien en classe Premium Voyageur, en Affaires qu'en classe économique. Avec Gabon Airlines, vous pouvez aussi vous rendre directement à Paris ou à Marseille pour moins de 500 000 FCFA en classe économique (prix indicatif au 12 avril). La compagnie marocaine Royal Air Maroc propose également des vols via Casablanca en classe économique vers Paris à partir de 499 000 FCFA. Tout dépend des périodes hautes ou basses mais il vous est conseillé de consulter les sites Internet de ces compagnies.

Une fois à destination, les aéroports de Paris proposent un cadre parfait pour les voyageurs d'affaires : réservation de parking Premium, accueil dans des salons Icare, réception d'informations sur votre vol par SMS, réception Wifi pour 4,50 euros (2 950 FCFA) de l'heure, espaces de travail, location de véhicules à travers Avis, Budget, Hertz et Europcar et réservations d'hôtels.

A titre indicatif un voyage d'une semaine vous coûtera entre 2 000 000 FCFA et plus de 3 000 000 FCFA :

- Visa : 40 000 FCFA.
- Billet d'avion : à partir de 491 000 FCFA jusqu'à 2 017 200 FCFA.
- Location d'une voiture (selon catégorie et loueur) : de 190 000 F CFA à 315 000 FCFA.
- 6 nuits en hôtel 3 étoiles en demi-pension : de 500 000 FCFA à 650 000 FCFA.
- Autres dépenses (restauration et achats divers) : entre 200 000 FCFA et 800 000 FCFA.

Les cars Air France

Tél : 0 892 350 820.

Pour vous rendre aux aéroports Charles-de-Gaulle et Orly dans les meilleures conditions, vous pouvez utiliser les services des cars Air France, qui vous offrent confort, rapidité, vidéo, climatisation à bord ainsi qu'un bagagiste qui prend en charge vos valises à chaque arrêt ! Quatre lignes sont à votre disposition.

- Ligne 1 : Orly-Montparnasse-Invalide : 9 euros pour un aller simple et 14 euros pour un A/R.
- Ligne 2 : CDG-Porte Maillot-Etoile : 13 euros pour aller simple et 20 euros pour un A/R.
- Ligne 3 : Orly-CDG : 16 euros pour un aller simple.
- Ligne 4 : CDG-Gare de Lyon-Montparnasse : 14 euros pour un aller simple et 22 euros pour un A/R.
- Contact cars Air France : 0 892 350 820.
- Roissybus-Orlybus : 0 892 68 77 14.
- www.ratp.fr

Adresses utiles

- **Consulat général de France à Libreville :** rue Ange Mba. 1 BP 2161 Libreville. Tél. : (+241) 74 34 20/74 34 21. Fax : (+241) 72 55 87. E-mail : consulat@inet.ga
- **Consulat général de France, chancellerie détachée de Port-Gentil :** avenue Savorgnan-de-Brazza. BP 511 Port-Gentil. Tél. : (+2 41) 55 20 86/07 36 00 60. Fax : (+241) 55 34 09.
- **Ambassade du Gabon :** 26 bis, avenue Raphaël 75016 Paris. Tél. : 01 42 24 79 60 et 01 45 25 57 92 (Consulat). Fax. 01 42 24 62 42.
- **Gabontour :** 4, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 06 22 88 59 77. Fax : 01 47 26 67 16.
- **Association France-Gabon :** 185, av. Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01 42 56 20 12.
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) :** 27, av. de Friedland, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : +33 820 012 112.
- **Aéroports de Paris :** www.aeroportsdeparis.fr

LOCATION DE VOITURES

- **Avis :** un large choix de véhicules de location, du cabriolet à l'utilitaire, et un système de réservation rapide et efficace. Tél. : 0820 05 05 05. www.avis.fr
- **Europcar France :** un large choix de tarifs et de véhicules (économique, utilitaire, camping-car, prestige et même rétro). Tél. : 0825 358 358. Fax : 01 30 44 12 79. www.europcar.fr
- **Hertz :** Des réductions avec la carte Hertz ou celle d'un partenaire Hertz. Tél. : 0803 853 853. www.hertz.com

AGENCES DE VOYAGE

- **Expedia France :** le site français du n° 1 mondial du voyage en ligne. Un large choix de 500 compagnies aériennes, 14 000 hôtels, plus de 3 000 stations de prise en charge pour la location de voitures et la possibilité de réserver toute une série d'activités sur votre lieu de vacances. Tél. : 0 892 301 303. www.expedia.fr
- **GO Voyages :** 14, rue de Cléry, 75002 Paris. Tél. : 0 899 651 951 (billets) ; 851 (hôtels, week-ends et location de voitures) ; 650 242 (séjours/forfaits) ; 650 246 (séjours Best Go) ; 650 243 (location/Sky) ; 650 244 (croisières). www.govoyages.com
- **Opodo :** classé meilleur site de voyage par le banc d'essai challenge-qualité, l'Echo touristique 2004. Des conseillers voyages à votre écoute 7 jours sur 7. Tél. : 0892 23 06 82. www.opodo.fr
- **Vivacances :** agence de voyages en ligne créée en 2002. Tél. : 0 892 239 239 (vols) ; 0 892 236 436 (séjours et circuits) ; 0 892 234 236 (locations, week-ends, croisières...). www.vivacances.fr
- **Maison de la France** (tourisme, loisirs, vacances) : www.franceguide.com

SECTEUR BANCAIRE

- **BGFI Bank International :** 10/12, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : (33) 1 45 62 62 70. Fax : (33) 1 45 62 62 72.
- **BICIG :** la carte Visa Affaires à des plafonds élevés pour les retraits en espèces et règlements des transactions par des terminaux de paiements électroniques.
- **UGB Attijariwafa Bank :** le Groupe est présent en Europe à travers deux structures complémentaires, Attijariwafa bank Europe et CBIP (Compagnie de banques internationales de Paris).
- **Attijariwafa Bank Europe (AWB) :** 6, rue Chaucat, 75009 Paris. Tél. : +33 1 53 75 75 02/ m.essekli@attijariwafa.net

- **CBIP :** 76, rue Curial, 75019 Paris. Tél. : +33 1 45 53 34. 60/mbessane@cbao.sn

FRET MARITIME

- **Getma Gabon** (consignation, manutention portuaire, transit maritime/aérien), bureau de liaison Paris : Getma International S.A. 66, rue Pierre Charon, 75008 Paris. Tél. : 01 53 83 83 83. Fax : 01 53 83 83. 62/63. Téléc. : 642909 F. E-mail : getma@getma.fr

FOIRES ET SALONS DE LA VILLE DE PARIS

- www.salons-online.com

COMPAGNIES AÉRIENNES INTERNATIONALES

- **Air France KLM :** nouvelle classe Premium Voyageur lancé le 9 mars 2010 sur la destination Paris/Libreville/Paris. Franchise bagage de la classe Affaires (2X32 kgs sur le Gabon). Quatre vols hebdomadaires au départ de la France et du Gabon.
- Agence commerciale de Libreville : Tél : 79 64 60/79 64 64. Fax : 79 64 32. Réservation centrale : Tél : 79 64 64. Aéroport : Tél : 73 20 88. Port-Gentil : Tél : 55 38 20/22. Fax : 56 00 96. E-mail Libreville : mail.cto.lbv@airfrance.fr ; Port-Gentil : mail.cto.pog@airfrance.fr

- **Royal Air Maroc :** 4 vols hebdomadaires Libreville-Casablanca d'avril à octobre. 3 vols hebdomadaires pendant la saison d'hiver. Centre Libreville (Hôtel Laico Okoume Palace) : Tél : 73 10 25. Fax : 73 44 51. (Plus d'informations sur : <http://www.royalairmaroc.com/Marchand/fr/home.jsp>)

- **Gabon Airlines :** Libreville-Paris et Libreville-Marseille ; Libreville – Port-Gentil. 3 vols hebdomadaires au départ de la France et du Gabon. Agence Aéroport : Tél : 44 31 55/56. Espace Affaires : 06 70 46 46/06 70 47 47. www.gabonairlines.com

Vols intérieurs sur Port-Gentil : à compter du vendredi 12 mars 2010, plusieurs vols par jours du lundi au dimanche avec des horaires étudiés pour une connexion facile sur la France (Paris et Marseille).

Libreville/Port-Gentil/Libreville : à partir de 164 300 Francs TTC.

- Port-Gentil/Paris et Port-Gentil/Marseille : à partir de 570 000 francs TTC A/R.
- Paris/Port-Gentil et Marseille/Port-Gentil : à partir de 800 euros TTC A/R. Escale assistée, enregistrement de bout en bout et même franchise bagages sur tout le trajet.
- Domestique Libreville-Port-Gentil : 20 kg en soute et 5 kg en cabine.
- International POG-Paris/Marseille : 60 kg en soute en première et affaires et 46 kg en classe économique. Aucun bagage en soute ne doit être supérieur à 32 kg. En cabine 10 kg.
- Tél. agence Port-Gentil : + 241 55 84 80/81 du lundi au vendredi : 8 h00 à 18h00. Samedi : 9h à 13h.

- **Lufthansa :** 5 vols vers Francfort. Agence Libreville au Méridien Re-Ndama : 07 07 09 77. www.lufthansa.com/online/portal/lh/fr

COMPAGNIES INTÉRIEURES

- **Air Service Gabon** (à la demande et sur devis, plusieurs lignes régulières), Libreville. Tél : 74 71 18/19. 72 11 43. Fax : 74 70 92. www.airservice.aéro
- **Nouvelles Air Affaires Gabon** (à la demande) : Libreville : Tél. 73 01 92 73 24 37. Fax : 73 49 98 73 08 80. www.sn2ag.com
- **Afrijet** (à la demande) : Zone aviation d'affaires de l'aéroport. Tél. 44 28 85. Fax. 44 28 86. E-mail : contact@afrijet.ga ; Internet : www.afrijet.ga

1 concessionnaire, 3 grandes marques

<p>QQ3 6 500 000 Fcfa TTC*</p>	<p>COWIN 9 700 000 Fcfa TTC*</p>
<p>QQ6 7 900 000 Fcfa TTC*</p>	<p>Tiggo 4x4 13 900 000 Fcfa TTC*</p>

Garantie 24 mois ou 60 000 km

GRANDTIGER

14 000 000 Fcfa TTC*

Garantie 12 mois ou 40 000 km

HFC 1030 K

14 000 000 Fcfa TTC*

Garantie 12 mois ou 40 000 km

15 000 000 Fcfa TTC*

Garantie 18 mois ou 40 000 km

HSC 3251 KR1 Benne

65 000 000 Fcfa TTC*

Garantie 12 mois ou 40 000 km

*à partir de - Photos non contractuelles.

Tiger Motors
Département de SHO Gabon
BP. 2147 Libreville - Tél. 04 11 97 95
Quartier Glass (à côté Restaurant Lokua)

لايكو Laico
OKOUME PALACE
LIBREVILLE



L'hospitalité

L'hospitalité est notre tradition. Bien vous accueillir, bien vous servir est notre crédo. Vous en garderez toujours le meilleur souvenir.

Laico, You will like it!

لايكو Laico
HOTELS & RESORTS

5, Boulevard de Nice, B.P. 2254, Libreville, Gabon
Tel. : +241 73 20 23 / +241 73 26 19 / +241 73 21 85
Fax : +241 73 16 29
okooumepalace@laco-hotels.com

Bamako • Bissau • Brazzaville • Djéba • Entebbe • Hammamet • Kigali • Libreville • Ouagadougou • Nairobi • Tunis

www.laico-okooumepalace.com



Retrouvez-nous sur notre site
www.economie-gabon.com



Le nouveau TUCSON
ix35

Le design au service
de la **puissance**

Roulez en toute liberté



HYUNDAI www.hyundai-motor.com

S.H.O. GABON TRACTAFRIC - Libreville (Zone Industrielle Oloumi)
B.P. 2147 Libreville - Gabon. Tél. : 76 01 40 / 76 01 77 - Fax 76 04 99

Tractafric
motors

Un été A340°

Libreville / Paris

vol aller-retour en **classe économique** à partir de

605 500 TTC*

FCFA

vol aller-retour en **business class** à partir de

1 299 000 TTC*

FCFA

Libreville / Marseille

vol aller-retour en **classe économique** à partir de

594 300 TTC*

FCFA

vol aller-retour en **business class** à partir de

1 287 800 TTC*

FCFA

Achetez vos places dès maintenant pour bénéficier des tarifs exceptionnels
que nous vous proposons du 22 juin au 15 septembre 2010.

Que ce soit en direction de Paris ou Marseille en **vols directs**,
n'hésitez plus ! Montez à bord de l'A340 tri-classe et vivez un été A 340° !

Bienvenue à bord de notre **Airbus A340**



gabonairlines.com ou contactez votre agence de voyages

Jordoo L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.



Respect



L'excellence depuis 1952